alternatives sud

Droites militantes et mobilisations réactionnaires

Points de vue du Sud

TRIMESTRIEL | 1e TR. 2019

CentreTricontinental

SYLLEPSE

Alternatives Sud

Fondateur

François Houtart

Rédaction et administration

Jacques Bastin, Enrique Cueto, Laurent Delcourt, Christophe Douxchamps,
Bernard Duterme (directeur), Liliane Kabugubugu,
Aurélie Leroy, Cédric Leterme, Carlos Mendoza,
François Polet, Frédéric Thomas, Nathalie Vanhumbeeck
Centre Tricontinental-Cetri
Avenue Sainte Gertrude, 5
B-1348 Louvain-la-Neuve, Belgique
Tél. : 32 (0) 10-48-95-60 / Fax. : 32 (0) 10-48-95-69
duterme@cetri.be / cetri@cetri.be / www.cetri.be

Conseil éditorial (Afrique, Amérique latine, Asie)

Sarah Ben Néfissa (Égypte), Saturnino Jun Borras (Philippines), Suzy Castor (Haïti),
Yves Alexandre Chouala (Cameroun), Abdelnasser Djabi (Algérie), Leonard Gentle
(Afrique du Sud), Pablo Gonzalez Casanova (Mexique), Laura Hurtado (Guatemala),
Lau Kin Chi (Chine), Jude Lal Fernando (Sri Lanka), Edgardo Lander (Venezuela),
Cristian Parker G. (Chili), Andres Pérez Baltodano (Nicaragua), Emir Sader (Brésil),
Pablo Stefanoni (Bolivie), Maristella Svampa (Argentine), Mahaman Tidjani Alou (Niger),
Antonio Tujan (Philippines)

Éditeurs et centres associés

Alternatives (Montréal), Aarc (Le Caire), Arena (Hong Kong),
CASC (Managua), Cedetim (Paris), Cetim (Genève), Clacso (Buenos Aires),
Cresfed (Port-au-Prince), Editorial Popular (Madrid), FTM-FMA (Dakar),
Funde (San Salvador), CED-Grial (Louvain-la-Neuve)

Diffusion et distribution en librairies

SOFÉDIS et SODIS (Paris, France)

Graphisme

Signélazer (Bruxelles, Belgique)

Illustration de couverture

Moland Fengkov – Bangkok, 2014

LA COOPÉRATION BELGE AU DÉVELOPPEMENT .be

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

Alternatives Sud

Volume 25-2018 / 1

Droites militantes et mobilisations réactionnaires

Points de vue du Sud

Abonnement annuel à *Alternatives Sud*

4 numéros : 50 euros

▪ Au compte IBAN = BE23 0001 3060 0291 du Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve), La Poste, Bruxelles, BIC = BPOTBEB1 (Bruxelles)

▪ Par carte de crédit

Visa ❒ Mastercard/Eurocard ❒

N° ……

Date d'expiration : ……

Nom et signature : ……

À faxer au +32 10 489569

ou à adresser à : cetri@cetri.be

© 2018, Centre Tricontinental et Éditions Syllepse
ISBN : 978-2-84950-662-2 (papier)
ISBN : 978-284950-664-6 (PDF)

Éditions Syllepse
69 rue des Rigoles
F-75020 Paris (France)
edition@syllepse.net

Centre Tricontinental
Avenue Sainte Gertrude 5
B-1348 Louvain-la-Neuve (Belgique)
cetri@cetri.be

Éditeur responsable : Bernard Duterme, CETRI,
Avenue Sainte Gertrude 5,
B-1348, Louvain-la-Neuve

Sommaire

Éditorial

7. Dérives réactionnaires et contre-mouvements dans le Sud
Laurent Delcourt

Asie

39. Inde : « *hindutva* », néolibéralisme et crispation nationaliste
Kalim Siddiqui

61. Thaïlande : démocratie, mouvements et contre-mouvements sociaux
Giles Ji Ungpakorn

Amérique latine

87. Amérique latine : des mobilisations de droite occupent les rues
Esteban de Gori, Camila Vollenweider, Ava Gómez et Bárbara Ester

97. Brésil : la chute du Parti des travailleurs et la percée conservatrice
Esther Solano Gallego

107. Brésil : nébuleuse d'organisations ultralibérales sous influences états-uniennes
Kátia Gerab Baggio

Monde arabe et Turquie

125. Monde arabe : nationalismes, islamismes, djihadismes et crise du politique
Sarah Ben Néfissa

143. Turquie : fabriquer l'illusion d'une souveraineté populaire
Joris Leverink

Afrique

153. Afrique : fracture ethnique ou manipulation politique des ethnicités ?
Amadou Sarr Diop

163. Congo : mobilisation milicienne et tensions ethniques au Sud-Kivu
François M'munga Assumani

169. Index

171. Liste des *Alternatives Sud* parus

Éditorial

Dérives réactionnaires et contre-mouvements dans le Sud

Laurent Delcourt[1]

Les pays du Sud connaissent-ils un tournant réactionnaire ? La question est à poser au regard de la montée en puissance, quasi simultanée sur les trois continents, de forces sociales et politiques régressives. À contre-pied des luttes émancipatrices, elles reviennent sur les conquêtes démocratiques des dernières décennies. Symptômes du brouillage des identités, de l'explosion des inégalités et du renforcement des clivages, elles tirent parti du recul des forces progressistes.

Crispations identitaires et hystérie sécuritaire, essor des conservatismes moraux et des fondamentalismes religieux, résurgence des nationalismes ultras et ethniques, ascension de partis et de courants politiques ouvertement xénophobes, multiplication des ploutocraties et des démagogies autoritaires, banalisation d'une parole raciste, misogyne et homophobe, « brutalisation » du débat public et rejet du multilatéralisme… Tout semble indiquer que nos sociétés sont entrées de plain-pied dans une phase de « régression » (Geiselberger, 2017), de « *droitisation du monde* » (Cusset, 2016), sinon de « *dé-civilisation* » (Nachtwey, 2017), quelle que soit la forme prise, selon le lieu, par ce tournant que certains qualifient d'historique.

---

1. Historien et sociologue, chargé d'étude au CETRI (Centre tricontinental, Louvain-la-Neuve).

Loin des prophéties optimistes des apôtres néolibéraux du marché autorégulé, pour qui la généralisation du libre-échange allait forcément ouvrir la voie à une ère de paix et de prospérité économique pour tous, et marquer le triomphe final de la démocratie, la mondialisation a entraîné dans son sillage une longue succession de crises économiques et de bouleversements sociopolitiques majeurs, créant les conditions du retour en force de courants politiques particulièrement régressifs.

Gardiens de l'ordre et de la morale, pourfendeurs de l'universalisme des droits de l'homme, adversaires de l'État social, nostalgiques d'un passé fantasmé ou partisans du *statu quo,* ces « nouveaux » réactionnaires n'ont cessé, ces dernières années, de gagner en visibilité, de consolider leur assise sociale et de renforcer leur présence dans les espaces publics et les arènes politiques. Jouant sur les frustrations et sur le discrédit généralisé qui s'est abattu sur le monde politique, leur audience croissante et leurs succès électoraux seraient le signe, selon la sociologue Eva Illouz, d'une « radicalisation » (à droite) des populations dans la plupart des démocraties libérales :

« *Les populations se radicalisent alors mêmes qu'elles avaient pour l'essentiel accepté, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les règles du jeu libérales et qu'elles les avaient respectées* […] *une partie de la population semble aujourd'hui décidée à remettre en question certaines composantes essentielles du libéralisme politique : le pluralisme ethnique et religieux, l'intégration de la nation au sein d'un ordre mondial à travers l'échange économique et les institutions internationales, l'expansion des droits individuels et collectifs, la tolérance vis-à-vis de la diversité sexuelle, la neutralité de l'État en matière d'appartenance ethnique… Et dès lors que l'on quitte le monde occidental, on découvre une situation plus sinistre : la Russie, la Turquie et les Philippines sont les proies d'un style de gouvernement agressif, brutal, chauvin, leurs dirigeants respectifs affichant un mépris ouvert et décomplexé pour l'État de droit et les droits de l'homme* » (2017).

Prolongement, logique ou à tout le moins prévisible, de la révolution néolibérale des deux dernières décennies du 20e siècle, ce tournant régressif ne s'arrête pas en effet aux frontières du monde occidental ou de sa proche périphérie. L'Asie du Sud et du Sud-Est, le monde arabe, l'Afrique et l'Amérique latine sont également traversés par de puissants courants rétrogrades, qui, çà et là, prennent la

forme de véritables mobilisations populaires, capables de faire ou de défaire des gouvernements et de peser sur les agendas politiques.

Happenings pro-monarchistes en Thaïlande, essor des courants fondamentalistes en Malaisie, en Indonésie et dans le monde arabe, manifestations réactionnaires géantes au Brésil et en Argentine, montée en puissance et emprise croissante des mouvances extrémistes hindoues en Inde, bouddhistes en Birmanie ou au Sri Lanka, regain de violence interethnique, religieuse et xénophobe en Afrique… À rebours des luttes émancipatrices qui ont fleuri dans les pays Sud ces dernières décennies, ces forces ont aujourd'hui le vent en poupe.

Marqueurs de l'explosion des inégalités, de la dissolution des tissus sociaux et du brouillage des repères culturels, religieux et identitaires engendrés par l'ouverture indiscriminée des marchés, elles exploitent les ressentiments des perdants de la mondialisation au profit d'intérêts particuliers, de factions ou de groupes dominants. Bien décidées à revenir sur les conquêtes démocratiques, elles tirent parti du recul des forces progressistes et de la disparition des discours qui structuraient autrefois l'imaginaire politique des classes sociales ou des mouvements d'indépendance.

Pour la première fois, *Alternatives Sud* s'intéresse à ces « contre-mouvements sociaux » et autres « sociétés inciviles ». Quels sont leurs ressorts ? Quelles formes prennent-ils et de quelle manière se manifestent-ils ? Quels sont leurs objectifs et comment mobilisent-ils ? Et quelle est leur incidence sur les politiques nationales ? Telles sont les questions auxquelles entendent répondre les textes rassemblés dans cet ouvrage.

Ce tour d'horizon ne se veut pas exhaustif. En croisant points de vue et éclairages nationaux, il entend surtout proposer quelques clés de lecture permettant d'interpréter ce basculement réactionnaire quasi simultané dans la plupart des régions du monde. En ciblant ses protagonistes, il vise aussi à mieux cerner les tensions et les conflits qui traversent ces sociétés, dans un contexte international de concurrence exacerbée. Il permet aussi de jauger l'état actuel des rapports de forces sociaux et politiques qui les modèlent, dans une perspective globale, critique et comparative. En s'intéressant enfin à ces forces régressives et aux conditions de leur (ré-)émergence, l'idée est aussi de participer d'une prise de conscience de la menace qu'elles représentent, étape indispensable à l'ébauche d'une réponse adaptée.

Virage réactionnaire au Sud : tour d'horizon

Avant d'entamer ce tour d'horizon, une précision s'impose. Au cours de leur histoire récente, la plupart des pays du Sud ont été en proie à de puissants courants réactionnaires, lesquels n'ont jamais hésité à faire le coup de force contre les quelques rares gouvernements progressistes qui y ont accédé au pouvoir. « *Alors que dans le Nord*, note Walden Bello, *l'émergence de ces forces* (fascistes, populistes autoritaires ou contre-révolutionnaires) *et de leurs figures de proue évoque l'idée d'une répétition des années 1930, lorsque le fascisme classique est arrivé au pouvoir (en Italie et en Allemagne), dans le Sud global, leur déploiement/redéploiement a toujours été un phénomène récurrent ces cinquante dernières années, dans la foulée de durs conflits de classes, voire de guerres de classes* » (2017). Pour autant, les pays du Sud semblent connaître un nouveau moment réactionnaire, inédit depuis les dernières vagues de démocratisation.

Asie du Sud et du Sud-Est

Dans un communiqué récent, le Réseau pour une démocratie sociale en Asie (Network for Social Democracy in Asia) tire la sonnette d'alarme : « *En dehors des salles de conférences,* avertit-il, *les démocrates et progressistes sont en train de perdre du terrain au profit de mouvements populistes et fondamentalistes. À l'instar de leurs alter ego européens, les mouvements populistes asiatiques sont entrés en compétition avec les mouvements démocratiques, syndicaux et progressistes déjà bien établis et obtiennent de bien meilleurs résultats. Les populistes sont en train de prendre les rênes du pouvoir*[2]. » Comme le notent également deux spécialistes de la région, en Asie comme ailleurs, « *de plus en plus de personnes, affectées par les fléaux engendrés par une mondialisation non régulée, se détournent du libéralisme (politique) et de la démocratie sociale, pour s'en remettre à une forme de nationalisme populiste de droite* » (Djani et Törnquist, 2017).

Aux Philippines, ce rejet de la démocratie libérale s'est exprimé principalement par l'arrivée au pouvoir de Rodrigo Duterte. La dette colossale accumulée vis-à-vis de Washington, la manipulation constante du système électoral par des élites corrompues et des

2. www.socdemasia.com/young-progressives/155-social-democracy-in-a-time-of-populism-from-ripples-to-surges.

années de politiques néolibérales ont finalement eu raison de la nouvelle république bâtie à la fin des années 1980 sur les cendres du régime de Marcos. L'écart perçu entre les promesses d'inclusion démocratique et d'amélioration des conditions de vie de la population, portées autrefois par le People Power Movement[3], et la réalité d'une aggravation des inégalités et d'une pauvreté massive, dans un contexte de hausse de la criminalité, a sans nul doute préparé le terrain à la victoire aux élections présidentielles de l'ancien maire et homme fort de Mindanao.

Élu sur la promesse d'en finir avec le narcotrafic, celui qui se targuait d'avoir nettoyé, quand il en était le maire, la cité de Davao du « crime et des communistes », n'a pas tardé à reproduire à l'échelle nationale ses vieilles recettes répressives. D'ores et déjà, des milliers d'exécutions extrajudiciaires ont eu lieu dans le pays (Raillon, 2017). Bénéficiant d'un très large soutien dans diverses strates de la société philippine (des milieux aisés traditionnels aux petites classes moyennes en passant par les nouveaux riches) et d'appuis solides dans l'ensemble du spectre politique philippin (des vieux soutiens de Marcos aux alliés de la première heure de l'ex-président Arroyo, en passant par une bonne partie de la gauche gouvernementale), Duterte représenterait, selon Walden Bello, le type même du « fasciste original ».

Tonnant contre l'Occident et sa diplomatie des droits de l'homme, sachant ménager l'ensemble de ses alliés et adapter au besoin ses politiques, Duterte n'est pas un « *un réactionnaire cherchant à restaurer un passé mythique. Il n'est pas un conservateur qui entend défendre le* statu quo*. Son projet est un futur autoritaire* ». Son principe de gouvernement est la force brute, au mépris des règles démocratiques, du cadre légal national et du droit international (2017).

En Inde, le président Narendra Modi incarne un autre projet politique : un mélange inquiétant de nationalisme culturel extrême et de néolibéralisme étroitement articulé aux intérêts de l'élite économique hindoue. Soupçonné d'avoir cautionné un pogrom antimusulman dans la province du Gurajat, dont il était alors l'ultralibéral ministre en chef, voire d'en avoir été l'instigateur, cet idéologue et ancien activiste de l'*hindutva* (indianité) a remporté haut la main

3. Vague de mobilisations populaires et non violentes – appelée parfois EDSA Revolution – qui entraînèrent en 1986 le départ du dictateur Ferdinand Marcos et la restauration de la démocratie aux Philippines.

les élections en 2014, grâce à la mobilisation massive des milieux nationalistes hindous.

À peine installé à la présidence, Modi a mis en place une politique économique favorable aux milieux d'affaires, lesquels comptent parmi ses plus fidèles soutiens, et s'est attelé au démantèlement de l'héritage laïque et socialiste de Nehru, de même qu'à celui de la pensée non violente et tolérante du Mahatma Gandhi : « *Depuis son accession au pouvoir,* explique Arjun Appadurai, *il y a bientôt trois ans, les libertés sexuelle, religieuse et artistique ont été bafouées en Inde comme elles ne l'avaient jamais été* […] *l'Inde risque à tout moment de basculer dans une guerre contre le Pakistan ; les craintes des musulmans indiens sont de plus en plus vives, et les Dalits (que l'on appelait autrefois les « intouchables ») sont quotidiennement agressés et humiliés en toute impunité. Modi articule au lexique de la pureté ethnique un discours centré sur la propreté et l'hygiène publique. On donne à l'étranger l'image d'un pays combinant modernité numérique et authenticité hindoue, et à l'intérieur des frontières, on fait de la domination hindoue le principe du gouvernement. Telles sont les pierres angulaires de la nouvelle souveraineté indienne* » (2017).

Ailleurs en Asie, cette poussée nationaliste et réactionnaire a également pris une inquiétante tonalité ethnico-religieuse. En Malaisie, elle s'est traduite par l'émergence dans l'espace public de puissantes organisations nationalistes, qui entendent renforcer le principe de la « suprématie malaise » (Keuanan Melayu), contre les minorités ; et faire de la religion musulmane et de la royauté les deux fondements de la société (et de la citoyenneté) malaise (Choong Pui Yee, 2012 ; Hamayotsu, 2013). Au Cambodge, cette fièvre nationaliste est depuis peu régulièrement à l'origine d'émeutes visant les commerçants vietnamiens, à l'initiative d'organisations khmères.

Et en Birmanie, elle a pris la forme d'une violente campagne xénophobe contre les Rohingyas, orchestrée par les organisations intégristes bouddhistes au nom de la préservation d'une identité nationale soi-disant menacée (Frewer, 2015 ; Raillon 2017). Leur poids dans la société birmane, leur légitimité sociale et leur influence culturelle et religieuse expliquent sans nul doute en grande partie l'attentisme du gouvernement Aung San Suu Kyi et de la population face à la gravité des attaques aujourd'hui perpétrés contre cette minorité musulmane.

Cet activisme ultranationaliste ne vise pas toujours des minorités ethniques. Il s'en est pris aussi à des gouvernements accusés de privilégier certaines catégories sociales, les plus pauvres ou les paysans en particulier. Ainsi, en Thaïlande, tant le mouvement d'opposition au populaire gouvernement de Thaksin Shinawatra (2001-2006), accusé par l'*establishment* thaï d'avoir acheté des voix au moyen de programmes sociaux, puis renversé par les militaires, que le mouvement dirigé contre le gouvernement de Yingluck Shinawatra (2011-2014) ont l'un et l'autre été organisés par les milieux nationalistes pro-royalistes, avec le soutien des élites traditionnelles, des milieux d'affaires et des classes moyennes de Bangkok et des villes du sud du pays.

Opposés pendant des mois, dans la rue, aux « chemises rouges », une coalition très hétérogène regroupant des collectifs issus de la société civile, des ex-partisans de Thaksin et des défenseurs de la démocratie électorale, ceux qui se faisaient initialement appeler « chemises jaunes » (référence explicite à la couleur de la royauté) ont multiplié manifestations violentes et *lock-out* dans la capitale, avant d'appuyer le coup d'État militaire de 2014 et le régime du Conseil national de la paix et de l'ordre. Une restauration qui a à nouveau sonné le glas de la dernière parenthèse démocratique et ouvert la voie à une nouvelle vague de répression contre les opposants au régime militaire (Chachavalpongpun, 2012 ; Case, 2014).

Le gouvernement indonésien a lui aussi été soumis à une forte pression de la rue, née de l'alliance qui s'est nouée entre les milieux nationalistes et les organisations fondamentalistes musulmanes. Alliées utiles des vieilles élites politiques et économiques, ces dernières s'étaient déjà largement mobilisées en 2014 contre la candidature de l'actuel président Joko « Jokowi » Widodo, alors candidat indépendant – et issu du milieu populaire – des organisations progressistes, en appuyant un candidat ultraconservateur, Prabowo Subianto, sorte de Trump indonésien, oligarque ultranationaliste, ancien général, et gendre de Suharto (Törnquist et Djani, 2017).

Plus récemment, elles ont contribué à l'échec électoral du populaire gouverneur de Jakarta, M. Basuki Tjahaja Purnama, dit Ahok, un chrétien d'origine chinoise, allié de la première heure du président, et à sa condamnation ultérieure (sans preuve) pour blasphème, après avoir organisé, en octobre et en novembre 2016, des manifestations géantes auxquelles participa « *une foule hétéroclite*

d'islamistes fondamentalistes, de musulmans sincèrement inquiets quant à l'avenir de leur religion et de simples habitants mécontents de la politique menée par le gouverneur de la ville » (Beyer et Bulard, 2017).

Parmi les composantes islamistes qui ont orchestré cette campagne, certaines traînent une sinistre réputation en tant qu'héritières directes des milices ayant autrefois participé au massacre des militants communistes et de leurs sympathisants, sous la dictature de Suharto. En plein essor, et trouvant une nouvelle audience en sein des classes moyennes et supérieures, de même que chez de nombreux jeunes, de plus en plus sensibles aux discours portant sur la pureté ethnique et les valeurs religieuses, elles entendent aujourd'hui « ré-islamiser » la société, en coulant dans le moule national un islam rigoriste importé d'Arabie saoudite et respectueux des hiérarchies traditionnelles. Quitte à mettre à bas les principes de tolérance religieuse qui ont toujours fondé l'identité multiethnique et plurireligieuse indonésienne ; et le Pancasila[4] (Benny Setia Wirawan, 2016 ; Beyer et Bulard, 2017).

Amérique latine

Dans un contexte d'inégalités abyssales, de ralentissement de la croissance et d'explosion de la violence criminelle, l'Amérique latine n'a pas été épargnée par cette vague réactionnaire. Ce continent, qui avait cristallisé les espoirs et les fantasmes de la gauche européenne durant la première décennie du 21e siècle, semble lui aussi être entré dans une phase de restauration conservatrice. Après le « tournant à gauche » (*Alternatives Sud,* 2005), est venu le coup de barre à droite. Pluriels, les forces et les courants politiques réactionnaires, souvent rangés sous l'appellation générique de « nouvelle droite[5] », reconquièrent un à un les territoires perdus ces vingt dernières années au profit des gauches.

Au Venezuela, la droite remporte les élections parlementaires de décembre 2015. D'importantes municipalités en Équateur, en Bolivie et au Brésil tombent dans son giron entre 2014 et 2016.

4. Doctrine d'État proposé par Sukarno et fondée sur cinq principes : la croyance en Dieu, l'unité nationale, la souveraineté du peuple, l'humanisme et la justice sociale (Beyer et Bulard, *op.cit.*).

5. L'appellation « nouvelle droite » est de plus en plus souvent utilisée pour distinguer ces courants politiques de la « droite dictatoriale » des années 1964 à 1985 et de la « droite néolibérale » des années 1985 à 2000 (Segrera, 2016).

Dans ce dernier pays, elle orchestre en 2016 la destitution de la présidente Dilma Rousseff, après une procédure théâtrale d'*impeachment* que beaucoup qualifient de « coup d'État » institutionnel, à l'instar des coups de force parlementaires qui ont débarqué les présidents Zelaya au Honduras (2009) et Lugo au Paraguay (2012). Au Chili, elle vient de porter au pouvoir, pour la seconde fois, un milliardaire qui a bâti sa fortune sous la dictature de Pinochet. Et c'est un autre richissime homme d'affaires, Mauricio Macri, qui a été propulsé à la présidence de l'Argentine, après une campagne acharnée contre la présidente Cristina Kirchner Fernandes, menée par une coalition hétéroclite de partis conservateurs et de groupes de jeunes libéraux.

Même dans les pays où elles occupent depuis longtemps le pouvoir, les droites ont renforcé leur poids politique, en particulier celui de leurs composantes les plus radicales. Au Pérou, avec la victoire en 2016 de l'économiste, ex-banquier central et investisseur Pedro Pablo Kuczynski ; au Guatemala, avec celle de Jimmy Morales, candidat du Front de convergence nationale, créé par d'ex-militaires accusés de crimes de guerre ; ou encore en Colombie, où la « *derecha uribista* » s'est fortement mobilisée contre l'accord de paix avec les FARC (Bohoslavsky et Boisard, 2017 ; Segrera 2016).

Là où elles reprennent les commandes, à savoir à peu près partout, ces nouvelles droites s'emploient à revenir sur les réformes engagées par les gouvernements progressistes au cours de la décennie précédente, démantèlent à tour de bras des législations sociales et environnementales ou les institutions censées les mettre en œuvre et multiplient les mesures favorables aux milieux d'affaires, au risque de remettre en question les réels progrès accomplis en matière de réduction de la pauvreté et des inégalités. Comme le montre le cas paradigmatique du Brésil, dans la plupart des situations ces politiques ont été associées à un agenda politique ultraconservateur sur le plan sécuritaire, moral et sexuel (Delcourt, 2015 ; Enders, 2017 ; Segrera, 2017 ; Viana, 2017).

Dans plusieurs pays, ce *backlash* a également pris la forme de vastes mobilisations, qui ont essentiellement fait descendre dans la rue les couches moyennes : grèves géantes et blocus organisés contre le gouvernement vénézuélien depuis le début du siècle, insurrection sécessionniste du Comité civique pro-Santa Cruz en Bolivie en 2008, soulèvement des syndicats agricoles patronaux et des secteurs de l'agrobusiness en Argentine en 2008 contre la politique

fiscale du gouvernement de Nestor Kirchner et longue suite de mobilisations contre le gouvernement présidé par sa femme, Cristina Kirchner-Fernandes entre 2012 et 2014 ; manifestations antifiscales en Équateur en 2015, etc. Si certaines de ces protestations agglutinaient également des secteurs de la gauche, leurs principaux maîtres d'œuvre n'en étaient pas moins nettement ancrés à droite, et leurs revendications premières, franchement réactionnaires.

Plusieurs de ces mobilisations ont d'ailleurs joué un rôle majeur dans la reconstruction d'une puissante opposition politique. Ainsi les manifestations organisées contre Cristina Kirchner, souvent présentées comme apolitiques et spontanées, peuvent être considérées comme le point d'orgue d'un long travail de réorganisation, remobilisation et rénovation des droites argentines, désireuses d'en finir avec près de quinze ans de kirchnérisme et d'en revenir à un modèle ultralibéral d'inspiration « ménémiste » (Vommaro, 2014).

Dans le grand pays voisin, les mobilisations ont pris une tout autre ampleur, et une tournure plus décisive. Des centaines de milliers de personnes sont descendues dans les rues du pays entre 2014 et 2015, à l'appel d'une poignée d'organisations libérales et conservatrices, pour réclamer la destitution de la présidente de gauche Dilma Rousseff, dans ce qui peut être considéré comme l'une des plus importantes vagues de mobilisations depuis trente ans.

Le profil social des manifestants (classes moyennes à hautes), la tendance idéologique des organisations mobilisées (ultralibérales, libertariennes, pro-vie, pro-armes à feu, nostalgiques du régime militaire, etc.), le type de slogans proférés par cette foule vêtue de vert et de jaune (pour une intervention militaire, contre le communisme, contre les politiques sociales, pour la diminution des impôts, pour plus de sécurité et d'armes à feu, etc.) et l'appui (sinon la sympathie) reçu dans les rangs de l'opposition, de groupes parlementaires clairement marqués à droite, dans les médias et certains secteurs de la justice ne laissent planer aucun doute sur le caractère réactionnaire de ces mobilisations pro-*impeachment* et anticorruption. Sur bien des points, leur physionomie les rapproche des gigantesques « Marches des familles avec Dieu et pour la liberté » qui, en 1964, avaient précédé et préparé le coup d'État contre le président João Goulart.

Sans elles, l'issue du procès politique intenté à Dilma Rousseff aurait sans doute été tout autre. Sans elles, les élections n'auraient

pas débouché sur la mise en place du Congrès le plus conservateur qu'ait connu le pays depuis la démocratisation. Et sans elles, l'une des figures de proue du mouvement anti-Dilma, le parlementaire d'extrême droite xénophobe, raciste, misogyne et autoritaire Jair Bolsonaro, n'aurait jamais acquis une telle popularité, au point de se situer en bonne place dans la course à la présidentielle d'octobre 2018.

Au Brésil comme dans les autres pays du continent, ni la difficile conjoncture économique de ces deux dernières années, ni l'usure politique – qui justifierait une saine alternance – ne sont à même de rendre compte de ce brusque retour en arrière. La montée d'un virulent activisme de droite, l'émergence soudaine dans l'espace public d'une pluralité d'acteurs, de groupes et de collectifs réactionnaires (religieux, ultraconservateurs ou ultralibéraux) bien décidés à peser sur les futurs choix politiques, ainsi que le nombre croissant de leurs sympathisants suggèrent un changement plus profond, d'ordre culturel.

Monde arabe et Afrique subsaharienne

Dans ce tour d'horizon du virage réactionnaire, les pays du monde arabe et d'Afrique constituent autant de cas singuliers, compte tenu de l'étroitesse des marges de contestation en contexte autoritaire, et d'un environnement régional extrêmement défavorable. Reste que, comme le rappelle Sarah Ben Néfissa, dans ce numéro, le monde arabe semble plus qu'ailleurs concerné par « *la montée en puissance des mobilisations identitaires, des fondamentalismes religieux, des communautarismes et des ethnonationalismes* ».

Le phénomène est aussi plus ancien que dans les autres régions. Il trouve principalement son origine – et ses raisons d'être – dans l'étouffement par ces régimes autoritaires de toute contestation démocratique, leur méfiance vis-à-vis de toute forme de politisation de la revendication sociale, et leur incapacité à maintenir, dans un contexte de mondialisation et de réduction drastique des dépenses publiques, le « pacte social autoritaire » qui avait autrefois assis la légitimité et la popularité des nationalismes arabes aux yeux des populations, au lendemain des indépendances.

Dans le même temps, ce tournant fondamentaliste/communautariste a été encouragé par la diffusion, dans toute la région, de l'idéologie wahhabite, la dépolitisation de toutes luttes sociales au profit des appels identitaires et patriotiques, ainsi que par le jeu des

intérêts nationaux et les luttes d'influences des puissances régionales et internationales. *Mutatis mutandis*, dans la foulée des « printemps arabes », il a été instrumentalisé par les régimes qui s'en sont servis pour justifier la répression des oppositions, conforter leur pouvoir et (re)trouver un semblant de légitimité internationale, à l'instar de la Syrie d'Assad et de l'Égypte d'al-Sissi.

Quoi qu'il en soit, dans le monde arabo-musulman, le fondamentalisme a fait son lit dans un contexte marqué tantôt par le retrait de l'État de ses missions sociales (dans la plupart des pays du pourtour méditerranéen), sous la pression d'ajustements et de contraintes économiques externes, tantôt par l'effondrement de l'État central (en Irak et en Syrie, au Yémen, en Somalie, etc.), sur fond de crise sociale ou humanitaire, de guerres et de tensions ethniques exacerbées. Une telle situation n'a pu qu'y favoriser le développement et la diffusion d'une forme particulièrement violente d'intégrisme (Boko Haram, Chebabs, Ansar Dine, Daech, Al-Qaïda, etc.).

Théâtre depuis le début du siècle d'un regain de tensions ethnocommunautaires, religieuses, nationalistes, identitaires et même de violence xénophobe (Banégas, 2010), l'Afrique subsaharienne présente des caractéristiques assez similaires. Les mêmes causes y produisent souvent les mêmes effets. Le délestage par l'État de ses prérogatives, à partir des années 1980, les luttes internes pour le contrôle des ressources et la captation de la rente publique, l'« ethnicisation des appartenances politiques » et la « politisation des ethnicités » n'ont fait qu'exacerber des crispations latentes.

Dans un contexte de rareté, de pauvreté et de bridage de l'expression politique des revendications sociales, cette combinaison de facteurs a permis à une multitude de groupes armés, d'organisations radicales et de bandes criminelles, les uns et les autres se confondant parfois, de se placer au centre du jeu sociopolitique dans de nombreux pays : Armée de résistance du Seigneur en Ouganda, « *sœur jumelle et néochrétienne de Boka Haram* », Séléka musulman et anti-Balaka évangélique en République centrafricaine, milices armées au discours ethniciste en RDC, en Éthiopie, au Kenya, etc.

Cette pluralité de configurations et d'acteurs aux profils très différents invite ici à relativiser le rôle de la religion dans cette poussée régressive et violente. Sans pour autant nier l'« irréductibilité des logiques intrinsèques » de la foi et de la croyance, elle rappelle aussi que le fait religieux doit impérativement être replacé non seulement

dans un jeu de causalités complexes et multiples, au niveau local, mais aussi être analysé à la lumière de dynamiques globales et interconnectées auxquelles l'Afrique n'échappe pas : intégration des marchés – y compris celui de la foi – à l'échelle mondiale, universalisation de l'État-nation et généralisation d'une conscience particulariste (Bayart, 2017).

Les ferments d'une révolte à rebours

Ce qui frappe surtout dans ce trop bref panorama des poussées réactionnaires dans le Sud, c'est leur quasi-concomitance, quelles que soient la région envisagée et les formes d'expression prises par ce tournant. Et cette concomitance ne doit certainement rien au hasard.

À partir de la deuxième moitié des années 1980, la plupart des pays du Sud connaissent un double processus simultané qui va radicalement transformer leur visage : d'une part, un processus d'ouverture démocratique, tantôt franc, tantôt timide ; d'autre part, une rapide conversion de leur économie aux logiques du libre-échange et aux canons de l'idéologie néolibérale, dans un contexte global d'intégration croissante – et souvent chaotique – des marchés (*Alternatives Sud,* 2017). Supposée naviguer de conserve et se renforcer l'une et l'autre, comme le prophétisaient les thuriféraires de la mondialisation libérale, ce double processus s'est avéré lourd de conséquences.

Certes, la démocratisation a permis dans de nombreux pays l'ouverture d'espaces d'expression démocratique et l'émergence ou la (re-)naissance d'une société civile. Mais l'ajustement libéral et la réduction de la voilure de l'État au profit du marché et de sa logique concurrentielle ont aussi eu des effets dévastateurs, en ébranlant les bases matérielles de l'existence de divers groupes sociaux et en annulant les promesses de mieux-être du tournant démocratique.

De fait, loin d'avoir marqué le début du règne d'une « démocratie universelle et d'un capitalisme heureux », cette « mise au pas économique », combinant libéralisation des échanges, privatisation, réduction des dépenses publiques et suppression des programmes à destination des couches sociales les plus fragiles, a souvent été vécue comme une catastrophe, sinon comme un cataclysme par ces populations. Si ces ajustements ont redynamisé dans certains cas la croissance et participé à l'émergence « économique » de plusieurs pays, dans quelques régions (en Afrique notamment),

la pauvreté a progressé. Partout, les inégalités ont explosé pour atteindre des sommets ; les emplois informels et précaires se sont généralisés ; et les migrations, internes ou externes, ont connu un nouveau boom, alimentées par l'absence de perspectives locales (*Alternatives Sud,* 2015 ; Oxfam, 2018).

Dans le même temps, l'« insécurité » ou le sentiment d'insécurité s'est généralisé à mesure que l'État opérait son retrait et que les nouvelles logiques économiques confortaient le pouvoir des transnationales et d'une nouvelle élite mondialisée, tandis que les logiques de la consommation envahissaient toutes les sphères de l'existence, accélérant l'atomisation et l'individualisation de ces sociétés. Même là où la globalisation avait favorisé l'émergence de nouvelles classes moyennes, celles-ci se sont rapidement trouvées exposées aux aléas de la croissance et à des crises à répétition, tiraillées par la peur du déclassement, menacées du jour au lendemain de retomber dans la pauvreté, dans un contexte de compétition exacerbé et de ralentissement de la mobilité sociale.

Une telle disjonction entre les promesses démocratiques et les réalités vécues n'a pu que nourrir un sentiment de méfiance ou de lassitude (Appadurai, 2017) des populations à l'égard de la démocratie, de ses institutions, de ses normes et de ses procédures. Elle a alimenté une culture de l'angoisse et du ressentiment, tout en nourrissant le rejet des idéaux égalitaires, alors même que les inégalités structurelles ne cessaient précisément de s'aggraver (Mishra, 2017). Et, elle a suscité une défiance généralisée envers l'économie libérale, en faisant apparaître un nouveau clivage entre « *gagnants et perdants de la globalisation, la seconde catégorie y réagissant souvent au moyen de revendications xénophobes dont on voit bien qu'elles convergent dans des formes de nationalisme prônant l'exclusion* » (della Porta, 2017).

Loin d'avoir arasé les identités, la mondialisation libérale les a réarmées. Alors que les États se sont montrés de moins en moins capables d'assurer protection et développement à leurs populations, de plus en plus nombreux sont ceux qui aujourd'hui entendent ressusciter des formes étroites de souveraineté, en se tournant « *vers leur culture majoritaire respective, vers un ethnonationalisme qui étouffe toute dissidence intellectuelle et culturelle intérieure* ». « *Pour le dire autrement,* souligne Arjun Appadurai*, la perte de souveraineté économique engendre une posture consistant à brandir*

l'idée de souveraineté culturelle. La culture devient le siège même de la souveraineté nationale » (2017).

Autrefois séculier et porteur de valeurs universalistes, le nationalisme qui avait été le moteur des luttes pour l'indépendance dans le Sud s'est ainsi radicalement transformé : il est devenu un nationalisme ethnique et/ou religieux (Raillon, 2017). Et les groupes et collectifs qui le promeuvent entendent aujourd'hui refermer la parenthèse démocratique dont ils ont pourtant aussi été les bénéficiaires.

Contre-mouvements régressifs

Cette situation n'est pas sans présenter, note le sociologue César Ruendeles, « *d'importantes analogies avec la situation dont K. Polanyi fut le témoin direct, avec sa polarisation politique, son instabilité institutionnelle et son climat de haine collective* » (2017). Cherchant à comprendre la montée des extrêmes dans les années 1930, l'auteur de la *Grande Transformation* (1944) a remarquablement décrit et analysé le double mouvement de l'évolution de l'économie capitaliste qui a mené tout droit à la catastrophe de la Seconde Guerre mondiale : un premier mouvement de subordination de tous les aspects de la vie sociale aux logiques du marché autorégulateur, suivi d'un puissant contre-mouvement de « réaction défensive » de la société face à cette colonisation de l'existence par le marché, lequel a pris tantôt des formes émancipatrices, tantôt des formes régressives, à l'instar du nazisme et des fascismes.

Appelant à s'inspirer de l'analyse de Polanyi pour interpréter de manière globale l'actuel tournant régressif, la sociologue des mouvements sociaux, Donatella della Porta explique ainsi que : « *L'histoire nous apprend que les contre-mouvements sociaux qui aspirent à réinstaurer des droits traditionnellement garantis peuvent générer des récits progressistes et offrir des visions plus inclusives et participatives, mais qu'ils peuvent aussi encourager et faire appel à des modèles régressifs et à des logiques plébiscitaires et prônant l'exclusion* […]. *Avec le tournant néolibéral, le capitalisme se mit une nouvelle fois, à s'appuyer – par exemple en abrogeant des textes de loi qui protégeaient les droits des citoyens et régulaient les marchés financiers – sur des formes d'accumulation par la dépossession* […]. *La marchandisation du travail, de la terre et de la monnaie fut de nouveau poursuivie à travers la dérégulation du marché et le démantèlement des dispositifs de protection des droits*

des travailleurs, à travers l'accaparement des terres et une dérégulation à grande échelle du capital financier.

À nouveau, des contre-forces (similaires en bien des points aux contre-mouvements de Polanyi) firent leur apparition, en se développant dans deux directions : certaines se sont avérées progressistes, cherchant à étendre les droits des citoyens dans le cadre d'une vision inclusive et cosmopolite, tandis que d'autres se sont avérées régressives, aspirant à un ordre révolu dans le cadre duquel ne serait protégé qu'un nombre restreint de natifs » (2017).

De fait, si la mondialisation néolibérale a entraîné à partir de la deuxième moitié des années 1990 une première vague de contestation globale, incarnée notamment par le mouvement altermondialiste, elle a contribué aussi à la (ré)émergence et à l'ascension de « multitudes régressives » (Appadurai), une sorte de contre-société civile, aujourd'hui bien décidée à enterrer les récentes conquêtes démocratiques.

Ainsi, comme le note François Raillon pour l'Asie : « *La crise financière de 2008 mais aussi les effets délétères de la globalisation ont fait trébucher l'Asie orientale. Une hésitation s'est développée dans les diverses sociétés de la région sur la pertinence du modèle néolibéral, dont les bénéfices économiques devaient compenser la dureté de la concurrence généralisée. Dans les démocraties, les réactions populistes renaissent comme au lendemain de la crise asiatique de 1997-1998* » (2017).

Reste que la montée en puissance de ces forces rétrogrades ne s'est pas faite dans un vide de discours mobilisateurs et en l'absence d'organisations et d'entrepreneurs de mobilisations, habiles à accaparer la subjectivité populaire, en instrumentalisant les peurs et les ressentiments générés par la mondialisation néolibérale, et en les mettant aux services d'intérêts et d'ambitions politiques particuliers.

Discours mobilisateurs

La disparition des « grands récits » collectifs au profit de l'idéologie néolibérale et de son culte de la performance individuelle a contribué non seulement à dépolitiser les luttes sociales, mais aussi à réactiver les sentiments identitaires. Dans un contexte mondial où la mobilité forcée et l'insécurité qui en découle tendent précisément à brouiller les appartenances personnelles et collectives ; et dans lequel les États-nations se trouvent de plus en plus réduits à leur « ethnos », devenu l'unique ressource sur laquelle ils peuvent

encore avoir prise, l'identité tend à (re)devenir une valeur refuge (Krastev, 2017 ; della Porta, 2017 ; Appadurai, 2017).

Dans ces conditions, il n'est guère étonnant que les discours portant sur la communauté première d'appartenance, la tradition, la « pureté » originelle du groupe, la grandeur d'antan, la religion des origines, un passé souvent mythifié ou fantasmé (l'*hindutva* en Inde, le caractère intrinsèquement islamique de la nation malaise ou indonésienne, irréductiblement bouddhiste de la citoyenneté birmane, chrétienne du continent latino-américain, la vertu des anciennes royautés africaines, le retour à l'Islam des premiers temps dans le monde arabe, etc.) aient trouvé un écho croissant au sein de populations déboussolées et en quête de repères ou de réassurances identitaires, dans des environnements changeants et instables.

Tout en participant à un travail symbolique d'invention de la tradition, ces discours utilisent les mêmes ficelles. Ils tendent à effacer les identités sociales au profit de l'identité culturelle. Ils font primer la loyauté à l'*ethnos* (ou à la religion) sur les solidarités de classes, quitte à faire passer les inégalités structurelles et/ou les hiérarchies internes comme naturelles ou acceptables. Et, simplifiant la réalité à outrance, ils s'appuient sur une vision binaire et paranoïaque du monde et de ses enjeux. Ainsi, commentant le résultat des élections parlementaires d'octobre 2016 au Brésil, une députée du Parti des travailleurs, expliquait, non sans effroi : « *Le parlement s'est soudain rempli d'intégristes religieux, de* punitivistes *et de* patrimonialistes*. Ces gens ont une conception binaire du monde où s'affrontent Dieu et le Diable, le bien et le mal, les Blancs et les Noirs* » (cité dans *Le Monde,* 19 décembre 2017).

La victimisation et la focalisation sur un ailleurs ou sur un autre menaçant sont les deux principaux ressorts de cette rhétorique. La communauté primordiale d'appartenance, cet « entre soi » rassurant et protecteur, serait continuellement menacée, au bord de l'implosion ou de l'effondrement. D'où l'appel à resserrer les rangs pour combattre la menace, l'identification et la désignation d'adversaires, boucs émissaires de choix, cibles de substitution et exutoires commodes à toutes les frustrations et les ressentiments partagés par le groupe que ces discours cherchent à mobiliser.

Tantôt l'ennemi est externe, plus ou moins lointain ou abstrait : une puissance environnante ; des ONG de défense des droits l'homme ou de promotion du genre, souvent accusées d'ingérence, sinon d'impérialisme culturel ; une idéologie politique importée,

comme le socialisme, etc. Tantôt, il est proche et n'en est que d'autant plus menaçant. Il est identifié alors comme une « cinquième colonne », voire comme un « parasite » qui cherche à attenter au bien-être de la communauté ou à détruire les fondements de sa culture ou de sa religion.

Rendus responsables de la plupart des problèmes de la communauté, affublés de tous les vices, portés à toutes les manigances et les coups fourrés, ces ennemis intérieurs revêtent de multiples visages : minorités ethniques ou religieuses (Rohingyas en Birmanie, Dalits et musulmans en Inde, chrétiens coptes en Égypte, bouddhistes et confucéens en Malaisie, chiites au Yémen, etc.), communauté LGBT en Ouganda, intellectuels libéraux et athées au Bangladesh, militants progressistes en Indonésie et au Brésil, dealers et toxicomanes aux Philippines, etc.

Afin d'atteindre plus efficacement leur but, ces discours forcent le trait. Pour mieux stigmatiser l'adversaire, ils insistent sur l'ignominie de ses pratiques et modes de vie, et n'hésitent pas à s'accommoder de rumeurs, d'informations non fondées ou exagérées et de faits divers montés en épingle, qui saturent l'espace médiatique. Ainsi les Rohingyas entretiendraient depuis de longues années d'étroites relations avec les mouvances djihadistes internationales. Les Dalits (intouchables et hors caste) ainsi que les musulmans indiens mettraient en danger les fondements culturels de la nation hindoue, en consommant de la viande bovine. Les minorités religieuses en Malaisie chercheraient à convertir la population musulmane par le mariage, et leurs associations caritatives pratiqueraient un dangereux prosélytisme, comme dans l'Indonésie voisine où ces minorités sont régulièrement accusées de saper les bases de la religion majoritaire (Choong Pui Yee, 2012 ; Hamayotsu, 2013 ; Fewer, 2015 ; Stauber, 2017).

Au Brésil, où les crimes homophobes sont légion, la communauté LGBT est quant à elle régulièrement taxée de pédophilie, voire de zoophilie (Vigna, 2017). Dans ce même pays, les partis et mouvements de gauche font également les frais de ce fiel réactionnaire, souvent tout à la fois xénophobe, homophobe et misogyne (Delcourt, 2015 ; Vigna, 2017 ; Enders, 2017). Ainsi sont-ils régulièrement accusés non seulement d'attenter aux valeurs chrétiennes, mais aussi de se faire les relais du régime castriste, en tentant de convertir le pays à la doctrine communiste, dans des discours qui semblent tout droit sortis de la guerre froide.

Pour mobiliser plus efficacement le consensus et l'action, les mouvements réactionnaires tendent aussi à adoucir leur discours ou mobilisent sur des thématiques socialement « plus acceptables », des enjeux et des cibles plus consensuels : la lutte contre la corruption et un *establishment* corrompu, la dénonciation des élites économiques et des accords « classiques » de libre-échange, la défense de la liberté de culte et de la culture locale et même la sauvegarde d'une démocratie menacée.

Eric Agrikoliansky et Annie Collovald notent ainsi qu'«*un des modes d'action centraux des mobilisations conservatrices consiste à faire accepter un arsenal d'idées, d'arguments, de catégories de pensée, voire de scenarii de politiques publiques légitimant après coup ou préalablement des pratiques qui, déshabillées de leurs justifications idéologiques, apparaîtraient comme insupportables de violence sociale et affecteraient la production du consentement. Nombre de causes que promeuvent ces groupes conservateurs sont discréditables et discréditées dans l'espace public contemporain (comme obscurantistes, irrationnelles, d'arrière-garde, prônant un retour à la foi et aux valeurs traditionnelles) et supposent des stratégies de légitimation à double voie.*

D'un côté […] *apprendre à euphémiser une rhétorique trop radicale* […] *afin d'enrôler au-delà des auditoires acquis, de collectiviser la cause en rassemblant d'autres groupes conservateurs et de mutualiser les ressources en bénéficiant de nouveaux savoirs et savoir-faire. D'un autre, le nombre ne fait pas toujours la force et la légitimité se gagne surtout en diffusant des idées "illégitimes" auprès de passeurs publics (comme les médias) ou dans des "lieux d'influence" où sont postés des acteurs centraux* […] *qui les reprendront, en le sachant ou sans le savoir, comme catégorie pour penser leur activité et les actions publiques »* (2014).

Un tel phénomène a pu s'observer au Brésil, où la plupart des groupes réactionnaires, rageusement anti-pétistes (des défenseurs des armes à feu aux militants ultralibéraux, en passant par les organisations pro-vie des mouvances religieuses intégristes ou évangéliques et d'anciens nostalgiques du régime militaires), sont parvenus à coordonner leur action et à fédérer une bonne partie de l'opinion, excédée par les scandales de corruption à répétition, autour de slogans antisystèmes et antigouvernementaux (Delcourt, 2015).

Mais aussi en Thaïlande, quelques années plus tôt, où les mouvances conservatrices et royalistes, réunies derrière le Comité

populaire pour une réforme démocratique, se sont parées des attributs de la démocratie et ont été jusqu'à reprendre des slogans, tels qu'« Occupy Bangkok » et des registres d'action propres à la gauche pour faire tomber des gouvernements populaires et ouvrir la porte au retour des militaires (Chachavalpongpun, 2012 ; Case, 2014).

Organisations, ressources et relais

Les exemples thaïlandais et brésiliens témoignent avec force du rôle central des organisations et de leurs relais dans l'émergence de ces mouvements régressifs. Loin d'être toujours spontanées, ces mobilisations s'appuient le plus souvent sur un solide noyau, sinon un réseau étendu, d'entrepreneurs de mobilisation, d'organisations, de ressources, de soutiens et de relais, même quand ces poussées réactionnaires ont toutes les apparences d'explosions soudaines et incontrôlées de violence.

« *Le passage au politique du religieux, sur le mode de la violence,* explique ainsi Jean-François Bayart, *est porté par des organisations. Certes, les émeutes, les pogroms, les massacres interreligieux comportent une part d'*hybris *spontané de la foule. Mais très rares sont ceux d'entre eux qui ne portent pas le signe d'une préparation soit idéologique, à l'initiative d'institutions religieuses, soit organisationnelle, à l'initiative de véritables mouvements armés ou paramilitaires.* » Bref, pour paraphraser Erik Wolf (1974), les ressentis subjectifs, tout autant que le sens profond de l'injustice, pour devenir actifs, sur la scène politique, doivent recevoir forme et expression dans une organisation apte à mobiliser et le consentement et les ressources.

On observe par exemple une étroite corrélation entre la montée des fondamentalismes religieux et l'implantation massive dans les quartiers populaires, délaissés par les États, d'une multitude d'églises ou d'organisations caritatives offrant à leurs populations à la fois aides, services et sens. En deux ou trois décennies, ces acteurs religieux ont ainsi réussi à occuper une bonne partie du terrain social et de l'espace politique. Dotés souvent d'importantes ressources dans un contexte de pénurie, leurs maillages serrés d'organisations sœurs et de filiales militantes ont fini par se substituer aux rares espaces de socialisation et d'action collective existant à l'intérieur de ces communautés, où elles ont contribué à la diffusion des discours ultraconservateurs, intégristes ou xénophobes.

Aussi la montée du fondamentalisme musulman dans le monde arabe et l'Afrique doit-il beaucoup au développement de groupes et d'associations caritatives et à l'arrivée en masse de prédicateurs formés au Pakistan ou en Arabie saoudite, à l'instar des Frères musulmans en Égypte. Le succès du BJP et l'arrivée au pouvoir de Modi en Inde ont été rendus possibles grâce à un intense travail de réseautage, d'encadrement et de mobilisation réalisé par les organisations extrémistes hindoues (RSS, VHP, Bajang Dal, Shiv Dena) et aux services sociaux offerts par leurs pôles caritatifs (Stauber, 2017).

La vague xénophobe qui submerge la Birmanie a principalement été l'œuvre de deux organisations de masse bouddhistes, le « 969 » et le Ma Ba Tha, investies également dans le travail social (Fewer, 2015 ; Raillon, 2017). Et les pressions sur l'actuel gouvernement indonésien, la condamnation du gouverneur de Dajkarta et l'entreprise de moralisation de la vie publique sont principalement l'œuvre du Front des défenseurs de l'Islam (FDI), un groupe d'extrémistes musulmans aux allures de milice. Créé en 1998, après la chute de Suharto, le FDI avait été aussitôt adoubé par la police et l'armée, et avait reçu le soutien d'une bonne partie de la « bonne société politique indonésienne » (Beyer et Bulard, 2017).

Comme le montrent ces exemples, mouvances religieuses et organisations nationalistes entretiennent désormais des liens de plus en plus étroits, quand elles ne se confondent pas. Un phénomène qui indique aussi que le sentiment religieux est (re)devenu un des principaux véhicules de ces nouvelles formes de nationalisme. Ne cessant d'étendre leur emprise dans les villes, mais aussi dans les campagnes et les milieux universitaires, les organisations qui le promeuvent entretiennent souvent d'étroites relations avec les secteurs dirigeants et certaines élites économiques, quand elles n'en sont pas les courroies de transmission vers le monde populaire.

Si l'Asie connaît actuellement une fièvre nationaliste à base ethno-religieuse, l'Amérique latine n'a pas échappé non plus à l'emprise du religieux. Au Brésil, par exemple, les églises évangéliques (pentecôtistes et néopentecôtistes) ont étendu leur rayon d'action dans toutes les villes. Fortes désormais de plusieurs millions de fidèles, d'une importante représentation politique au Congrès (près de 87 parlementaires sur 513), de nombreux soutiens dans les sphères dirigeantes et d'importants relais médiatiques (une des premières chaînes du pays, *RecordTV,* appartient à l'Église universelle

du règne de Dieu), elles sont devenues une puissance politique à part entière.

Pratiquement incontournable, tant au niveau national qu'au niveau des États fédérés et des municipalités, le bloc évangéliste s'emploie désormais à bloquer ou à réviser certaines lois jugées trop libérales (mariage gay, avortement, etc.) et noue, pour ce faire, de solides alliances avec d'autres lobbies politiques ultraconservateurs (défenseurs des armes à feu et d'une approche sécuritaire, propriétaires terriens, etc.). Partageant avec ces derniers de réelles accointances, voire une même vision du monde social, ils ont compté parmi les principaux artisans de la destitution de Dilma Rousseff.

Désormais, les militants évangélistes les plus radicaux n'hésitent plus à descendre dans la rue, en compagnie d'autres groupes ultraconservateurs, tantôt pour s'opposer à la tenue d'une exposition queer à Sao Paulo, tantôt pour dénoncer la supposée surreprésentation de professeurs marxisants dans l'enseignement public. Un de ces groupes va même jusqu'à demander le remplacement de la Constitution par la Bible (Vigna, 2017 ; Enders 2017).

Les rapprochements opérés entre les extrémistes religieux, les organisations ultraconservatrices et de jeunes libertariens issus principalement des classes moyennes et supérieures, dans la foulée du vaste mouvement pro-*impeachment*, sont symptomatiques du tournant réactionnaire pris récemment par ce pays. Véritable opération marketing lancée en 2014 par une poignée d'étudiants issus de la branche brésilienne de Students for Liberty, une organisation libertarienne internationale fondée aux États-Unis, le Movimento Brasil Livre (MBL), par exemple, n'a cessé de gagner en visibilité au point de devenir l'un des principaux fers de lance du mouvement anti-Dilma.

À l'instar d'autres organisations mobilisées, le MBL a bénéficié du soutien appuyé de nombreux *think tanks*, libéraux ou libertariens (Instituto Millenium, Instituto Liberal, Instituto Ludwig von Mises Brasil, etc.), d'organisations patronales (Fédération des industriels de São Paulo), des grands médias et de nombreux représentants du monde politique (de droite) et judiciaire, dans sa violente campagne contre le gouvernement Dilma Rousseff, le PT et les mouvements sociaux progressistes.

Le réseau libertarien n'est pas actif qu'au Brésil. Partout en Amérique latine, les organisations, les collectifs et les think tanks libertariens et néoconservateurs, ainsi que leurs relais politiques,

cherchent à étendre leur rayon d'action et leur influence sur les universités, les milieux d'affaires et les médias, multipliant conférences, sommets, forums et happenings. Soutenus par de puissantes fondations et organisations faîtières internationales (Students for Liberty, Atlas Network, etc.), ils entendent instiller dans la société latino-américaine les idées ultralibérales et cherchent à mobiliser les classes moyennes contre l'État interventionniste, les politiques fiscales et les programmes sociaux, sur le modèle du Tea Party aux États-Unis (Delcourt, 2015 ; Fang, 2017).

Se revendiquant d'une droite décomplexée et nouvelle, leurs jeunes militants, situés tous en haut de la hiérarchie sociale, se sont approprié la bannière du changement social ainsi que les attributs symboliques du progrès, le langage de la résistance et les registres de mobilisation propres à la gauche. Mais comme le notait déjà il y a quelques années le journaliste brésilien Paulo Moreira Leite, à propos cette nouvelle droite militante : « *Notre Tea Party est une traduction adaptée et appauvrie* [de cette] *même rhétorique. En se cachant derrière des causes présentées comme universelles, elle cherche à faire oublier qu'elle agit au nom d'intérêts bien particuliers. Dans sa version "tropicalisée" (ses membres) allèguent que tout ce que ce qui se maintient grâce à l'État constitue non seulement un embryon de communisme, mais est le fruit d'un vol* […]. *Quand ils s'expriment, ils se font passer pour des anarchistes de droite, mais ses véritables leaders et inspirateurs ont dans le passé flirté avec la dictature militaire, voire davantage* » (cité in Delcourt, 2015).

Refonder les gauches pour contrer l'offensive réactionnaire

Les désordres entraînés par la mondialisation néolibérale et ses crises à répétition ne peuvent rendre compte seuls de ce tournant réactionnaire. Il s'explique aussi par l'incapacité – ou l'absence de volonté – des partis politiques classiques à apporter des solutions concrètes aux dégâts engendrés par cette globalisation, de même que par l'affaiblissement des gauches, l'érosion continue de leur base sociale et leur difficulté à proposer un projet émancipateur et mobilisateur, réellement porteur de changement et susceptible de réenchanter la vie politique et l'action sociale.

Jamais depuis la deuxième guerre mondiale, l'équilibre des forces politiques n'a paru plus défavorable aux partis, organisations et mouvements progressistes. Après avoir connu un réel sursaut à

la charnière du 21e siècle, avec l'irruption aussi soudaine qu'éphémère du mouvement altermondialiste et l'arrivée prometteuse au pouvoir de plusieurs partis de gauche en Amérique latine, l'heure semble être au repli dans tous les domaines (politique, intellectuel, social, culturel, religieux, etc.). Dans le Sud comme dans le Nord, les mouvements émancipateurs semblent avoir perdu non seulement la bataille des idées, mais aussi celle de la socialisation politique.

On le sait, le tournant idéologique opéré par les gauches politiques de nombreux pays au moment même où la mondialisation était en train de connaître un coup d'accélérateur, la longue série de compromis auxquels elles ont consenti pour se hisser au pouvoir, leurs alliances contre nature, les conflits de chapelles et les luttes d'ego, l'institutionnalisation et le vieillissement de leurs cadres et la priorité donnée à des questions de gouvernance et aux thèmes de société sur les objectifs plus globaux de justice sociale et de redistribution, ont fini par brouiller leur image, dilapider leur légitimité historique et détourner d'elles une bonne partie des classes populaires et des classes moyennes.

Se sentant de moins en moins représentées dans des « démocraties sans souveraineté », fatiguées par l'exercice électoral, elles se sont tantôt laissé séduire par les sirènes du marché et de la réussite individuelle, tantôt par celles de démagogues qui leur proposent des projets de substitution à ceux d'une gauche politique d'autant plus discréditée qu'elle est perçue depuis longtemps comme l'« *avocate du marché dérégulé, incapable d'offrir des alternatives significatives* » (della Porta, 2017).

Mais cet attrait pour les solutions autoritaires et xénophobes et la culture du rejet qui en fait le lit s'expliquent aussi par le vide laissé par les organisations et mouvements progressistes sur le terrain des mobilisations et des luttes sociales concrètes. Comme le note très justement un militant indonésien, le conservatisme n'a pu progresser autant en Indonésie que parce qu'aucun mouvement progressiste fort n'a pu lui être opposé (Benny Setia Wirawan, 2016). Ailleurs, l'extrémisme culturel et les solutions politiques conservatrices ont d'autant mieux progressé que les quelques rares maillages d'organisations progressistes qui, autrefois, encadraient les groupes populaires et les populations marginalisées se sont affaiblis, ont perdu en influence et en dynamisme et se sont parfois dépolitisés.

Or, ce terrain perdu n'a pas été laissé en friche. Il a été investi, ou réinvesti, par une multitude d'organisations ultranationalistes, religieuses et réactionnaires, qui y ont étendu leur emprise, en servant parfois de caisse de résonance à certains partis politiques qui les mobilisent au gré de leurs stratégies électorales : « *Dans beaucoup de pays,* notent ainsi Ian Scooner et coll*., des organisations de jeunes sponsorisées par l'État cherchent à dompter et à canaliser leurs aspirations, afin de supprimer toute forme de mobilisation politique autonome* […]. *L'absence de mouvements forts, indépendants et populaires de jeunes qui promeuvent leurs priorités et leurs agendas, a tantôt laissé ces jeunes frustrés et marginalisés dans l'apathie ou la démobilisation, tantôt les a jetés dans les bras d'organisations populistes réactionnaires, comme l'Indonesia's Pemuda Pancasila et le Front de défense des musulmans* » (2017).

Dans un contexte mondial de plus en plus chaotique et menaçant, cette double évolution (ou double démission) a contribué à réduire l'espace de diffusion de la culture progressiste et à affaiblir les forces qui la portent, de plus en plus dispersées, fragmentées, souvent isolées et repliées sur elles-mêmes. Il importe maintenant de tirer les leçons de cette volte-face. Les acteurs progressistes ne peuvent se contenter d'attendre que l'orage passe. Pour contrer cette puissante offensive, ils devront se livrer à une patiente et difficile reconquête des territoires perdus, celui des idées comme celui des luttes sociales, politiques, culturelles et démocratiques concrètes. En attendant, comme le note Arjun Appadurai, « *nous avons impérativement besoin d'une multitude démocrate. Telle est la seule réponse possible à la multitude répressive qui se lève partout, en Europe comme ailleurs* » (2017).

Bibliographie

Alternatives Sud (2017), « Accords de libre-échange. Cinquante nuances de marché », vol. 24-3, Cetri-Syllepse, Louvain-la-Neuve-Paris.

Alternatives Sud (2015), « L'aggravation des inégalités », vol. 22-3, Cetri/Syllepse, Louvain-la-Neuve-Paris.

Alternatives Sud (2005), « Mouvements et pouvoirs de gauche en Amérique latine. Points de vue latino-américains », vol. 12-2, Cetri/Syllepse, Louvain-la-Neuve-Paris.

Agrikoliansky E. et Collovald A. (2014), « Mobilisations conservatrices : comment les dominants contestent », *Politix*, 2, n° 106.

Appadurai A. (2017), « Une fatigue de la démocratie », dans Geiselberger H. (dir.), *L'âge de la régression*, Premier Parallèle.

Banégas R. (2010), « Mobilisations sociales, crises identitaires et citoyenneté en Afrique », *État des résistances dans le Sud (Alternatives Sud)*, vol. 17-4.

Bayart J.-F. (2017), « Violence et religion en Afrique », *Médiapart - Blog de Jean-François Bayart*, 3 juillet.

Benny Setia Wirawan G. (2016), « Opinion : Unbalanced wings of Indonesian politics », *The Djajkarta Post*, 10 octobre.

Bello W. (2017), « Duterte fascism and naked force ruling Philippines », *Asia Pacific Report*, 8 mars.

Bello W. (2017), « Counterrevolution, the countryside and the middle classes : lessons from five countries », *The Journal of Peasant Studies* (Forum on Authoritarian Populism and the Rural World).

Beyer M. et Bulard M. (2017), « Menaces sur l'islam à l'indonésienne », *Le Monde Diplomatique*, août.

Bohoslavsky E. et Boisard S. (2017), « Derechas nuevas, viajas y renovadas : presentación de la problemática », *Nuevo Mundo, Mundos Nuevos, New Worlds,* Coloquio « Pensar las derechas en América latina, siglo XX ».

Case B. (2014), « In Thailand, a political crisis with global implications », *ROAR Magazine*, 23 août.

Chachavalpongpun P. (2012), « Thaïlande : des mobilisations de rue aux coalitions des chemises rouges », *Alternatives Sud* (*États des résistances dans le Sud-Asie*), vol. 19-4.

Chong Pui Yee (2012), « Malaysia's Right Wing Problem. Lively civil society is welcome. But is Malaysia's government turning a blind eye to extremist voices », *The Diplomat*, 2 mars.

Cusset F. (2016), *La droitisation du monde, conversation pour demain*, Paris, Textuel.

Geiselberger H. (dir.) (2017), *L'âge de la régression*, Premier Parallèle.

Delcourt L. (2015), « Un Tea Party tropical ? La montée en puissance d'une "nouvelle droite" au Brésil », www.cetri.be, 6 juillet.

Della Porta D. (2017), « Politique progressiste et politique régressive dans le néolibéralisme tardif », Geiselberger H. (dir.), *L'âge de la régression*, Premier Parallèle.

Djani L. et Törnquist O. (2017), « How to curb right-wing populism in Indonesia », *The Djakarta Post*, 14 mars.

Enders A (2017), « Brésil : catastrophe en vue », *The Conversation*, 12 novembre.

Fang L. (2017), « Sphere of influence : how American Libertarian are remaking Latin American Politics », *The Intercept*, 19 août.

Frewer T. (2015), « Fascist assemblages in Cambodia and Myanmar », *New Mandala*, 26 mars.

Hamayotsu K. (2013), « Towards a More Democratic Regime and Society ? The Politics of Faith and Ethnicity in a Transitional Multi-Ethnic Malaysia », *Journal of Current Southeast Asian Affairs*, 2.

Illouz E. (2017), « Du paradoxe de la libération à la disparition des élites libérales », Geiselberger H. (dir.), *L'âge de la régression*, Premier Parallèle.

Le Monde (2017), « Le Brésil sous l'emprise des "BBB" pour bœuf, Bible et balle », 19 décembre.

Nachtwey O. (2017), « La décivilisation. Sur les tendances régressives à l'œuvre dans les sociétés occidentales », Geiselberger H. (dir.), *L'âge de la régression*, Premier Parallèle.

Oxfam International (2018), *Partager la richesse avec ceux qui la créent*, Oxfam GB, janvier.

Raillon Fr, (2017), « Asie orientale : le syndrome national-populiste », *Questions internationales*, n° 83, janvier-février.

Rendueles C. (2017), « De la régression globale aux contre-mouvements post-capitalistes », Geiselberger H. (dir.), *L'âge de la régression*, Premier Parallèle.

Scooner I, Edelman M., Borras S.M., Jr, Hall R., Wolford W. (2017), « Emancipatory Rural Politics : Confronting Authoritarian Populism », *Journal of Peasant Studies* (« Forum on Authoritarian Populism and the Rural World »).

Segrera F. L. (2016), *América Latina : crisis del postneoliberalismo y ascenso de la nueva derecho,* Ciccus-Clacso, Buenos Aires.

Stauber Th. (2017), « Terapia de shock color azafrán. El nacionalismo hindú divide a la sociedad india », *Nueva Sociedad*, mai-juin.

Vigna A. (2017), « Au Brésil, la crise galvanise les droites », *Le Monde Diplomatique*, décembre.

Vommaro G. (2014), « Meterse en política : la construcción de PRO y la renovación de la centroderecha argentina », *Nueva Sociedad*, n° 254, novembre-décembre.

Wolf E. (1974), *Les guerres paysannes du vingtième siècle*, Paris, François Maspero.

Inde : « *hindutva* », néolibéralisme et crispation nationaliste[1]

Kalim Siddiqui[2]

L'arrivée au sommet de l'État de Narendra Modi et du Parti nationaliste hindou (BJP) s'est traduite par un reflux démocratique et un regain de l'idéologie de l'*hindutva*, identifiant la nation indienne à son héritage exclusivement hindou. Communautarisme et violences envers les musulmans, collusion d'intérêt entre élites hindoues et tenants du néolibéralisme érodent les valeurs « sécularistes », pluralistes et égalitaires défendues jadis par l'État indien.

Les organisations politiques de la droite hindoue en Inde, dont les plus importantes sont le Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS), le Bharatiya Janata Party (BJP), le Vishva Hindu Parishad (VHP), le Bajang Dal et Shiv Sena, ont un ancrage socio-économique spécifique, qui sera analysé dans cet article. Toutes sont adeptes de la philosophie de l'« *hindutva* » (« hindouïté »), collaborent entre elles et adoptent des positions férocement opposées aux minorités. Depuis l'accession du BJP au pouvoir en 2014, les ministres et principaux dirigeants de ce parti manifestent leur soutien au concept de l'*hindu rastra* (nation hindoue). Ils ont accentué leur campagne contre les mariages mixtes avec des musulmans et

1. Version réduite d'un article paru dans *Journal of Economic and Social Thought*, 4 (2), 2017, sous le titre : « *Hindutva, Neoliberalism and the Reinventing of India* ».
2. Professeur d'économie internationale à la Faculté de comptabilité, finance et économie de l'Université de Huddersfield (Royaume-Uni), professeur invité dans plusieurs universités en Inde.

se mobilisent pour réécrire les manuels scolaires dans le sens des idées du RSS (Sen, 2015).

Cette étude met en évidence la montée récente d'organisations hindoues d'extrême droite en examinant leurs idées, leurs lectures de l'histoire et de la culture indiennes, dans un contexte mondial marqué par l'émergence de forces ultranationalistes en Europe et l'arrivée au pouvoir de Donald Trump aux États-Unis. Lors des élections législatives de 2014, le Parti du congrès a vu son nombre de sièges réduits à quarante-quatre au sein de la chambre basse, un coup dur pour un parti dont l'histoire se confond avec le récit fondateur du pays. Il n'a récolté que 19,3 % des suffrages, contre 28,6 % en 2009, alors que le principal parti de droite, le BJP, a remporté 282 sièges avec 31 % des suffrages. Les organisations d'extrême droite sont devenues le pôle central de la scène politique indienne. Et le succès du BJP lors des élections régionales en Uttar Pradesh, avec ses 215 millions d'habitants, l'un des plus peuplés du pays, constitue une preuve supplémentaire de ce virage à droite.

Le BJP est l'aile politique du RSS, dont la plupart des dirigeants, y compris le premier ministre Narendra Modi, ont été membres. Avant son accession à ce poste, Modi avait réaffirmé son engagement en faveur de l'*hindutva* : « *La nation et les hindous ne font qu'un. Le développement des hindous et le développement de la nation vont de pair* » (*Organiser*, 2007 ; Noorani, 2015). Le BJP et le RSS sont fermement attachés à l'idéologie de l'*hindutva*, qui développe un discours de haine envers les minorités religieuses, plus particulièrement les musulmans et les chrétiens. Actuellement, le RSS compte des millions de membres à travers le pays et organise des milliers d'écoles. Rien qu'en Uttar Pradesh, on dénombre 20 000 écoles *shishu mandir* contrôlées par le RSS.

Le communautarisme ou l'utilisation politique de la religion

Depuis l'accession au pouvoir du BJP, les attaques contre les musulmans se sont fortement multipliées. Le RSS a remis à l'agenda des questions culturelles telles que l'abattage des vaches et la construction d'un temple Ram à Ayodhya, dans le but de diviser les communautés et de maintenir les musulmans dans un état permanent d'insécurité. Depuis 2014, les minorités religieuses se sentent plus fragiles et vulnérables. Certains ministres et parlementaires ont même exprimé ouvertement des sentiments communautaristes (c'est-à-dire réactionnaires et semeurs de division), en prononçant

des discours haineux et d'incitation à la violence. Les dirigeants du BJP propagent de fausses informations et menacent de lancer un programme *ghar-wapsi* (revenir à la maison), c'est-à-dire une (re) conversion forcée des minorités religieuses à l'hindouisme.

Le communautarisme en Inde est un problème ancien – entre les hindous et la minorité musulmane – que la création du Pakistan et l'indépendance n'ont pas résolu (Siddiqui, 2013). Il se définit comme l'« utilisation politique » de la religion et est, dans une large mesure, une politique de la classe dirigeante. Les conditions socio-économiques se sont globalement détériorées pour une majorité de musulmans. Le rapport du Justice Sachar Committee montre que les indicateurs sont extrêmement faibles, à peine supérieurs à ceux des dalits (les « opprimés », les hors-castes) et en deçà de ceux des castes intermédiaires.

Les musulmans sont sous-représentés dans les services publics, la police et l'enseignement et ont un faible accès aux soins de santé (Noorani, 2014). Cette situation procède d'une volonté délibérée des autorités d'exclure les musulmans des mesures socio-économiques bénéfiques et de les maintenir dans une situation de précarité par l'absence de mesures correctives. Le gouvernement BJP continue à se laisser séduire par les *shakhas* et *boudhik baithaks* du RSS. Le premier ministre lui-même a été formé par Golwalkar, leader en second du RSS, appelé le « *gourou de la haine* » (Noorani, 2015).

Le BJP est accusé depuis longtemps d'encourager des conflits religieux au Gujarat à des fins électorales. Paul Brass (2006a) a observé qu'en 1990-1991, le BJP et le VHP ont joué un rôle significatif dans les violences dans le nord de l'Inde. Le président du BJP, L. K. Advani, a notamment participé à une *rathyatra* (procession de chars) dans plusieurs États, occasionnant des émeutes. En utilisant le religieux à des fins politiques, le BJP – dont la représentation était quasi nulle au parlement indien en 1984 – est devenu le deuxième parti en ordre d'importance en 1991.

La manipulation d'actes de violence à des fins électorales n'est toutefois pas l'apanage du BJP. Indira Gandhi la pratiquait déjà, dans les années 1980, avec la « politique de crise » (Brass, 2006a). Actuellement, l'Inde est confrontée à une menace fasciste sous la forme du nationalisme hindou. L'idéologie de l'*hindutva,* promue médiatiquement, permet ainsi aux hindous de la classe supérieure de maintenir leur domination sur la majorité de la population.

Crise économique et réformes néolibérales

Au moment de l'indépendance, la bourgeoise industrielle a apporté son appui au plan Bombay, conçu comme un cadre pour la modernisation du pays, prévoyant une intervention active de l'État dans l'économie, notamment dans les domaines clés de l'infrastructure et de l'enseignement. Les investissements publics étaient également considérés comme nécessaires pour l'irrigation des terres, l'électrification et l'industrie sidérurgique. Il était question à l'époque d'une politique d'industrialisation par substitution des importations. Mais l'aggravation de la crise à la fin des années 1960, se traduisant par le ralentissement de la croissance et l'augmentation des déficits et des dettes externes, a entraîné la mise en place d'une dérégulation progressive de l'économie indienne, en vue de la stimuler et d'élargir le marché en faible croissance (Siddiqui, 2014a).

Dans les années 1980, la bourgeoisie indienne a abandonné son scepticisme à l'égard du capital étranger et de la concurrence. L'effondrement de l'Union soviétique a ensuite amené les élites dirigeantes à rechercher une intégration plus étroite au capitalisme mondial. À la fin de la décennie, l'Inde a fait face à un niveau d'endettement public sans précédent, à une chute importante de ses exportations et à une crise de sa balance des paiements. Le gouvernement s'est alors tourné vers les institutions financières internationales (Siddiqui, 2015a) et a sollicité un prêt auprès du Fonds monétaire international en 1991. En retour, il lui a été demandé d'adopter des politiques néolibérales sous la forme de programmes d'ajustement structurel.

L'Inde a ainsi ouvert son économie, libéralisé les importations et réduit l'impôt sur le capital. À la suite de ces mesures, le produit intérieur brut (PIB) a affiché une croissance annuelle de 5,7 % entre 1991 et 2001, soit une faible augmentation par rapport aux années 1980. Les réformes entreprises ont provoqué un accroissement des afflux de capitaux étrangers (Siddiqui, 2017), mais aussi une hausse vertigineuse des prix à la consommation, qui ont cependant légèrement baissé depuis 2010.

Fait plus préoccupant, depuis 1997, les secteurs agricole et manufacturier, qui occupent plus de 80 % de la main-d'œuvre indienne, n'ont enregistré qu'une croissance de respectivement 2,3 et 4,5 %, alors que la croissance annuelle des services financiers a atteint 11,5 % (Siddiqui, 2015b). Au sein du secteur primaire, l'agriculture occupe encore 50 % de la main-d'œuvre, bien que sa part dans le

PIB se situe aux environs de 10 %. Au cours des deux dernières décennies, la crise agraire qui a frappé plusieurs régions du pays a eu un impact négatif sur les cultivateurs et les ouvriers agricoles.

Depuis peu, les activités de services comprennent également les services de pointe, qui correspondent à 60 % du PIB (Siddiqui, 2016a). Un bilan après deux ans de gouvernement Modi révèle que, sur le plan économique, les changements ont été minimes pour une majorité de la population. Les taux d'investissement poursuivent leur chute, le chômage augmente et les salaires ruraux réels diminuent, tandis que l'insécurité matérielle des agriculteurs et des travailleurs informels s'accentue.

L'application des préceptes néolibéraux a aggravé les inégalités relatives, entraînant une multiplication des violences et une ségrégation communautaire, notamment la ghettoïsation de la communauté musulmane dans des villes d'Ahmedabad, Bhopal, Mumbai, etc. La politique de croissance fondée sur les entreprises a évincé celle d'égalité soutenue autrefois par l'État, engendrant des tensions et de l'insécurité. Les statistiques officielles ont confirmé que les musulmans étaient les principales victimes des émeutes et qu'ils avaient subi des dommages en matière de perte de propriété plus graves que les membres de la majorité (Lokhande, 2015).

Les faibles perspectives économiques (agriculture, industrie, exportation) dans un pays démographiquement jeune ont créé les conditions de réussite pour une mobilisation de masse chauvine. Ces dernières années, l'occupation de l'espace nationaliste par des forces d'extrême droite a eu pour effet d'exposer la Constitution indienne et le pouvoir judiciaire à des distorsions et manipulations. Même le Parti du congrès s'est montré moins enclin à attaquer de front les forces de l'*hindutva*.

Prétextant des réformes, le gouvernement Modi a adopté une stratégie consistant à réduire les subventions, à augmenter les impôts régressifs et les dépenses de capital et à privatiser les banques du secteur public et les entreprises d'État telles que les chemins de fer indiens. Il s'est aussi lancé dans des projets de dépense de capital, comme la création de villes intelligentes. Toutes ces mesures ne manqueront pas d'accélérer le processus de transfert de l'économie indienne aux grandes entreprises qui ont soutenu son accession au pouvoir. Ce faisant, l'Inde cède ainsi sa souveraineté au capital mondial.

L'idéologie et la philosophie du RSS

Le RSS a été créé à Nagpur en 1925 par K.B. Hedgewar et par B.S. Moonje (Noorani, 2000), qui appartenaient à la caste des brahmanes du Maharashtra, suite à un conflit mineur dans la ville de Nagpur entre musulmans et hindous. Hindu Mahasabha est une autre organisation antimusulmane, qui a collaboré étroitement avec le RSS. V.D. Savarkar a assumé la présidence de Mahasabha de 1937 à 1942 et s'est efforcé de définir le nationalisme sur une base identitaire et excluante. L'*hindutva* repose, selon son leader, sur trois principes : unité géographique, caractéristiques de race et culture commune. Ses conceptions dérivaient de la reconstitution mythique du soi-disant âge d'or védique. Il voulait que les musulmans et les chrétiens, qui s'étaient convertis il y a plusieurs générations, vivent en Inde comme des subordonnés et soient amenés à se reconvertir à l'hindouisme (Savarkar, 1989).

Les membres de Mahasbha ont émergé au départ sous la forme d'un groupe de pression au sein du Parti du congrès. À la suite de divergences, ses membres en ont été exclus en 1937. Certains dirigeants y sont toutefois restés et se sont ouvertement opposés à la reconnaissance d'une identité indienne spécifiquement musulmane. Les thèses de Savarkar ont influencé le RSS. Il considère que « *les hindous sont liés entre eux non seulement par les liens de l'amour que nous portons à notre patrie commune et par le sang commun […], mais aussi par le lien de l'hommage commun que nous rendons à notre grande civilisation – notre culture hindoue, […], notre langue hindoue – le sanskrit – qui a été le moyen choisi pour exprimer et protéger cette culture, et tout ce qui était meilleur et digne d'être sauvegardé dans l'histoire de notre race* » (Savarkar, 1989).

À ses yeux, les musulmans et les chrétiens ne sont pas associés au concept de la nation. « *Leur terre sainte est située très loin, en Arabie et en Palestine. Leur mythologie, les conceptions de leurs prophètes et leur héros ne sont pas ceux des enfants du sol indien. Leurs noms et leurs apparences trahissent donc leur origine étrangère.* » L'arrivée de Savarkar à la présidence de l'Hindu Mahasbha, a renforcé la collaboration entre le RSS et Mahashba. En 1939, Savarkar a comparé la question des musulmans en Inde au « problème juif » en Allemagne : « *En général, les musulmans ont tendance à s'identifier aux musulmans vivant en dehors de l'Inde, et aux intérêts de ceux-ci, plutôt qu'à leurs voisins, comme c'est le cas*

des juifs en Allemagne » (*Bombay Chronicle*, 29 décembre 1939, cité par Casolari, 2000).

Golwalkar a repris la direction du RSS en 1940 jusqu'à son décès, quelque trente ans plus tard. Il déclarait que la nation indienne était constituée d'une seule « race ». Il a toujours insisté sur le fait que seuls les hindous, en tant que communauté privilégiée, devaient diriger le pays. Il n'acceptait pas la démocratie, qu'il considérait comme étrangère à l'éthique hindoue et se faisait le chantre des « lois de Manu », qu'il admirait « *comme étant le plus grand et le plus sage législateur de l'humanité* ».

Gowalkar estimait que « *les non-hindous de l'Hindoustan doivent, soit adopter la religion hindoue* […], *soit être autorisés à séjourner dans le pays, mais en restant complètement subordonnés à la nation hindoue, sans revendiquer quoi que ce soit, sans mériter aucun privilège et, encore moins, un traitement privilégié, même pas les droits accordés aux citoyens* ». Selon lui, « *tous ceux qui n'appartiennent pas à la race, à la religion, à la culture et à la langue nationales, c'est-à-dire hindoues, se situent naturellement en marge de la vraie vie "nationale",* […] *aussi longtemps qu'ils maintiennent leurs différences raciales, religieuses et culturelles, ils ne peuvent qu'être des étrangers* » (Golwalkar, 1939).

Par ailleurs, les responsables coloniaux britanniques n'ont jamais considéré que le RSS se fut opposé à leurs intérêts. Ni Hedgewar ni Golwalkar ne se sont joints au mouvement anticolonialiste. Le RSS n'a pas participé au mouvement de désobéissance civile de 1930 ni au mouvement *Quit India* de 1942. C'est un fait connu que le chef du RSS avait donné comme instruction de ne pas déranger les Britanniques.

Golwalkar a aussi apporté son appui à l'Allemagne nazie concernant la pureté raciale et l'édification de la nation. Il a déclaré (1939) que « *la fierté de la race a été portée à son plus haut degré dans ce pays. L'Allemagne a montré qu'il est pratiquement impossible pour les races et les cultures présentant des différences fondamentales d'être assimilées pour former un seul ensemble uni. Cela constitue pour nous, en Hindoustan, une leçon judicieuse dont nous pouvons profiter* ». Les travaux de l'écrivain nazi J.K Bluntschli ont aussi été une source d'inspiration, notamment la *Théorie générale de l'État* qui souligne l'avantage pour un État de n'avoir qu'une seule nationalité.

« *Les contacts entre le fascisme et le nationalisme hindou traduisaient la volonté de militariser la société hindoue et de susciter une mentalité de militance hindoue* […]. *Au niveau idéologique, l'influence fasciste se marque dans la façon dont le nationalisme hindou a développé son propre concept de la diversité, aboutissant à transformer les populations "différentes" en ennemis. Certes, le concept de l'ennemi intérieur se retrouve déjà implicitement dans l'hindutva de Savarkar. Il n'en demeure pas moins que la référence constante à la politique raciale de l'Allemagne et la comparaison du "problème" juif dans ce pays avec la question musulmane en Inde révèlent une évolution du concept de l'ennemi intérieur explicitement calqué sur le modèle fasciste* » (Casolari, 2000). Au-delà des idées, il a aussi été prouvé que les organisations extrémistes hindoues entretenaient des relations avec les partis fascistes européens.

L'idéologie *hindutva* du RSS, dont Modi était un *pracharak* (activiste), repose sur un communautarisme extrême et sectaire et s'est édifiée sur la stigmatisation des « autres » (Jaffrelot, 1996). En Italie, l'idéologie fasciste est née du nationalisme, lorsque la classe capitaliste, mécontente de la politique « libérale », a apporté son appui sans réserve à l'idéologie antilibérale, basée sur l'autorité, le centralisme et la violence. Cet épisode présente des similitudes avec la situation actuelle en Inde. L'implication du BJP dans les pogroms des musulmans au Gujarat et dans d'autres endroits du pays, démontre l'existence d'un fascisme rampant en Inde.

Sécularisme et nationalisme en Inde

Au moment de l'indépendance, l'Inde a adopté une constitution *secular* (laïque en français) – le terme « séculariste » a été introduit dans la Constitution en 1976 – comportant des dispositions pour assurer l'égalité et la sécurité des minorités. Dans le passé, l'existence d'une variété de religions, de groupes ethniques, de langues et de coutumes était considérée comme contribuant à la construction d'un État commun, et dans cette logique, les dirigeants de l'époque ont résisté à la tentation de gommer les différences pour créer l'unité.

La « communautarisation » (*communalisation*) de la politique et de la société s'est accrue dans les années 1990. Le gouvernement a alors échoué à protéger les droits des minorités et, dans certains cas, s'est fait complice d'une violence dirigée contre elles (Basu, 2015). L'idée d'une Inde tolérante envers toutes les religions,

centrale dans le cadre des luttes pour l'indépendance, a été ébranlée par les défenseurs de l'*hindutva*. Les organisations hindoues extrémistes ont exigé l'abolition du sécularisme et la reconnaissance d'un État hindou. Ce débat a été au cœur de la campagne pour les élections législatives de 2014, qui ont amené le BJP au pouvoir.

Le RSS s'est toujours opposé aux systèmes progressistes, laïques et démocratiques, basés sur le pluralisme, l'égalité et la diversité culturelle. C'est ainsi que, dans les années 1950, il a fait campagne contre le projet de loi de réforme du code hindou et, dans les années 1990, contre le système des emplois réservés. Les organisations de l'*hindutva* prônent un « nationalisme culturel » et s'appliquent à effacer le caractère composite de la culture indienne. Les événements du passé sont interprétés au prisme d'un agenda religieux de droite. Le RSS aspire à une nation hindoue, théocratique et autoritaire, qui fixerait qui est un vrai Indien et qui ne l'est pas.

Pour le RSS, l'idée d'une Inde indépendante dotée d'une constitution fondée sur le sécularisme méritait l'anathème. Financé et soutenu par les commerçants, les marchands et les maharajas des États princiers, il s'est maintenu à l'écart des luttes contre l'occupant britannique, car la création d'un mouvement anticolonial basé sur les principes de l'émancipation universelle, de l'égalité des droits et de la réforme agraire revenait à faire des concessions aux minorités religieuses et ethniques. Le RSS s'est ainsi positionné en faveur de la « contre-révolution » et contre la révolution démocratique (Brass, 2006a). Le RSS altère l'enseignement de l'histoire indienne et prône la glorification de la culture hindoue. L'impasse est faite sur l'oppression des castes, l'asservissement et les inégalités sociales, tandis que la responsabilité des problèmes auxquels est confronté le pays, notamment la partition du pays, est imputée aux musulmans.

Les organisations de l'*hindutva* ont gagné en importance et en visibilité ces trente dernières années, au point de permettre au BJP de former un gouvernement au niveau central et dans plusieurs États du nord, du centre et de l'ouest du pays. Aujourd'hui, le cri de ralliement du nationalisme indien n'est plus « *l'unité dans la diversité* ». *Le RSS et ses alliés se sont approprié l'interprétation coloniale du passé indien, particulièrement l'insistance faite par les Britanniques sur l'antagonisme religieux dans l'optique de « diviser pour mieux régner* ». L'histoire est ainsi une nouvelle fois falsifiée, de façon à correspondre aux intérêts de la puissance dominante.

Comme le souligne Panikkar (2004), « [l'hindutva] *adopte une conception statique de la tradition culturelle, ignorant son dynamisme intrinsèque. Cette attitude implique notamment l'intolérance à l'égard des différentes interprétations et des représentations contradictoires, qui font justement la renommée de la tradition culturelle indienne.* […] *Force marginale jusqu'il y a environ dix ans, l'hindutva est à présent en mesure de dicter l'agenda politique et culturel de la nation* […]. *Le déclin du Parti du congrès et l'incapacité de la gauche à émerger comme alternative ont donné à l'hindutva l'espace requis pour conférer un contenu politique à de telles interventions*. […] *L'hindutva est donc parvenue à intégrer la politique à travers la culture, ce qui explique pourquoi le nationalisme culturel est son vrai thème "radieux". Étant donné son caractère exclusif, le nationalisme culturel est toutefois antidémocratique et antinational. L'existence de l'Inde en tant que nation n'est possible qu'en rejetant le nationalisme culturel* ».

Après l'indépendance, les forces obstructionnistes ont exploité les failles des réformes agraires et contré les mesures destinées à réduire le pouvoir économique des propriétaires terriens et des prêteurs. En outre, le gouvernement a hésité à s'attaquer aux intérêts des commerçants et des gros propriétaires dont il dépendait lors des élections. L'aggravation de la crise économique au lendemain de l'indépendance a créé les conditions d'une accentuation des rivalités et de la concurrence entre les communautés, les castes et les classes. Comme le note Hasan (1982), « *le développement économique pendant cette période a été faible et lent. En conséquence, les politiques et les mobilisations se sont focalisés sur des individus, des factions et des communautés plutôt que sur des questions de développement et de réformes. Les hindous et les musulmans ont été entraînés dans une concurrence pour la survie et le progrès, qui s'est amplifiée dans un contexte de sous-développement* ».

En Inde, où règne une pauvreté de masse, la violence a constitué une voie privilégiée vers le pouvoir, et la démocratie a eu tendance à renforcer la violence politique. Les élites désireuses de conserver le pouvoir ont compris que stigmatiser une minorité était une stratégie efficace. C'est bien la faiblesse des politiciens – et non des institutions – qui explique les attitudes variées de l'État indien envers les minorités.

La montée du BJP

Avant les années 1980, le prédécesseur du BJP, Jana Sangh, jouissait d'un faible soutien populaire. En fait, c'est l'Hindu Mahasbha qui a donné naissance au Jana Sangh, appelé aujourd'hui BJP. Au départ, ce dernier bénéficiait principalement du soutien des hindous des castes supérieures. L'élaboration de l'*hindutva* par V.D. Savarkar et Golwalkar a fourni le fondement du RSS, qui s'est ultérieurement mué en parti politique (Corbridge et Harris, 2000 ; Graham, 1990).

Le BJP a accédé au pouvoir à un rythme remarquable : de deux sièges en 1989, il est passé à 119 en 1996, mais, en dépit de la progression, il demeurait un parti minoritaire au sein de la chambre basse du parlement indien, composée au total de 543 membres (Vanaik, 2001). Il a émergé en occupant le vide politique et idéologique causé par l'inefficacité et les problèmes de corruption du Parti du congrès. À une époque de crise et d'incertitudes économiques, le concept de l'unité hindoue a été perçu comme un moyen d'assurer la stabilité sociale. Le BJP s'est érigé en défenseur de la « société hindoue » contre la communauté musulmane. Ce faisant, il a instrumentalisé la « *misère des masses* » pour déployer « *une forme agressive de nationalisme de droite* » (Ahmed, 2004).

Les organisations hindoues réactionnaires ont attiré les déçus et les mécontents de la corruption, du népotisme et de l'inefficacité du Parti du congrès. Elles ont veillé à soigner leur image afin d'apparaître comme une force honnête, disciplinée et respectable, mettant de côté – pour un temps – leurs idées communautaristes et fascistes. À la fin des années 1990, le leader nationaliste hindou Vajpayee a ainsi été décrit comme « modéré » et « libéral », un positionnement stratégique répondant aux attentes politiques du moment. Un enseignement à tirer de cette expérience est la faiblesse du Parti du congrès dont la soif du pouvoir l'a emporté sur ses principes. Le parti a ainsi développé une version *soft* de l'*hindutva* (au regard de la version dure du BJP) et refusé de punir les extrémistes hindous pour les crimes commis contre les minorités.

Arrivé au pouvoir en 1989, le gouvernement de coalition du National Front mené par V.P. Singh a adopté une politique ambiguë. Afin de consolider sa victoire électorale, il a manifesté son intention de mettre en œuvre les recommandations de la commission Mandel. Ces mesures étaient censées renforcer la représentation des classes inférieures dans les emplois publics, traditionnellement

réservés aux classes supérieures hindoues. Réagissant à cette politique, L.K. Advani a lancé sa *rath yatra* (littéralement, procession de chars) à travers les États du nord de l'Inde, partant du temple Somnath au Gujarat pour terminer à la mosquée de Babri à Ayodhya. Dans chaque ville, la procession a déclenché des émeutes et des violences contre les musulmans et envenimé les relations communautaires. Elle a atteint son point d'orgue avec la destruction de la mosquée de Babri en 1992 (Vanaik, 2001 ; Graham, 1990), un acte de violence qui n'a pourtant donné lieu à aucune poursuite.

Lors des élections législatives de 1996, les organisations hindoues, menées par le BJP et Shiv Sena, sont devenues le premier groupe du parlement indien en ordre d'importance. Au cours de cette campagne, le parti – mobilisé aux quatre coins du pays – avait pour objectif d'unir les hindous, quitte à attiser la violence et à ébranler l'harmonie entre les différentes communautés (Siddiqui, 2009a). Le BJP en a tiré avantage puisqu'il a obtenu 161 sièges en 1996, puis 182 sièges en 1999. Le RSS est la force organisationnelle derrière le BJP, comme en témoigne la déclaration de l'ancien leader Vajpayee : « *Le poste* [de premier ministre] *peut m'échapper demain, mais je resterai toujours un humble swayamasevak* [volontaire/activiste du RSS] » (Noorani, 2000).

Attaques communautaristes contre les minorités

La crise socio-économique s'est aggravée en Inde dans les années 1960 à la suite de la guerre sino-indienne de 1962 et de la guerre indo-pakistanaise de 1965. La croissance s'est ralentie, des pénuries alimentaires se sont multipliées et des tensions entre hindous et musulmans sont réapparues. Des extrémistes hindous ont profité de cette situation pour créer un environnement de peur et de jalousie. « *La prospérité et le succès relatifs des hommes d'affaires musulmans à cette époque ont suscité une forte rivalité à Moradabad. Plus particulièrement dans le secteur de la dinanderie, les musulmans ont reçu d'importantes commandes d'Asie de l'Ouest, qui ont stimulé leur commerce et leur activité.* […] *Ils disposaient désormais de capitaux suffisants pour se procurer des outils sophistiqués, acquérir des propriétés, financer l'éducation de leurs enfants et lancer de nouvelles entreprises. Cette évolution a généré l'hostilité des commerçants hindous* » (Hasan, 1982).

En 1962, lors de l'émeute de Jabalpur, les dirigeants locaux du Parti du congrès ont été directement impliqués dans l'attaque

contre les musulmans, mais ils n'ont pas été poursuivis. En 1969, des scènes de violence se sont également produites au Gujarat. Un an plus tard, les émeutes de Bhivandi ont causé la mort de quelque 300 musulmans. Dans son rapport, la Justice Madan Commission a clairement établi l'implication du Shiv Sena dans les attaques et la passivité de la police. Aucune poursuite n'a été entamée sur base du rapport judiciaire.

Depuis le milieu des années 1980, une escalade de la violence est observée. Le RSS et ses organisations affiliées ont systématiquement joué un rôle dans l'organisation ou l'incitation à la haine et à la violence. Plusieurs commissions d'enquête judiciaire ont pointé du doigt leur responsabilité et établi la partialité de l'administration et de la police. Mais la volonté de faire respecter la loi a semblé faire défaut.

Après la démolition de la mosquée de Babri, des violences ont eu lieu dans la plupart des régions. À Bombay, la police, soutenue par le BJP et le Shiv Sena, a participé activement aux attaques contre les musulmans (Srikrishna Commission, 1998). Le RSS et le BJP ont réussi à fomenter la haine entre les groupes au Gujarat. Traditionnellement, les populations tribales, les dalits et les hindous de la classe inférieure soutenaient le Parti du congrès, mais le BJP, en instaurant des programmes sociaux auprès de ces groupes, a gagné leur confiance et leur soutien. Le BJP est ainsi parvenu à construire une identité hindoue unifiée et à donner à ces gens un sentiment de fierté d'être hindou.

Les émeutes qui se sont produites à la suite de l'incident de Godhra du 28 février 2002 au Gujarat, où cinquante-huit victimes innocentes ont été brûlées vives dans un train, ont révélé, aux yeux de tous, la complicité de l'administration et l'implication de la police dans les attaques contre les musulmans. La violence s'est poursuivie pendant deux mois, faisant plus de 2000 morts (Engineer, 2002). L'attaque la plus grave s'est produite, dans le quartier Naroda-Patya, un bidonville à majorité musulmane. Au cours d'un assaut collectif, une centaine de musulmans ont été brûlés vifs sous les yeux de la police de l'État. Narendra Modi, à l'époque, premier ministre du Gujarat, est resté un spectateur passif, tandis que ses collaborateurs les plus proches ont activement participé à la planification et à l'exécution des massacres.

Dans le cas du pogrom du Gujarat, la complicité du gouvernement BJP est de notoriété publique. Mais, au moment des émeutes

de Bhagalpur, c'est le Parti du congrès qui était au pouvoir au niveau national. Dans les deux cas, on a pu clairement observer le rôle partisan de la police. Il existe des preuves de son indifférence à l'égard des appels à l'aide désespérés des victimes. En outre, le retard de la police pour rédiger les *First Information Reports* (FIR) et la négligence des enquêtes policières ont contribué à minimiser l'incidence des violences et à compliquer les poursuites judiciaires contre les auteurs (Farasat et Jha, 2016).

Pendant sa campagne pour les élections législatives du Gujarat en 2002, Modi était considéré comme un héros, et le RSS/BJP a trouvé en lui l'« homme fort » qu'il cherchait. Cette campagne lui a donné l'occasion d'étaler sans retenue sa démagogie charismatique. Il a joué habilement avec les émotions des foules, alimentant leurs préjugés en se référant aux « ennemis de l'État ». Sa campagne décomplexée a mêlé dangereusement nationalisme hindou agressif et patriotisme chauvin. Afin de consolider son électorat hindou, il a fait fi de la minorité musulmane, dont il n'avait pas besoin ou dont il ne souhaitait pas obtenir les suffrages. Les organisations non gouvernementales, pour la plupart étroitement liées au gouvernement BJP, ont approuvé les violences. Le VHP a qualifié cette approbation de « *première réaction positive des hindous face au fondamentalisme musulman depuis 1 000 ans* ». Le RSS a déclaré que « *les minorités devraient comprendre que leur vraie sécurité est garantie par la bonne volonté de la majorité et pas par la loi.* » Le recensement de 2001 indique que les musulmans constituent la minorité la plus importante de l'Inde, soit 14,2 % de sa population totale de 1,21 milliard d'habitants. Ils se situent globalement au bas de l'échelle socio-économique avec des hauts niveaux de pauvreté et d'inégalité. Peu de temps après les élections législatives de 2014, Ashok Singhal, le dirigeant du VHP, une organisation sœur du BJP, n'a pour autant pas hésité à déclarer que « *les musulmans* […] *doivent apprendre à respecter les sentiments hindous. Combien de temps pourront-ils survivre s'ils continuent à s'opposer aux hindous ?* » (Jha, 2014).

Les deux dernières décennies ont été marquées par la capture systématique de l'espace sociopolitique et culturel par les forces communautaristes et religieuses de droite, représentées cette fois par l'*hindutva*. Ces dernières sont non seulement parvenues à obtenir un mandat populaire pour gouverner l'Inde, grâce au soutien d'alliances opportunistes avec des partis « laïcs », mais elles ont

aussi provoqué une virulente atteinte à la diversité religieuse et ethnique. De plus, ce type d'organisations d'extrême droite a recours à certaines stratégies offensives et manipulatrices, afin d'amener le lumpenprolétariat et les chômeurs à isoler et attaquer les minorités, notamment les musulmans.

L'émeute du Gujarat a mis l'accent sur deux éléments jumelés, la participation de masse et la complicité de l'État dans les massacres communautaires, laissant les victimes dépourvues de toute possibilité d'en référer, soit à la sagesse collective, soit à l'État de droit. La situation s'est encore complexifiée avec le rôle actif joué dans les émeutes de 2002 par des groupes sociaux tels que les dalits et les *adivasis* considérés précédemment comme opposés à la droite hindoue. La vérité inquiétante est que l'Inde devient un État fasciste où la violence est encouragée par les forces politiques majoritaires au pouvoir (aux niveaux local ou central).

Partialité institutionnelle

Le gouvernement mené par le Parti du congrès, au cours des sept dernières décennies, a échoué lui aussi à agir de manière ferme, en poursuivant les auteurs des émeutes contre les minorités. Certes, après chaque épisode grave, il a créé des commissions judiciaires en vue de déterminer les causes et les responsabilités, mais sans jamais mettre en œuvre les recommandations formulées. Les autorités gouvernementales ont fait preuve d'un manque de volonté flagrant en matière de protection des minorités et des victimes. Les émeutes anti-Sikhs de novembre 1984, suite à l'assassinat d'Indira Gandhi, ont ainsi été menées par des dirigeants du Parti du congrès à Delhi et dans d'autres villes (Singh, 2015). Plus de 4 000 Sikhs y ont perdu la vie.

Shamsul Islam (2017) relève la partialité des institutions dans le traitement des violences entre les communautés et les castes : « l'Inde a deux catégories de lois : l'une pour les minorités et *dalits et l'autre, pour la majorité et les castes supérieures. Chaque fois que le premier groupe est victime, l'État indien s'ingénie à constituer des commissions qui s'emploient à faire disparaître de la mémoire collective les crimes haineux commis à leur encontre. Mais si des minorités/dalits sont soupçonnées d'avoir commis des violences, les poursuites sont immédiates. Depuis l'indépendance, chaque fois que le pays a connu des violences à grande échelle contre des minorités et des dalits, les crimes sont largement restés impunis.*

En témoignent le massacre de Nellie (1983), le massacre des Sikhs (1984), le massacre de jeunes musulmans par les forces de l'ordre à Hashimpura (1987), les violences contre les musulmans antérieures et postérieures à la démolition de la mosquée d'Ayodhya (1990-1992), le carnage au Gujarat (2002) et le "nettoyage'" des chrétiens à Kandhamal (2008) » (Islam, 2017).

Le pogrom perpétré au Gujarat a fait l'objet de plusieurs études (Ayyub, 2016 ; Lokhande, 2015) qui ont fait apparaître que les musulmans ont été victimes de massacres, d'incendies criminels, de viols et de destructions de leurs propriétés. Les agences de l'État, dirigées à l'époque par Narendra Modi, ont failli à leurs rôles, en permettant que de telles atrocités se produisent. Plus encore, elles ont conseillé à la police de ne pas intervenir pour stopper les attaques hindoues. Afin d'entraver le cours de la justice, l'enquête a été confiée à des procureurs connus comme étant des adeptes du RSS/BJP, tandis que les témoins ont subi des pressions pour qu'ils renoncent à déposer. Par ailleurs, les victimes des émeutes n'ont bénéficié d'aucune réinsertion digne de ce nom (Lokhande, 2015).

Depuis son installation en mai 2014, le gouvernement Modi et les responsables du BJP ont attisé l'intolérance et la haine, surpassant les prévisions les plus pessimistes (Siddiqui, 2014c). La violence contre les musulmans et les chrétiens s'accroît, comme en atteste par exemple, le lynchage brutal à Dadri d'un musulman suspecté d'avoir consommé de la viande de bœuf. Des intellectuels tels que M. Kalburgi, G. Pansare et N. Dabholkar ont aussi été assassinés, ce qui a conduit cinquante écrivains à rendre leurs prix littéraires, afin de protester contre le silence du gouvernement (*The Guardian*, 2015). Ces faits constituent une atteinte directe à la liberté de parole et d'expression et à la liberté de religion et de croyance, énoncés dans la Constitution.

En Uttar Pradesh, Hasan (2016) souligne également l'aggravation des divisions communautaires « *depuis l'accession au pouvoir du BJP au niveau central, la polarisation sur des questions telles que le "jihad de l'amour"*, *le "har wapsi" et l'interdiction de consommer de la viande de bœuf, est devenue un élément récurrent de la mobilisation politique dans cet État et dans le reste du pays.* […] *L'incidence de cette polarisation ressort également du fait que les dirigeants du BJP impliqués dans les violences ont pu se présenter aux élections et qu'ils ont gagné leurs sièges avec une grande marge. Pour la première fois, pas un seul candidat musulman n'a*

été élu au parlement de l'Uttar Pradesh, bien que les musulmans y constituent 19 % de la population et plus de 30 % dans plusieurs districts de la partie occidentale de cet État ».

De plus, comme le souligne, Amartya Sen, concernant le gouvernement Modi, l'intervention de l'exécutif dans les institutions nationales « *est plus étendue, politiquement organisée et liée au mouvement de l'hindutva* […]. *Souvent, la personne désignée pour diriger les institutions d'importance nationale s'est consacrée d'une façon exceptionnelle à la promotion des priorités de ce mouvement* » (Sen, 2015 ; Noorani, 2015).

Conclusion

L'idéologie de l'*hindutva,* relayée par les médias sous un jour favorable, prône en réalité la suprématie hindoue et justifie, au moyen de la religion, le maintien de l'hégémonie des groupes hindous de la classe supérieure sur la majorité de la population. L'existence d'une communauté hindoue unique est un leurre. Le réveil brahmanique a commencé au 8e siècle et s'est poursuivi jusqu'à l'instauration des sultanats au 12e siècle. L'Inde a connu des cultures hégémoniques successives, celles des Maurya (bouddhisme) (de - 262 av. J-C jusqu'au 8e siècle), des Sultanats (1206-1526), des Mongols (1526-1757) et des Britanniques (1757-1947).

La plupart des bouddhistes ont été convertis à l'hindouisme, et pourtant on prétend que l'hindouisme est une religion très tolérante. Lors du recensement effectué pendant la domination britannique, les populations tribales ont été classées dans une catégorie distincte, en raison de leur religion « animiste ». Après l'indépendance, lors du recensement de 1951, cette catégorie a disparu des documents publics et les populations tribales, non converties au christianisme, ont été enregistrées officiellement comme hindoues (Singh, 2015).

Pour une organisation semi-fasciste, comme le RSS, un fil idéologique ininterrompu unit l'*hindutva* de Savarkar, le nationalisme culturel de Golwalkar et la politique menée actuellement par le RSS/BJP. L'idéologie du RSS se fonde sur la haine des minorités religieuses, plus particulièrement des musulmans, utilisant cet « ennemi » comme un moyen pour unir les hindous. Depuis l'indépendance en 1947, à chaque massacre, le nom du RSS a été mentionné, soit pour avoir suscité une tension ou la disharmonie entre les hindous et les musulmans, soit pour avoir pris part à ces attaques. Les

indicateurs socio-économiques mettent en évidence les conditions désastreuses et aggravées dans lesquelles vivent les musulmans indiens. Le RSS et ses affiliés ne cessent pour autant de s'opposer à toute mesure redistributive, favorisant un développement inclusif.

Les tentatives d'instaurer un *Hindu Rashtra* se font au détriment des musulmans, des dalits, des chrétiens et des autres minorités, et à l'encontre du principe « un homme, une voix » garanti par la Constitution. Dans cette perspective, la frénésie religieuse violente des *gau rakshaks* (gardiens des vaches sacrées) concrétise un point de l'agenda du RSS. Comme l'a noté Ambedkar il y a septante ans, « *si l'"Hindu Raj" devient réalité, ce sera une grande calamité pour ce pays. Quoi que disent les hindous, l'hindouisme est une menace pour la liberté, l'égalité et la fraternité. Sur ce point, il est incompatible avec la démocratie.* […] *Ses adeptes font tout ce qu'il faut pour exclure les classes inférieures hindoues de la richesse, de l'éducation et du pouvoir* […] *et cherchent à étendre ce principe aux musulmans.* […] *Ils veulent priver les musulmans d'espace et de pouvoir, comme ils en ont privé les hindous des classes inférieures* » (Salam, 2016).

Cette forme contemporaine du fascisme peut être considérée comme une façon d'imposer à l'Inde la dictature de la finance internationale, mais en lui conférant une base sociale. Le BJP joue un rôle central dans ce processus. Ce groupe politique n'a pas pris part aux luttes pour l'indépendance. Comme l'a souligné Kavita Krishnan (2017), « *il existe une énorme quantité de documents prouvant que les adeptes de la "fraternité idéologique du RSS" ont collaboré avec les colonisateurs et se sont inspirés des fascismes italien et allemand. Savarkar a promis d'être le "plus ardent défenseur de la loyauté" au gouvernement colonial* (lettre datée du 24 novembre 1913)*. Lorsqu'il était ministre au Bengal, Shyama Prasad Mukherjee a aidé les Britanniques à combattre le mouvement Quit India* (Mookerjee, *Leaves from a Diary*, OUP, 1993). *Golwalkar* ("*We or Our Nationhood Defined"*, 1939) *a qualifié la purge des juifs en Allemagne de "fierté de la race"* […] *d'une leçon judicieuse à tirer et dont on peut profiter* ».

Ce parti se révèle apte à fournir « une base de masse » à un tel type de régime, en soulevant les passions communautaires. L'Inde est actuellement confrontée à une grave menace, celle du fascisme sous la forme du nationalisme hindou. Les inégalités dans le processus de développement et l'aggravation de la crise

socio-économique ont créé des conditions de pauvreté et d'exclusion. Celles-ci ont, à leur tour, donné aux associations hindoues réactionnaires l'occasion de mobiliser la population sur une base religieuse.

Cette domination s'est traduite par une communautarisation de l'enseignement. Les forces de l'*hindutva* ont investi des moyens financiers dans l'enseignement et l'endoctrinement de la jeunesse dans les écoles. Ainsi, plus l'État s'est soustrait à ses responsabilités en matière sociale, plus les acteurs communautaires ont occupé le terrain pour propager leurs croyances et convictions sectaires, semeuses de division.

Le RSS poursuit également une stratégie à long terme visant à miner les espaces intellectuels, capturer les institutions d'enseignement supérieur et de recherche par la violence et l'intimidation, souvent avec l'aide de la machinerie de l'État. Le danger est que l'autoritarisme et l'*hindutva* se répandent dans les institutions scolaires, notamment insidieusement au travers des programmes.

Les tendances extrémistes du gouvernement Modi se manifestent également au travers de sa puissante organisation paramilitaire qui façonne la vision et la politique de l'exécutif. Les *gau rashaks* et le mouvement de jeunesse, l'Akhil Bharatiya Vidyarti Prashid (ABVP) harcèlent ainsi les étudiants universitaires d'Allahabad, de Delhi et d'Hyderabad et qualifient d'« antinationaux » ceux qui remettent en question la discrimination des castes, l'inégalité des revenus ou la répression au Cachemire. À l'intérieur des frontières du pays, ils se sont trouvé un ennemi principal – les musulmans – qu'ils assujettissent et méprisent.

Une « fusion » semble aussi s'opérer entre les intérêts du monde des affaires et ceux de l'État. En Inde, la fusion du néolibéralisme et de l'*hindutva* a été cimentée grâce au soutien renforcé des grandes entreprises. Le gouvernement de droite autoritaire ne propose aucune perspective aux cultivateurs, travailleurs, minorités, populations tribales et dalits et donne des espoirs illusoires à la majorité des habitants. Le RSS, en divisant la société sur une base religieuse, met à mal le pluralisme indien. Ces tendances sont dangereuses, autodestructrices et menacent la sécurité et le bien-être de l'Inde. Elles exigent une réaction unifiée des forces progressistes, laïques et de gauche pour défendre les fondements sécularistes et démocratiques de la Constitution et de la société indienne.

Traduction de l'anglais : Maurice Hérion

Bibliographie

Ahmed A. (2004), *On Communalism and Globalisation – Offensive of the Far Right*, New Delhi, Left Words.

Alam J. (2007), « Ethically Speaking, What should be the meaning of separation for secularism in India », *Social Scientist*, vol.35 (3-4).

Ambedkar B. R. (1990), « Did the Hindus never eat beef ? The Untouchables : who were they and why they became untouchables ? », dans Ambedkar B.R., *Writings and Speeches*, vol. 7, Bombay, Government of Maharashtra.

Anderson W.A. et Shridhar D. (1987), *The brotherhood in saffron : the Rashtriya Swayamsevak Sangh and Hindu revivalism*, Westview Press.

Ayyub R. (2016), *Gujarat Files : Anatomy of a Cover Up*, New Delhi.

Banaji J. ed. (2016), *Fascism : Essays on Europe and India*, New Delhi.

Basu A. (2015), *Violent Conjunctures in Democratic India, Delhi*, Cambridge University Press.

Bhatt C. (2001), *Hindu Nationalism, Origin, Ideology, and Modern Myths*, Berg, New York.

Brass P. (2006a), « Violence, Human Rights, and the Politics of Curfew », *Journal of Human Rights*, vol.5.

Brass P. (2006b), « Indian Secularism in Practice », *Indian Journal of Secularism*, vol.9 (1).

Casolari M. (2000), « Hindutva's Foreign Tie-up in the 1930s – Archival Evidence », *Economic and Political Weekly*.

Corbridge S. and Harris J. (2000), *Reinventing India*, Cambridge, Cambridge Polity Press.

Desai R. (2016), « Hindutva and Fascism », *Economic and Political Weekly*, 53.

Engineer A.A. (2002), « Gujarat Riots in the Light of the History of Communal Violence », *Economic and Political Weekly*.

Farasat W. et Jha P. (2016), *Splintered Justice : Living the Horror of Mass Communal Violence in Bhagalpur and Gujarat*, New Delhi, Three Essays Collective.

Golwalkar M.S. (1939), *We, or our Nationhood Defined*, New Delhi, Bharat Publication.

Graham B. (1990), *Hindu Nationalism and Indian Politics : The Origin of Bharatiya Jana Sangh*, Cambridge University Press.

Guardian (2015). « Letter to the British Prime Minister Regarding Mr. Modi's Visit to UK », November 12, London.

Hasan M. (1988), « In Search of Identity and Integration : Indian Muslims since Independence », *Third World Quarterly*, vol. 10 (2).

Hasan Z. (2016), « Kairana and the politics of exclusion », *The Hindu*, 17 October, Chennai.

Hasan Z. (1982), « Communalism and Communal Violence in India », *Social Scientist*, vol. 10 (2).

Islam S. (2017), « Whither India », *Mainstream*, 42, 9 octobre.

Jaffrelot C. (1996), *The Hindu Nationalist Movement and Indian Politics*, 1925 to the 1990s, London, Hurst and Co.

Jha P. (2014), « BJP Win Blow to Muslim Politics : Singhal », *Hindustan Times*, 17 juillet.

Krishnan K. (2017), « Getting India wrong », *Indian Express*, August 29.

Lokhande S.B. (2015), *Communal Violence, Forced Migration and the State : Gujarat since 2002*, New Delhi, Cambridge University Press.

Noorani A.G. (2015), « India's Sawdust Caesar », *Frontline*, 9 décembre.

Noorani A.G. (2014), « Muslims and Police », *Frontline*, 10 décember 10.

Noorani A.G. (2000), *The RSS and BJP – A Division of Labour*, New Delhi, Left Word Books.

Oza R. (2007), « *The Geography of Hindu Right Wing Violence in India* », dans Gregory D., Pred A. (dir.), *Violent Geographies*, London, Rutledge.

Panikkar K.N. (2004), « In the name of nationalism », *Frontline*, vol. 21 (6), 13 mars.

Salam, Z.U. (2016a), « Smothering with Affection », *The Hindu*, 25 mars.

Salam Z.U. (2016b), « Unfazed by Attack », *Frontline*, August 31.

Savarkar V.D. (1989), *Hindutva – Who is a Hindu ?*, New Delhi, Bhartiya Sahitya Sadan.

Sen A. (2017), « Towards Unfreedom », *Indian Express*, New Delhi, 4 juillet.

Sen A. (2015), *The Country of First Boys and Other Essays*, London, Oxford University Press.

Siddiqui K. (2017), « Capital Liberalization and Economic Instability », *Journal of Economics and Political Economy*, vol. 4 (1), March.

Siddiqui K. (2016a), « Will the Growth of the BRICs Cause a Shift in the Global Balance of Economic Power in the 21st Century ? », *International Journal of Political Economy*, vol.45 (4), Taylor & Francis.

Siddiqui K. (2016b), « International Trade, WTO and Economic Development », *World Review of Political Economy*, vol. 7 (4), Pluto Journals.

Siddiqui K. (2015a), « Challenges for Industrialisation in India : State versus Market Policies », *Research in World Economy*, vol. 6 (2).

Siddiqui K. (2014a), « Growth and Crisis in India's Political Economy from 1991 to 2013 », *International Journal of Social and Economic Research*, vol. 4 (2), avril-juin.

Siddiqui, K. (2014c), « Modernisation and Displacement of Rural Communities in India », *Journal of Social Business*, vol. 4 (2-3).

Siddiqui K. (2013), « A Review of Pakistan's Political Economy », *Asian Profile*, vol. 41 (1).

Siddiqui, K. (2009a), « Politics and Religion in Modern India », *Z-Net*, 8 janvier.

Siddiqui K. (2009b), « *Globalisation, Hindu Extremists and Violence in India* », *Klassekampen* (in Norwegian), 16 février, Oslo.

Siddiqui K. (1997), « Credit and Marketing of Sugarcane : A field study of two villages in Western Utter Pradesh », *Social Scientist*, vol. 25 (1-2), janvier.

Singh P. (2015), « Institutional Communalism in India », *Economic and Political Weekly*, 28, 11 juillet.

Singh R. (1990), « Communalism and Struggle against Communalism : A Marxist View », *Social Scientist*, October-September.

Thapar R. (2013), « The Secular Mode for India », *Social Scientist*, vol. 41 (11-12), novembre-décembre.

Vanaik A. (2001), « The New Indian Right », *New Left Review*, vol. 9, mai-juin.

Varshney A. (2017), « When the state looks away », *Indian Express*, 1er mars.

Thaïlande : démocratie, mouvements et contre-mouvements sociaux[1]

Giles Ji Ungpakorn[2]

La crise politique thaïlandaise nous rappelle que ni la société civile ni la classe moyenne ne sont des alliés naturels des forces démocratiques. Elle met également en lumière l'importance et les difficultés que pose l'organisation des mouvements sociaux « par le bas », surtout lorsque ceux-ci font face à la fois à des tentatives de récupération « populistes » et aux assauts de forces réactionnaires appuyées par l'armée.

Un large spectre parfois déroutant de mouvements sociaux se réclame d'une manière ou d'une autre de la démocratie : la révolution des parapluies à Hong-Kong, les manifestations antigouvernementales au Venezuela, le mouvement *Passe Livre* de 2013 et les mobilisations continues contre le gouvernement de la présidente Dilma Rousseff au Brésil, les manifestations du parc Gezi en Turquie, l'Euromaïdan en Ukraine, les rassemblements contre l'islam de Pegida en Allemagne et le mouvement Tournesol des étudiants à Taïwan contre l'accord de libre-échange sino-taïwanais n'en sont que quelques exemples. Dans l'histoire politique récente de la Thaïlande, on peut citer l'Alliance populaire pour la démocratie (PAD) ou les « chemises jaunes », le Comité démocratique

1. Exposé de l'auteur à l'« International Conference on Human Rights Education », Soochow University, Taipei, novembre 2015, sous le titre : « The role of social movements in democratisation - A case study from Thailand ».
2. Intellectuel et militant thaïlandais, enseignant en sciences politiques à la Chulalongkorn University (Bangkok) avant d'être accusé de crimes de lèse-majesté et de s'exiler en 2009, auteur notamment des livres *A Coup for the Rich* (2007) et *Thailand's Crisis and the Fight for Democracy* (2010).

du peuple pour la réforme (PDRC)[3] et le Front national uni pour la démocratie et contre la dictature (UDD) ou les « chemises rouges ».

On considère généralement que les actions de ces mouvements sociaux ou de la société civile élargissent l'espace démocratique. Pourtant, en tant que tels, les mouvements sociaux ne sont pas automatiquement progressistes, démocratiques ou en faveur des droits civiques. De même, la « société civile », entendue au sens d'organisations non gouvernementales, souvent composées d'acteurs issus des classes moyennes, n'est pas nécessairement favorable à la démocratie ou à l'extension des droits et des libertés. Pour apprécier le caractère démocratique de ces mouvements, nous devons donc en étudier les racines historiques et le contexte de leur apparition.

La crise politique thaïlandaise

La longue crise thaïlandaise est le résultat d'un conflit involontaire entre un mode de fonctionnement conservateur et un autre plus moderne au sein d'une démocratie parlementaire. Elle trouve aussi son origine dans la tentative de Thaksin Shinawatra et de son parti de moderniser la société thaïlandaise afin de rendre son économie plus compétitive, en particulier après la crise asiatique de 1996.

Depuis le début des années 1970, les autorités au pouvoir avaient toujours pratiqué une politique de laissez-faire, caractérisée par une intervention gouvernementale minimale, une politique de bas salaires, peu de droits syndicaux et une abdication de l'État face à sa responsabilité d'améliorer les infrastructures et le niveau de vie. Cette stratégie sera fructueuse durant les premières années mais, au moment de la crise économique asiatique de 1996, son échec est patent.

La Thaïlande se voit confrontée à la concurrence des exportations des autres économies émergentes qui appliquent également une politique de bas salaires et une stratégie d'exportation basée sur des produits à faible technologie (Glassman, 2003). Les conséquences de cette crise économique sont essentielles pour comprendre la situation politique actuelle. L'augmentation des inégalités, résultat de la croissance économique libérale des décennies

3. Le nom thaïlandais complet du Comité démocratique du peuple pour la réforme est le Comité du peuple pour la démocratie absolue avec le roi comme chef de l'État.

précédentes, joue également un rôle important dans la dynamique du conflit entre les deux camps (Ungpakorn, 2011a).

Thaksin Shinawatra, un magnat de la téléphonie mobile et des médias, fonde le Parti Thai Rak Thai (TRT) après la crise économique de 1996. Fait unique dans l'histoire politique thaïlandaise récente, ce parti passe alors un temps considérable à élaborer des propositions politiques concrètes (Phongpaichit & Baker, 2004). Il tient des réunions avec différents groupes sociaux et présente un véritable programme au moment de sa première victoire électorale en 2001. Le TRT est un parti « populiste » qui développe des politiques en faveur des pauvres et offre aux villages différents stimuli keynésiens, en injectant de l'argent de l'État dans des projets locaux (Hewison, 2003). L'objectif est d'assurer la paix sociale et d'augmenter la productivité pour stimuler la compétitivité du pays. Au même moment, ce parti des grandes entreprises poursuit également des politiques néolibérales, comme les privatisations et le soutien aux accords de libre-échange. C'est ce que le TRT appelle une « politique à double voie ».

Lors du premier scrutin qui suit la crise économique de 1996, les pauvres, qui constituent la grande majorité de l'électorat thaïlandais, votent avec enthousiasme pour le TRT et ses deux propositions phares : un projet de couverture universelle des soins de santé (la première dans l'histoire nationale) et l'instauration d'un fonds d'un million de bahts à destination de chaque village pour encourager la création de petites entreprises. Le Parti démocrate, implanté de longue date, ayant quant à lui conseillé aux chômeurs de « retourner dans leur village et de dépendre de leur famille », tout en dépensant les deniers publics pour protéger les riches épargnants des banques en faillite, Thaksin pouvait ainsi affirmer que son gouvernement bénéficierait à tous, et pas seulement aux riches.

En 2005, Thaksin est reconduit pour un second mandat et le TRT obtient une majorité absolue au parlement. Il est facile d'en comprendre les raisons. Le principal parti d'opposition, le Parti démocrate, venait en effet de passer quatre ans à s'attaquer au système de soins de santé et à d'autres avantages sociaux. Le gouvernement Thaksin a toutefois bien entendu aussi sa part d'ombre. Durant son premier mandat, il lance une « guerre contre la drogue » au cours de laquelle 3 000 personnes sont abattues sans jugement (Cosananund, 2003). Dans les trois provinces de l'extrême-sud, il

mène également une campagne de violences contre la population malaise musulmane.

Le TRT de Thaskin n'en est pas moins un parti unique en son genre par son caractère à la fois populaire et dynamique, proposant un véritable programme pour gagner les élections et l'appliquant ensuite. Auparavant, les formations politiques se présentaient sans aucun programme ; elles se contentaient d'acheter des voix et de s'appuyer sur les réseaux clientélistes locaux. Sans que ce soit le but recherché, les politiques de Thaksin et son immense base électorale vont donc venir bouleverser l'ordre hiérarchique ancien. Jamais, au cours des vingt dernières années, le Parti démocrate n'a réussi à obtenir plus d'un quart des suffrages, et il en recueillait même souvent beaucoup moins. Les gouvernements successifs reposaient toujours sur des coalitions fragiles entre des partis locaux défendant leurs intérêts propres.

La machine électorale de Thaksin et la victoire du TRT évincent donc du pouvoir les réseaux politiques locaux et les mafias. L'armée et les élites non élues ne peuvent rivaliser avec Thaksin sur le terrain de la légitimité démocratique et du soutien populaire, et les classes moyennes commencent à voir d'un mauvais œil un gouvernement qui augmente le niveau de vie des travailleurs et des paysans pauvres. Telle est la véritable origine de la crise prolongée qui secoue la société thaïlandaise ; cela explique aussi pourquoi les conservateurs, les classes moyennes et le Parti démocrate sont aujourd'hui si farouchement opposés à la démocratie.

Vers la fin 2005 apparaît un large mouvement d'opposition au gouvernement Thaksin. Il s'agit d'un mouvement de droite dirigé par le royaliste Sondhi Limthongkul, magnat des médias. Le PAD critique la corruption du gouvernement, réclame le « retour du pouvoir au roi » et exhorte celui-ci à nommer un nouveau gouvernement en vertu de la section 7 de la Constitution de 1997. Ses membres sont reconnaissables à leur chemise jaune, la couleur des royalistes. Il ne fait aucun doute que le PAD a ouvert la voie au premier coup d'État militaire depuis le déclenchement de la crise politique. Les auteurs du coup d'État de septembre 2006 savent en effet que ni le PAD ni ses partisans de la classe moyenne urbaine ne s'opposeront à eux.

Au bout d'un an, la junte militaire organise des élections sous l'égide d'une nouvelle Constitution inspirée par l'armée. Le TRT de Taksin obtient encore la majorité absolue, malgré l'exil de son

dirigeant. Le PAD relance son mouvement de protestation en occupant l'aéroport international de Bangkok avec l'aval de l'armée. Les élites conservatrices utilisent alors divers moyens judiciaires pour évincer le gouvernement élu, et l'armée installe le Parti démocrate à sa place. Face à cette attaque brutale contre la démocratie apparaît le mouvement des « chemises rouges », qui réclame la tenue de véritables élections démocratiques. Le gouvernement du Parti démocrate et l'armée y répondent en tuant près d'une centaine de manifestants à Bangkok en 2010.

En 2011, a lieu un nouveau scrutin sous l'œil vigilant de l'armée. Une fois encore, le parti de Thaksin, qui s'appelle maintenant le Pheu Thai, remporte la majorité absolue. Yingluck Shinawatra, la sœur de Thaksin, devient Première ministre. Pourtant, à la fin 2013, les classes moyennes organisent de nouvelles manifestations antigouvernementales. Lorsque Yingluck dissout le Parlement et convoque des élections, le PDRC, téléguidé par le Parti démocrate, recourt à la violence pour les faire capoter. Le général Prayut Chan-o-cha organise alors le dernier coup d'État en date, en mai 2014.

Crise politique et théories de la démocratisation

La crise politique thaïlandaise actuelle bouleverse un certain nombre de théories sur la « démocratisation », apparues au fil des ans dans la recherche universitaire en sciences politiques. La théorie de la « société civile », qui voit dans les classes moyennes ou les « intellectuels » les moteurs de la démocratisation, est ainsi remise en cause. On a prétendu, après la guerre froide, qu'une société civile développée et une importante classe moyenne étaient les conditions d'une société libre et démocratique (Hewison, 1996 ; Pye, 1990). En Thaïlande pourtant, nous avons vu les classes moyennes et les ONG prendre part à de nombreuses manifestations antidémocratiques, organisées par les « chemises jaunes » du PAD, et accueillir à bras ouverts deux coups d'État militaire. Les classes moyennes se sont organisées pour défendre leurs privilèges et empêcher les travailleurs urbains et les paysans d'avoir leur mot à dire en politique. En 2013, les médecins, avocats et universitaires ont uni leur voix aux sirènes antidémocrates, dirigées par Sutep Tueksuban et ses sbires du PDRC, pour faire avorter les élections démocratiques du début 2014. Les ONG se sont comportées de manière similaire, quoique pour des raisons légèrement différentes que j'exposerai plus tard.

Les marxistes comme moi ont toujours vu les classes moyennes osciller entre différents pôles politiques selon l'équilibre des forces et leurs situations spécifiques. Nous les avons vues défendre la démocratie, mais l'histoire a montré qu'en d'autres occasions, elles constituent une base potentielle pour le fascisme et la dictature, phénomène que l'on a observé en Espagne, en Allemagne et en Italie dans les années 1930, mais aussi en Thaïlande en 1976. Elles peuvent également, à d'autres moments, rejoindre des mouvements favorables à la démocratie et soutenir les revendications des travailleurs, comme ce fut le cas lors des manifestations contre les régimes staliniens dans les années 1980 en Europe. Mais les classes moyennes sont trop divisées et trop faibles pour construire leur propre programme de classe. Elles passent de la défense des intérêts des élites économiques et bureaucratiques à la défense des intérêts des travailleurs et s'appuient sur des forces plus puissantes pour obtenir des changements politiques. Il existe de nombreux exemples de leur soutien à des gouvernements autoritaires et populistes comme à Singapour et en Amérique latine (Rodan, 1997 ; Pearce, 1997).

Pour toutes ces raisons, le concept de société civile, où les classes moyennes constituent le moteur d'expansion de l'espace démocratique, est profondément erroné. De la théorie de la démocratisation par la « société civile » nous pouvons peut-être conserver le rôle essentiel qu'y jouent les « mouvements sociaux », mais je ne parle pas de ces pseudos « nouveaux mouvements sociaux » si courtisés par les universitaires de droite après l'effondrement des régimes staliniens en Europe de l'Est. On prétend que ces mouvements ne sont plus fondés sur des revendications de classe, qu'ils ne cherchent plus à défier le pouvoir d'État, mais aspirent à de nouveaux modes de vie ou se mobilisent sur des problèmes ponctuels. Le plus grand mouvement social de l'histoire thaïlandaise est celui des « chemises rouges » de l'UDD. Il s'agit *grosso modo* d'un mouvement de classe, ayant de vastes objectifs politiques, dont la démocratisation et l'opposition à l'immuabilité du vieil appareil d'État.

Selon le « structuro-fonctionnalisme », une autre théorie plus conservatrice, la stabilité d'une démocratie repose sur deux conditions : l'existence d'une culture démocratique dans la société et la présence de partis et structures politiques responsables. En Thaïlande pourtant, nous avons vu que la grande majorité de la population possède cette culture démocratique, à la différence des

élites conservatrices et des institutions. Celles-ci utilisent ensuite l'armée pour faire échouer les aspirations populaires. Nous avons vu également un parti politique installé de longue date, le Parti démocrate, s'opposer clairement au processus démocratique aux côtés de l'appareil d'État. Les dirigeants du Parti démocrate ont largement collaboré à la violente campagne du PDRC pour faire capoter les élections de 2014 et ils ont salué le second coup d'État militaire quelques mois plus tard.

Ce contraste entre une majorité de la population imprégnée de culture démocratique et les conservateurs qui en sont dépourvus signifie que des mouvements ouvertement antidémocrates, comme le PDRC et le PAD, doivent se servir du mot « démocratie » pour dissimuler leurs buts réels et tenter de gagner une certaine légitimité. Curieusement, même la junte militaire se prétend « démocratique ». La récupération par les régimes militaires du mot « démocratie » appartient à une longue tradition ; le « monument à la démocratie », au centre de Bangkok, par exemple, fut érigé par un dictateur durant les années 1930.

Selon une autre « théorie de la démocratisation », le développement de la mondialisation capitaliste et du marché encourage l'extension de la démocratie. Cela ne s'est pas produit, et certainement pas après la récession de 2008. Les grandes institutions financières et étatiques ont plutôt contrarié les aspirations démocratiques des populations, comme en Grèce, ou ont fait pression sur les partis sociaux-démocrates pour qu'ils acceptent l'idéologie néolibérale et les diktats du marché. Ce dernier cas de figure a entraîné un « déficit démocratique » dans la mesure où, lors des élections, les citoyens n'ont plus de réels choix. C'est ce qui explique la chute de popularité des partis traditionnels dans de nombreux pays occidentaux.

Les grandes entreprises thaïlandaises, acquises à la mondialisation, ont soutenu les élites conservatrices durant des années, et la junte militaire et ses alliés sont devenus des défenseurs acharnés des politiques néolibérales et de l'économie de marché, à l'instar du roi de Thaïlande avec son idéologie de l'« économie de suffisance ». Ils sont tous favorables au « laissez-faire » (Ungpakorn, 2007). À l'opposé, Thaksin Shinawatra et ses différents partis combineront néolibéralisme et politiques sociales (du keynésianisme classique). Les conservateurs qualifieront ces politiques de « dangereusement populistes » et s'en serviront comme alibi pour justifier leur coup d'État militaire et judiciaire.

Pratiquement tout au long de ces vingt-cinq dernières années, on nous a répété que la notion de « classes » était dépassée. Pourtant, en réalité, la crise actuelle est le résultat de l'éveil politique et de l'assurance accrue des travailleurs et des petits paysans. Ce phénomène a été encouragé et détourné par Thaksin et ses alliés pour défendre leurs intérêts propres. La crise thaïlandaise est une crise de classes : les élites conservatrices et les classes moyennes ne peuvent admettre que les ouvriers et les paysans se voient offrir davantage d'opportunités.

Cette crise démontre que l'existence d'un « mouvement social de base » puissant est la clé pour construire une société démocratique, et la défendre. Chaque parcelle d'espace démocratique devra être conquise de haute lutte et arrachée aux élites et à ses alliés de la classe moyenne. La démocratie ne viendra pas d'en haut, sous l'impulsion d'un comité de « sages », avocats et universitaires, institué par la junte militaire ou qui que ce soit d'autre.

Mouvements sociaux « d'en bas » ou « d'en haut » ?

Les manifestations antigouvernementales thaïlandaises, avec leur multitude de mouvements sociaux, peuvent paraître déroutantes pour un observateur extérieur, dans la mesure où tous se déclarent en faveur de la « démocratie ». D'un côté du spectre politique, il y a l'Alliance populaire pour la démocratie, les chemises multicolores ou « Salim[4] », bourgeonnement du PAD, et le Comité démocratique du peuple pour la réforme, dirigé par le Parti démocrate. Malgré leurs noms trompeurs, tous ces mouvements cherchent à réduire l'espace démocratique et en appellent à un coup d'État militaire ou à une initiative royale contre le gouvernement élu. À leurs yeux, la majorité de l'électorat est trop inculte et stupide pour mériter le droit de vote. L'absence d'éducation de l'électorat et son manque d'informations auraient permis à des gouvernements corrompus d'« acheter des voix » en faisant aux pauvres de « dangereuses » promesses électorales, telles que l'instauration d'une couverture universelle de soins de santé et la création d'un fonds pour le développement rural.

Ce sont de parfaits exemples de mouvements sociaux « d'en haut », c'est-à-dire mobilisés par la classe dirigeante pour préserver

4. « Salim » est un dessert composé de nouilles multicolores que l'on déguste avec du lait de coco et de la glace pilée. C'est devenu un mot argotique pour désigner les manifestants de la classe moyenne vêtus de chemises bariolées.

le *statu quo* à l'heure où ses privilèges sont menacés (Davidson, 2014). En effet, bien que la majorité des militants soient issus des classes moyennes, leurs chefs sont tous des politiciens et des hommes d'affaires proches de l'armée et du palais. Les personnes enrôlées dans de tels mouvements proviennent souvent des classes moyennes ou sont des chômeurs désabusés. Aujourd'hui, ce sont les classes moyennes urbaines ; durant les années 1970, c'étaient des bandes semi-fascistes, comme le Krating Daeng et les Village Scouts/Luksuea Chaoban qui montaient les classes moyennes et les chômeurs contre la gauche et le mouvement étudiant, mobilisation qui s'achèvera par le massacre de l'Université Thammasat en 1976.

« Nouveaux » mouvements sociaux et fin des classes ?

Certains commentateurs ont tenté de présenter les heurts entre « chemises jaunes » et « rouges » comme de simples affrontements entre partisans de leaders politiques différents, à l'image de bagarres entre supporters de football. D'autres ont même essayé de démontrer que les « chemises rouges » ou l'UDD n'étaient que des instruments politiques aux mains de l'ancien Premier ministre Thaksin Shinawatra. C'est fondamentalement faux.

On ne peut classer les « chemises rouges » dans les mouvements sociaux « d'en haut » pour plusieurs raisons. D'abord, la plupart des « chemises rouges » avaient la conviction de se battre pour étendre l'espace démocratique et contre les structures conservatrices établies par les classes dirigeantes. Elles souhaitaient en finir avec le *statu quo*. Ensuite, au niveau local, « les chemises rouges » constituaient un mouvement auto-organisé de travailleurs urbains et ruraux, même si la direction politique était assurée par d'anciens membres du parti de Thaksin. Gardons-nous toutefois d'idéaliser les mouvements sociaux de base et de les croire progressistes « à 100 % ». Certaines branches des « chemises rouges », en particulier dans la ville de Chiang Mai, affichaient des positions foncièrement homophobes.

La conscience de classe des « chemises rouges » va toutefois se développer avec l'amplification du mouvement. Ils se qualifieront ainsi eux-mêmes de « serfs » ou « *Prai* » et beaucoup vont commencer à remettre en question la structure politique thaïlandaise, y compris la monarchie. Le rapport « dialectique » entre Thaksin et les « chemises rouges » peut donc être compris comme une sorte de

« guerre parallèle » contre les élites conservatrices. Des milliers de « chemises rouges » se battaient pour la démocratie, la dignité et la justice sociale, alors que Thaksin et ses alliés étaient engagés dans une campagne distincte destinée à regagner l'influence politique et économique qu'ils avaient avant le coup d'État de 2006. Malgré cela, Thaksin est resté très populaire et jouissait d'une influence considérable parmi les « chemises rouges ». La colère ressentie par des millions de personnes face à la confiscation de leurs droits politiques par les élites locales et les classes moyennes a joué un rôle important dans la mobilisation des « chemises rouges ».

Dans la crise actuelle, la division entre « rouges » et « jaunes » est une division de classes. Quelle que soit leur situation géographique, les ouvriers et les paysans à bas et moyens revenus sont plus enclins à soutenir le parti de Thaksin et les « chemises rouges » en raison des politiques sociales du TRT, en particulier la couverture universelle des soins de santé, la création d'emplois et le soutien aux riziculteurs. Les travailleurs urbains tirent profit de ces politiques et, par ricochet, leurs familles vivant dans les campagnes, allégeant du même coup la charge qui pèse sur eux. En revanche, dans les provinces et à Bangkok, les classes moyennes et les élites tendent à donner leur voix au Parti démocrate et cherchent à réduire l'espace démocratique pour revenir à une époque antérieure au TRT.

Mais il ne s'agit pas d'une simple lutte de classes. Dans la réalité, la lutte de classes est rarement simple ou pure. Bien que la crise thaïlandaise contienne des dimensions de classe importantes, la faiblesse politique de la gauche et du mouvement ouvrier organisé a compliqué les choses. C'est pourquoi Thaksin a réussi à dominer et diriger les « chemises rouges ». La radicalisation des « chemises rouges » est ainsi à l'origine de la décision de Thaksin et de ses alliés de démobiliser petit à petit le mouvement après la victoire de Yingluk en 2011. Depuis le coup d'État de mai 2014, il est au point mort.

En effet, Thaksin et son parti se sont trouvés face à un choix difficile : soit mobiliser les « chemises rouges » et leurs millions de sympathisants afin d'anéantir l'ancien régime, soit trouver un moyen de faire la paix avec leurs adversaires. Comme ce sont essentiellement des « politiciens au service de grandes entreprises », ils ont naturellement choisi la seconde option, non pour éviter la guerre civile, mais pour éviter la révolution. Ils voulaient bien utiliser les

« chemises rouges » comme force électorale et groupe de pression, mais pas courir le risque de fédérer un mouvement de masse autonome.

L'« ancien régime » thaïlandais n'est pas un État semi-féodal. L'État et les élites conservatrices participent à une semi-dictature capitaliste moderne, contrôlée par l'armée, les hommes d'affaires et les hauts fonctionnaires. Le royalisme les unit, mais la Thaïlande n'est pas non plus une monarchie absolue. Les conservateurs sont également des néolibéraux, farouches partisans d'un marché dérégulé (Ungpakorn, 2007). Depuis la fin des années 1990, le fossé n'a cessé de se creuser entre les réalités de terrain et les vieilles structures politiques ayant la mainmise sur la société. Thaksin et le TRT joueront de ce conflit et l'amplifieront pour proposer des modernisations. Pourtant leur but n'était pas de renverser l'ordre ancien, mais simplement de le rénover. Aujourd'hui, Thaksin est toujours résolu à défendre les principaux piliers de l'ancien régime. Il craint moins ses adversaires conservateurs qu'une révolte populaire.

La dimension historique

Une « vision globale » marxiste analyse souvent les différents mouvements sociaux de base comme un seul grand mouvement protéiforme, changeant constamment au cours du temps et en relation permanente avec les mouvements internationaux. Ce « mouvement social » s'oppose toujours au « système » contrôlé par la classe dirigeante. Dans cette perspective, les « chemises rouges » s'inscrivent dans la continuité des mouvements en faveur de la démocratie, tels le Parti du peuple qui renversa la monarchie en 1932, les insurrections contre l'armée en 1973 et 1992, et la guerre civile lancée par les communistes à la fin des années 1970. Plusieurs acteurs majeurs du mouvement des « chemises rouges » ont participé à ces événements antérieurs. Certains militants de l'époque ont aussi changé de camp pour rejoindre les mobilisations des forces conservatrices. Retourner sa veste et soutenir d'anciens ennemis, comme la monarchie ou l'armée, démontre simplement qu'avec le temps les convictions peuvent fluctuer.

Comme toutes les classes exploitées de la planète, les ouvriers et paysans thaïlandais ont tantôt affronté directement leurs oppresseurs, tantôt cherché des stratégies d'évitement et organisé des luttes à petite échelle, afin d'alléger le poids de l'exploitation (Scott, 1985). Des grèves et des manifestations organisées par les

syndicats et les mouvements paysans ont traversé tout le 20e siècle, et des soulèvements populaires contre la dictature ont eu lieu dans les années 1970, 1990 et au cours de la crise actuelle.

Les classes opprimées sont parfois seules à l'origine de ces actions, sans aucune intervention extérieure. La mobilisation contre la dictature militaire dans les années 1970 en est une bonne illustration. Elle s'est accompagnée de grèves et de manifestations, et sera suivie d'une guérilla menée par le CPT. Il arrive qu'une partie de la classe dirigeante noue des alliances stratégiques avec les opprimés, afin de lutter contre ses adversaires politiques. Citons, par exemple, l'alliance entre la paysannerie et le roi Rama V pendant la « révolution bourgeoise » du début des années 1870, l'alliance entre les bureaucrates du nouvel État et les ouvriers et paysans pendant la révolution de 1932 ou encore l'alliance entre le TRT de Thaksin et les « chemises rouges » (Ungpakorn, 2010). Mais même dans ces circonstances, il serait erroné de croire que la frange dirigeante contrôle totalement le mouvement. Nous devons plutôt voir les accords de ce type comme une forme de lutte de classes à deux dimensions, comprenant simultanément des antagonismes intra- et inter-classes et des phases de dépendance et d'indépendance.

L'agitation des années 1970 est le résultat d'une croissance rapide du prolétariat, ainsi que de la population étudiante, qui a hâte d'en finir avec la dictature militaire et sa volonté de maintenir la Thaïlande dans les pays à bas salaires. La guerre froide et les révoltes qui éclatent un peu partout dans le monde en 1968 alimenteront cette contradiction nationale. Cela débouchera sur une décennie de soulèvements populaires massifs et de guerre civile entre le CPT et l'État.

Le dernier accord politique majeur antérieur à la crise actuelle, qui a déterminé la nature du pouvoir et ses relations avec le reste de la société, remonte au début des années 1980, après l'effondrement du CPT (Ungpakorn, 2001 ; 2006 ; 2010). Cet accord a été facilité par le boom économique de l'Asie du Sud-Est, qui a débuté à cette époque et durera jusqu'à la crise de 1996. Cette embellie a permis de masquer les antagonismes de classe.

Cette série de luttes, assorties de griefs ouvriers et paysans, s'est toujours accompagnée de revendications contraires aux intérêts des élites au pouvoir. Lors de la révolution de 1932, Pridi Phonmayong, dans un manifeste pour une nouvelle économie thaïlandaise, propose une sorte d'État-providence. Les soulèvements

des années 1970 réclament le « socialisme » et l'abolition du capitalisme[5]. Dans les deux cas, les élites contre-attaqueront par des coups d'État et une violente répression. Pour répondre à de simples mesures sociales, très populaires au sein de l'électorat TRT, les conservateurs feront de même au cours de la crise actuelle, avec les coups d'État de 2006 et 2014. Bien sûr, ces luttes étant complexes et impliquant différentes classes, les revendications en faveur des pauvres et des opprimés ne sont jamais isolées. Les fractions dirigeantes qui défient l'ancien régime ont aussi leurs buts propres.

La dimension internationale

Parallèlement à ce panorama historique, il convient de regarder au-delà des frontières du pays pour comprendre les diverses influences qui ont façonné le mouvement social thaïlandais. Parmi les facteurs internationaux, la domination des politiques néolibérales, par exemple, responsables de l'accroissement des inégalités, et l'oppression des régimes autoritaires ont été des éléments déclencheurs des « printemps arabes » comme du mouvement des « chemises rouges », malgré des situations locales très différentes.

Quant aux problèmes économiques, ils peuvent jouer un rôle très important sans qu'il y ait pour autant de véritable rapport de « cause à effet ». L'impact des politiques sociales et économiques sur la vie quotidienne alimente les griefs de la population, qui se greffent ensuite sur d'autres revendications sociales et politiques (Krinsky, 2014). Les crises politiques sont souvent complexes et leurs causes vont bien au-delà des apparences. Souvenons-nous que Thaksin doit sa popularité à la crise qui frappa la Thaïlande en 1996 et à sa réponse keynésienne, contraire à la pratique traditionnelle du Laisser-faire des élites conservatrices au pouvoir.

La société thaïlandaise a connu bien des changements dans l'histoire, mais les structures du pouvoir et l'attitude de la classe dirigeante n'ont pas suivi ces évolutions. En 1954, 88 % de la population active dépendaient de l'agriculture (Ingram, 1971). En 2002, au début du mandat du TRT, ce taux est tombé à 37 %, tandis que 63 % travaillaient dans l'industrie et les services[6]. Toutefois, les personnes classées dans le secteur primaire cumulaient en réalité

5. Malgré le dévoiement de ces concepts par les stalino-maoïstes.
6. Office des statistiques thaïlandais.

plusieurs métiers, combinant activités paysannes avec un autre emploi (Walker, 2008).

En 1960, 20 % de la population au maximum avaient fait des études secondaires inférieures, dont une légère majorité d'hommes (Caldwell, 1967). Selon les chiffres du ministère de l'Éducation, en 1999, 84 % des enfants de 12 à 14 ans étaient inscrits dans le secondaire inférieur. Dans l'ensemble du système éducatif, les femmes réussissaient un peu mieux que les hommes. Contrairement à ce que les conservateurs racontent, il n'est pas nécessaire d'avoir été à l'école ou au collège pour comprendre la démocratie, les droits humains ou la justice sociale, mais l'éducation peut procurer la confiance en soi suffisante pour relever la tête, s'organiser et combattre[7]. Le développement de l'enseignement secondaire peut partiellement expliquer pourquoi les « chemises rouges » sont devenues le plus grand mouvement social de l'histoire thaïlandaise.

La Thaïlande a indubitablement connu une véritable croissance économique par le passé. En 1960, le PIB par habitant était de 100 dollars. En 1996, il s'élevait à 3 000 dollars et, en 2008, à 4 000[8]. Mais les fruits de la croissance n'ont pas été redistribués équitablement. Entre la Deuxième Guerre mondiale et 1975, les hausses de salaire ont été négligeables et n'ont pas reflété l'augmentation de la productivité (Glassman, 2003). En 1975, l'indice Gini du pays était de 0,43 (Rigg, 2001) mais, en 2009, il avait grimpé à 0,54, signe d'inégalités croissantes. Comparativement, les indices respectifs de la Chine et de l'Inde sont de 0,42 et 0,37[9]. En 2009, la part du revenu national détenue par les 20 % les plus riches était de 59 % contre 3,9 % seulement pour les 20 % les plus pauvres. Même les 20 % médians n'en possédaient que 11,4 %[10].

Le sentiment d'injustice qui prévaut dans l'électorat de Thaksin ne provient donc pas d'une absolue pauvreté, mais du manque de redistribution équitable des bénéfices de la croissance. En déclarant que les pauvres ne sont pas une charge pour la société, mais des « acteurs du développement », le TRT tient un discours qui séduit la majorité de la population. C'est pourquoi les coups d'État de 2006 et 2014 comme la décision des élites conservatrices d'exclure les

7. Pour un aperçu anthropologique de la pensée politique des villageois du Nord, voir Walker (2008).
8. Chiffres de la Banque mondiale, au cours du dollar actuel.
9. *The Economist*, 20 juillet 2011, et Banque mondiale.
10. Wolfram Mathematica (2011).

politiciens du TRT du gouvernement provoquent un sentiment de colère. Cette colère s'alimente du mécontentement général face à la nature conservatrice et hiérarchique de la société thaïlandaise.

L'importance d'un mouvement ouvrier organisé

Le Parti Pheu Thaï, soutenu par les « chemises rouges », qui remporte les élections de 2011, avait promis d'augmenter le salaire minimum quotidien à 300 bahts pour gagner les voix des travailleurs à bas revenus de l'industrie et du tertiaire, et pour stimuler le marché intérieur. Néanmoins, l'absence d'aile gauche dans le mouvement des « chemises rouges », liée au fait que la direction était le plus souvent assurée par d'anciens membres du TRT, signifie qu'il n'y eut pas de véritable tentative d'organiser le mouvement ouvrier. Le prolétariat était également trop faible politiquement pour s'imposer à la tête des manifestations de masse. Son incapacité à organiser des grèves massives en soutien aux revendications des « chemises rouges » en 2010 était le signe d'une grave défaillance qui allait aider le régime à écraser les manifestations dans la violence[11].

À l'opposé, les grèves égyptiennes de 2011 ont joué un rôle prépondérant dans la chute de Moubarak. Depuis des années, les militants de gauche œuvraient clandestinement auprès des travailleurs et ils participèrent à la grande vague de grèves en 2006 (Beinin, 2009). Cet exemple souligne à quel point il est nécessaire de construire de nouvelles organisations syndicales indépendantes de l'État, tout en menant une lutte politique contre la dictature. Dans l'Égypte de l'après Moubarak, et avant la contre-révolution militaire, ces nouveaux syndicats autonomes ont formé le Parti des travailleurs et des paysans. D'emblée, ils déclaraient faire de l'indépendance syndicale un principe fondamental et ils s'opposaient à tout financement extérieur, qu'il provienne d'ONG ou non.

En revanche, en Thaïlande, les syndicats sont nombreux à recevoir des fonds d'ONG étrangères et aucun parti issu du mouvement syndical n'a vu le jour depuis des années. L'absence d'un véritable courant politique pro-démocratie dans les organisations représentatives des travailleurs a affaibli le combat des « chemises rouges » pour la démocratie participative et la justice sociale.

---

11. Quelques éléments réactionnaires au sein de la direction de certains syndicats d'entreprises d'État ont donné l'impression que le mouvement des travailleurs soutenait les royalistes et les militaires. Ce n'est pas le cas. Voir Ungpakorn (2011).

En Thaïlande, seuls 4 % de la population active sont affiliés à un syndicat. Cependant, ce chiffre peut être trompeur. Dans la plupart des entreprises d'État et des grandes usines du secteur privé, tous les travailleurs ou du moins une grande majorité sont syndiqués. C'est le cas également dans d'autres secteurs, en particulier celui des banques. Le gros des forces syndicales se situe à Bangkok et dans les provinces qui entourent la région du Centre et de la ceinture industrielle de la côte Est. Une telle concentration leur confère plus d'influence que les chiffres ne le laissent supposer. Des grèves éclatent régulièrement et les affiliations se multiplient sur la côte orientale, en particulier dans l'industrie automobile et électronique.

En Thaïlande comme ailleurs, la bureaucratie syndicale jouit d'un meilleur niveau de vie que les simples affiliés. Cependant, des réseaux officieux de militants de base se sont organisés en « groupes régionaux », indépendamment de leur direction. Même des fédérations officielles, comme la Fédération des syndicats du textile, des vêtements et du cuir, sont parvenues à rassembler les militants de base de différentes organisations, sans l'aval ni de leurs hiérarchies respectives ni des congrès. En outre, ces groupes régionaux sont infiniment plus démocratiques que leurs organes de direction. Généralement élu chaque année, leur comité est composé de femmes et d'hommes de la base, représentant plusieurs secteurs professionnels et industries. Ces réseaux syndicaux de base permettent aux « syndicats d'entreprise » de construire des liens de solidarité au-delà de leur secteur.

Les syndicats existent depuis des années et des grèves se déroulent régulièrement, mais des facteurs idéologiques freinent l'action de la classe ouvrière, et ce pour plusieurs raisons. D'abord, le CPT, qui fédérait les travailleurs urbains dans les années 1940-1950, s'est éloigné des ouvriers au profit des paysans, lors de son virage maoïste dans le courant de la décennie 1960. C'est pourquoi, durant les trente dernières années, peu de militants de gauche étaient disposés à faire de l'agitation en milieu ouvrier. Après l'effondrement du CPT, les ONG ont commencé à influencer le mouvement ouvrier grâce à l'argent versé par des fondations américaines et allemandes et, plus récemment, à l'arrivée de fédérations syndicales « internationales ». C'est la deuxième explication de la faiblesse idéologique du mouvement syndical thaïlandais.

Les ONG de défense des travailleurs dirigées par des Thaïlandais sont financées par des associations comme l'« American Center

for International Labor Solidarity » ou le « Solidarity Center », subventionnés par l'AFL-CIO, ainsi que par la « Friedrich Ebert Stiftung », soutenue par le Parti social-démocrate allemand (SPD). Récemment, ces syndicats « internationaux » ont lancé des campagnes de recrutement dans certaines entreprises, non pour augmenter la combativité des ouvriers thaïlandais ou politiser davantage les syndicats, mais pour gonfler le nombre de leurs propres adhérents.

Ces ONG et fédérations internationales ont quelques positions communes. Elles sont prêtes à soutenir activement les syndicats et les luttes des travailleurs tant que celles-ci demeurent dans la légalité. Selon le droit du travail thaïlandais, les syndicats doivent rester « apolitiques » et la plupart des ONG s'opposent donc catégoriquement aux syndicalistes qui réclament des politiques socialistes ou souhaitent se constituer en parti. Le droit du travail rend également difficile l'organisation de grèves. Une brochure sur les syndicats, publiée en thaï par le Solidarity Center, réussit d'ailleurs l'exploit de passer les grèves sous silence et a fortiori la manière de les organiser.

De son côté, la Friedrich Ebert Stiftung finance des séminaires en faveur du socialisme libéral de la « troisième voie ». Ces ONG et syndicats internationaux entendent avant tout promouvoir des relations industrielles pacifiées et des syndicats « professionnels » centrés exclusivement sur des problématiques économiques. Certaines se prononcent également en faveur d'organes tripartites, composés des syndicats, du patronat et des représentants du gouvernement.

Les militants des ONG sont connus sous le nom de « *Pi-Lieng* » (les « nounous »). Ces « nounous » aident des « travailleurs infantilisés » à organiser des syndicats, les informent sur leurs droits prévus dans le Code du travail et leur apprennent à bien se comporter lors des conflits sociaux. Lorsqu'ils éclatent, plusieurs « nounous » sont envoyées pour accompagner la « populace[12] » lors des piquets de grève. Il leur arrive même de réprimander les travailleurs rebelles comme des enfants. Bien que les ONG et les syndicats internationaux aient permis à de nombreuses organisations de travailleurs de se constituer, ils entretiennent leur dépendance financière. Les

12. Le mot anglais *mob* est devenu un terme courant pour désigner les piquets de grève et les manifestations.

représentants syndicaux, quant à eux, mènent grand train, de séminaires en conférences, d'hôtels de luxe en voyages à l'étranger.

Par le passé, l'État a lui aussi essayé de s'immiscer et de contrôler les organisations syndicales, en les finançant directement ou en se servant des fonds des services de sécurité. Plus récemment, des partis politiques comme le TRT ont également versé de l'argent à des syndicalistes. Étant donné l'influence idéologique des ONG qui cherchent à éviter « les partis comme la politique », beaucoup de syndicalistes désireux de mener un combat politique se sont alors tournés vers le syndicalisme de lutte. Dans le contexte thaïlandais actuel, ce syndicalisme militant signifie se lancer dans la lutte de classes, organiser et soutenir les grèves et s'opposer à toute coopération avec l'État et les oligarques. Ses partisans se dresseront contre le coup d'État de 2006 et le PAD, et continuent aujourd'hui à résister à la dictature militaire. Le Groupe syndical de la région de Rangsit et le Groupe des travailleurs rouges pour la démocratie en sont de bons exemples.

Mais ces syndicalistes sont aussi très soucieux de préserver leur indépendance ; ils se méfient de tout parti et sont réticents à former leur propre organisation politique. Cela explique que les syndicalistes thaïlandais ne coopèrent que de loin avec le mouvement des « chemises rouges ». La faiblesse idéologique des organisations représentatives de travailleurs en Thaïlande et le manque d'intérêt des « chemises rouges » pour le mouvement ouvrier ont creusé une fracture profonde entre ces deux forces politiques.

Le rôle des ONG thaïlandaises[13]

Comme la plupart des pays dans le monde, la Thaïlande connaît une importante vague de contestation à la fin des années 1960 et au début de la décennie 1970. Elle culmine en octobre 1973, avec le renversement de la dictature militaire sous la pression des manifestations d'étudiants et de travailleurs. Le Parti communiste de Thaïlande (CPT), d'obédience maoïste, est l'organisation qui profite le plus de cette radicalisation, en particulier à la suite du massacre de dizaines de protestataires et d'étudiants en octobre 1976 par les élites dirigeantes. Cependant, la stratégie du CPT finit par échouer. Les ONG viendront occuper le vide laissé par la gauche.

13. Sur ce point, voir Ungpakorn (2009 ; 2004).

Au départ, en 2001, elles accueillent chaleureusement le gouvernement TRT de Thaksin, qu'elles pensent perméable à leurs idées. Et il l'était. Le TRT adopte le principe d'un système universel de soins de santé que défendent également les médecins progressistes et les ONG concernées. Cependant, les autres politiques sociales du gouvernement les prennent à contre-pied, car elles tendent à montrer aux villageois que les ONG ne font que « jouer » au développement. De plus, l'intervention accrue de l'État pour offrir aides et avantages sociaux aux villages va à l'encontre des idées autonomistes des ONG qui estiment que les communautés doivent s'organiser par elles-mêmes.

Le concept de communautés autosuffisantes, indépendantes de l'État et du marché, cher aux ONG, est une idée utopique et abstraite, qui n'est pas spécialement appréciée des populations rurales. En propageant de telles idées, les ONG courent le risque d'adopter un point de vue élitiste et de se convaincre du manque de discernement des paysans. Avec le vote massif des pauvres en faveur du TRT, elles se montreront encore plus condescendantes avec les villageois. En réalité, leur pratique a toujours été empreinte de paternalisme. En effet, beaucoup de dirigeants d'ONG thaïlandaises sont des militants autoproclamés issus de la classe moyenne, qui refusent les élections et croient que les associations doivent littéralement « materner » les paysans et les travailleurs.

Après la fin de la guerre froide, le rejet de la politique propre au courant postmoderne et autonome, ainsi que de toute analyse marxiste a permis aux militants post-CPT, comme ceux que l'on trouve dans les ONG thaïlandaises, de faire l'impasse sur la notion de classes, sur l'oppression de l'État et sur le besoin d'organisation politique. Leur intérêt se limite à faire pression sur le pouvoir, qu'il soit élu ou autoritaire. Ils associent les élections législatives, et en particulier les partis disposant d'une majorité de sièges, à une « dictature du parlement », idée qui justifie leur refus de défendre la démocratie parlementaire. Cette dégénérescence du politique explique pourquoi tant de militants d'ONG et des mouvements sous leur influence glisseront vers la droite, pour finir par soutenir les coups d'État militaires et le rétrécissement de l'espace démocratique.

Au début des manifestations anti-Thaksin, beaucoup d'ONG ont rejoint les rassemblements royalistes du PAD. Manifester contre les excès du gouvernement est légitime ; en revanche l'engagement des ONG au côté des royalistes du PAD et, ensuite, leur ralliement

à la junte, est à des années-lumière de ce qu'on peut considérer comme un authentique soutien à la justice sociale et à la démocratie. Après le coup d'État de 2006, des dirigeants d'ONG thaïlandaises, comme Rawadee Parsertjaroensuk (du Comité de coordination des ONG), Nimit Tienudom (du réseau Sida), Banjong Nasa (du réseau des Pêcheurs du Sud), Witoon Permpongsajaroen (du mouvement Écologie) et Sayamon Kaiyurawong (du Service des bénévoles thaïlandais), entre autres, se mettent en valeur dans l'espoir que les militaires les nomment sénateurs.

Le 23 mars 2006, Nimit Tienudom déclare, lors d'un rassemblement du PAD, que la plupart des partisans de Thaksin « *ignorent tout des agissements de ce gouvernement* » ; en substance, il les traite d'ignares, incapables d'avoir un jugement politique correct. Cette attitude paternaliste reflète le comportement de nombreux antidémocrates issus de la classe moyenne. En dépit de leurs apparentes bonnes intentions initiales, les dirigeants du monde associatif ont de plus en plus dérivé vers la droite réactionnaire et leur capacité, voire leur volonté de défendre et d'étendre la démocratie, est désormais irrémédiablement compromise[14].

Les mouvements sociaux après le coup d'État

Le plus impressionnant dans la réaction immédiate au coup d'État de mai 2014, c'est la vitesse à laquelle les manifestations ont été organisées et leur ampleur. Au lendemain du putsch et durant trois jours, des protestations de masse éclatent dans de nombreux quartiers de Bangkok, mais aussi à Chiang Mai et dans d'autres villes. Ces mobilisations sont spontanées, mais il ne faudrait pas en conclure qu'elles sont « désorganisées ». Les défenseurs de la démocratie viennent de passer des années à construire leurs propres réseaux de base, indépendants de Thaksin, de Yingluk, du Pheu Thaï et des chefs traditionnels des « chemises rouges » de l'UDD. Et ce sont eux qui forment le cœur de ces manifestations. Bien entendu, un grand nombre de « chemises rouges », partisans de l'UDD, y prennent part également.

Défier la junte militaire et faire face à des soldats armés qui ont déjà montré dans le passé qu'ils n'hésitent pas à ouvrir le feu sur des manifestants désarmés, exige du courage. Certains militants seront arrêtés et emmenés, tandis que d'autres seront enlevés. Beaucoup

14. Pour une relation similaire sur le cas d'Haïti, voir Hallward (2007).

recevront l'ordre de se rendre dans des bases militaires pour des « séances de modification du comportement ». D'autres seront internés dans des casernes. Les personnes accusées de délits seront jugées par un tribunal militaire et condamnées à des peines de prison ; certains pour crime de lèse-majesté[15]. Finalement, les manifestations s'éteindront.

Durant la première moitié de 2015, des révoltes étudiantes éclatent. De jeunes militants du Mouvement pour la nouvelle démocratie et du Dao Din lancent un défi à toutes les forces démocratiques. Il ne suffit pas de louer le courage de ces jeunes ni de leur souhaiter tout le succès possible, ce que beaucoup ont déjà fait. Si nous demeurons simples spectateurs pour ne voir, dans l'action de ces quelques étudiants, qu'une bravade symbolique contre la junte militaire, la dictature ne sera jamais renversée. Cependant, se contenter de lancer des appels à l'action, à l'instar de ces jeunes, ne conduit pas automatiquement à un soulèvement de masse contre l'armée. Nous devons tirer les leçons de l'insurrection du 14 octobre 1973 contre la dictature, lorsqu'un demi-million d'étudiants et de travailleurs sont descendus dans les rues de Bangkok, ont affronté les blindés et battu les militaires. Cette révolte éclata à la suite de l'arrestation de militants, mais le contexte de l'époque était bien différent.

Gardons à l'esprit que ces événements ne sont pas survenus *ex nihilo*. Les étudiants et ouvriers de l'époque étaient encadrés par des organisations de masse, et la répression militaire souleva une telle colère qu'elles lancèrent un demi-million de personnes dans les rues. À cela s'ajouta l'influence du Parti communiste dans la construction d'une critique cohérente et claire de la société, quand bien même ne joua-t-il officiellement qu'un rôle mineur dans l'organisation de l'insurrection. Nous avons par-dessus tout besoin d'organisations de masse et non de réseaux fragmentés. Les « chemises rouges » étaient un mouvement de ce type, mais la direction de l'UDD l'a relégué au placard. C'est à nous tous de relever le défi et de reconstruire un mouvement de défense de la démocratie, capable de répondre à l'appel lancé par ces étudiants.

L'absence d'un parti politique de gauche soulève aussi quelques difficultés. Si nous observons la société thaïlandaise, nous voyons que les pseudos « mouvements populaires » dirigés par les ONG

15. Pour plus de détails sur cette loi, voir Ungpakorn (2011b).

sont aveuglés par leur adhésion à l'idéologie postcommuniste et leur focalisation sur des problèmes ponctuels. Les étudiants du mouvement Dao Din, qui s'étaient impliqués dans des problèmes communautaires locaux, ont dépassé cette idéologie. Ils ont milité à la fois pour le droit à la terre et contre la dictature. Une telle approche est vitale. Les militants du 14 octobre 1973 liaient mécontentement populaire et lutte contre l'armée. C'était le secret de leur force. Et c'est d'un mouvement de ce type dont nous avons besoin aujourd'hui.

La junte militaire est en train d'établir un système politique autoritaire semblable à celui de la Birmanie. Une nouvelle Constitution est en cours de rédaction, bien que sa dernière ébauche ait été rejetée en septembre 2015. Les nombreux projets déjà publiés nous montrent que la junte tend à étendre la durée de la dictature, même si des élections sont malgré tout programmées[16]. Peut-on construire un mouvement de masse en faveur de la démocratie, capable d'intégrer tous les problèmes urgents de la société thaïlandaise et de lier parti politique organisé et mouvement ouvrier ? Tel est le défi qui se pose aujourd'hui aux défenseurs de la démocratie.

Traduction de l'anglais : Naïm Al-Zemmouri

Bibliographie

Beinin J. (2009), « Workers' struggles under "socialism" and neoliberalism », dans El-Mahdi R. & Marfleet P. (dir.), *Egypt. The Moment of Change*, Londres-New York, Zed Books.

Caldwell J. C. (1967), « The Demographic Structure », dans Silcock T. H. (dir.), *Thailand. Social and Economic Studies in Development*, Acton, Australian National University Press.

Cosananund J. (2003), « Human Rights and the War on Drugs : Problems of Conception, Consciousness and Social Responsibility », *Thailand Human Rights Journal*, n° 1.

Davidson N. (2014), « Right-Wing Social Movements : The Political Indeterminancy of Mass Mobilisation », dans Barker C., Cox L., Krinsky J. & Nilsen A. G. (dir.), *Marxism and Social Movements*, Chicago (Ill.), Haymarket Books.

Hallward P. (2007), *Damming the Flood, Haiti, Aristide, and the Politics of Containment*, New York, Verso.

Hewison K. (1996), « Emerging Social Forces in Thailand. New Political & Economic Roles », dans Robison R. & Goodman D. S. G. (dir.), *The New Rich in Asia*, Londres, Routledge.

16. Pour une brève analyse de la dernière version du projet de Constitution, rejeté en septembre 2015, voir Ungpakorn (2015).

Hewison K. (2003), « Crafting a new social contract : Domestic capitalist responses to the challenge of neoliberalism », dans Ungpakorn G. J. (dir.), *Radicalising Thailand : New Political Perspectives*, Bangkok, Institute of Asian Studies.

Glassman J. (2003), « Interpreting the economic crisis in Thailand : Lessons learned and lessons obscured », dans Ungpakorn G. J. (dir.), *Radicalising Thailand : New Political Perspectives*, Bangkok, Institute of Asian Studies.

Ingram J. C. (1971), *Economic Change in Thailand 1850-1970*, Palo Alto, Stanford University Press.

Krinsky J. (2014), « Marxim and the Politics of Possibility : Beyond Academic Boundaries », dans Barker C., Cox L., Krinsky J. & Nilsen A. G. (dir.), *Marxism and Social Movements*, Chicago (Ill.), Haymarket Books.

Pearce J. (1997), « Civil Society. The Market and Democracy in Latin America », *Democratisation*, vol. 2, n° 4.

Phongpaichit P. & Baker C. (2004), *Thaksin. The Business of Politics in Thailand*, Chiang Mai, Silkworm Books.

Pye L. (1990), « Political Science and the Crisis of Authoritarianism », *American Political Science Review*, vol. 1, n° 84.

Rodan G. (1997), « Civil Society and Other Political Possibilities in Southeast Asia », *Journal of Contemporary Asia*, vol. 2, n° 27.

Scott J. C. (1985), *Weapons of the Weak : Everyday Forms of Peasant Resistance*, New Haven, Yale University Press.

Ungpakorn G. J. (2001), « The Political Economy of Class Struggle in Modern Thailand », *Historical Materialism*, n° 8.

Ungpakorn G. J. (2004), « NGOs : Enemies or Allies ? », *International Socialism Journal*, n° 104.

Ungpakorn G. J. (2006), « The Impact of the Thai “Sixties” on the People’s Movement today », *Inter-Asia Cultural Studies*, vol. 4, n° 7.

Ungpakorn G. J. (2007), *A Coup for the Rich*, Royaume-Uni, Workers Democracy Publishing.

Ungpakorn G. J. (2009), « Why have most Thai NGOs chosen to side with the conservative royalists, against democracy and the poor », *Interface : a journal for and about social movements*, vol. 2, n° 1.

Ungpakorn G. J. (2010), *Thailand’s Crisis and the Fight for Democracy*, Royaume-Uni, Workers Democracy Publishing.

Ungpakorn G. J. (2011a), « Thai Spring ? », texte présenté à la 5e Conférence annuelle du Nordic NIAS Council, Forum pour les études asiatiques/NIAS, Suède, Université de Stockholm.

Ungpakorn G. J. (2011b), « Lèse-Majesté, the Monarchy, and the Military in Thailand », Department of Peace and Conflict Studies (Pax et Bellum), Suède, Université d’Uppsala.

Ungpakorn G. J. (2015), « Thai Junta’s draft constitution pushes democracy back indefinitely », *Uglytruth-Thailand*, 30 août.

Walker A. (2008), « The Rural Constitution and the Everyday Politics of Elections in Northern Thailand », *Journal of Contemporary Asia*, vol. 1, n° 38.

Amérique latine

Amérique latine : des mobilisations de droite occupent les rues[1]

Esteban de Gori, Camila Vollenweider,
Ava Gómez et Bárbara Ester[2]

Traditionnellement occupées par la gauche, les rues de plusieurs pays latino-américains sont devenues l'espace d'expression privilégié d'une droite radicalisée, en guerre contre les politiques redistributives, la corruption, l'insécurité. L'ampleur des manifestations témoigne de sa capacité à tirer parti des réseaux sociaux et d'une subjectivité contemporaine marquée par la méfiance vis-à-vis de l'État et du politique.

En Amérique latine, les mouvements progressistes ont longtemps eu un rapport privilégié aux rues et places bondées, en accord avec leur volonté d'encourager la participation collective dans l'espace public. Cette actualisation symbolique de la solidarité entre égaux participait d'un projet politique s'opposant à un néolibéralisme d'exclusion. La mobilisation citoyenne était indissociable de ces politiques gouvernementales qui visaient à incorporer de vastes secteurs de la population, auparavant marginalisés, à la citoyenneté. Les rassemblements populaires accompagnaient en quelque sorte les dirigeants dans leur projet d'élargissement des droits, de développement de la consommation et de réalisation de revendications historiques.

---

1. Article publié sur www.celag.org le 17 avril 2017 sous le titre : « Derechas outdoors, la marcha de los oposicionistas ».
2. Politologues et sociologues, chercheurs au Centro Estratégico Latinoamericano de Geopolítica – CELAG, Amérique latine.

La rue contre l'État

Toutefois, cette idylle politique a buté sur les obstacles propres au monde globalisé. L'alliance « post-politique » des secteurs conservateurs a bâti un imaginaire convertissant l'espace public en un champ de mines. La référence des réseaux au pacifisme blanc – « pas de conflit » – et la revendication du droit à la libre circulation, privilégiant l'image du citoyen « occupé », s'opposèrent aux manifestations dans l'espace urbain. Mais cette stratégie a manqué d'efficacité, la mobilisation dans chacun des pays d'Amérique latine n'ayant pas disparu. Les manifestations urbaines perdurent en tant que mode d'action politique pertinent pour contrer ou corriger des actions gouvernementales. Une place bondée est plus qu'une simple place, elle est une caisse de résonance d'éventuels scénarios électoraux ou d'actions futures.

Les mouvements de droite ont néanmoins graduellement changé leur rapport à l'espace public, dans un contexte régional dominé par des politiques institutionnelles de redistribution. Ils se sont réinventés et ont reconfiguré leurs stratégies par le biais des technologies et des réseaux favorisant la circulation de leurs messages et propositions. La première irruption massive des mouvements de droite sur la place publique est survenue au Venezuela en 2002, contre le gouvernement d'Hugo Chávez, avant d'être imitée dans d'autres pays menant des expériences progressistes.

Ces droites ont réussi ces dernières années à capitaliser sur le mécontentement né de l'impact de la crise internationale et de la baisse des cours des matières premières. En guise d'illustrations de la capacité de mobilisation des droites au niveau régional, citons les rassemblements contre l'augmentation des retenues sur les exportations agricoles en Argentine, contre les lois sur la succession et sur la plus-value et la spéculation en Équateur, contre les politiques sociales menées par Dilma Roussef au Brésil.

Si les médias jouent un rôle clé pour ce qui est du conflit des imaginaires et de la manipulation des émotions, la rue a une puissance évocatrice propre que la droite est déterminée à investir. Mais la sociabilité qu'elle y construit est réservée à des espaces sociaux en conformité avec les attentes des classes moyennes et supérieures : on s'y mobilise « par décision personnelle ». Des sujets politiques individuels « auto-mobilisés » revendiquent le retrait de l'État, ou à tout le moins l'annulation des mesures publiques qu'ils jugent les plus sujettes à conflit.

Les droites se présentent sous la forme de l'« individu » assiégé par un projet étatique. À l'inverse des gouvernements progressistes, qui défendent généralement des politiques axées sur l'intérêt universel ou collectif, les droites s'efforcent de redonner sens à la culture politique libérale et à ses discours sur l'État minimal. À leur tour, elles cherchent à tirer parti d'un trait caractéristique du monde contemporain : la suspicion permanente envers la politique et les politiciens.

C'est parce qu'elles ont pu déchiffrer la subjectivité actuelle que les sphères conservatrices ont suscité l'action. Empiriquement fondées ou non, les accusations contre la corruption et l'insécurité ont approfondi la suspicion envers la politique comme envers le vivre ensemble. L'État est perçu comme interventionniste dans le domaine économique, mais laxiste envers les délinquants, refusant ainsi d'exercer sa « véritable » fonction politique. Que les droites mobilisent des sociabilités contre certaines politiques en vue d'accéder à l'État n'est pas original en soi. L'efficacité avec laquelle elles articulent un discours de polarisation aux accents revanchards leur donne néanmoins une capacité de mobilisation surprenante.

La stratégie de réorganisation des subjectivités postmodernes contre les politiques progressistes a converti les droites en tant qu'espaces capables d'exercer des pressions politiques… et de causer des dommages. L'utilisation combinée des médias, des réseaux sociaux et des manifestations sur la place publique a été couronnée de succès dans plusieurs pays. Les deux instruments – places publiques et moyens de communication – se nourrissent mutuellement grâce à la puissance de l'image ; ils ont permis de configurer un cadre que la droite institutionnelle a géré avec habileté.

Le cas argentin a récemment innové en la matière : l'appel à occuper l'espace public adressé à des classes moyennes et supérieures qui se reconnaissent dans leurs distinctions sociales et culturelles face aux « syndicalistes » et aux « kirchnéristes ». Des regroupements qui enhardissent leurs dirigeants et légitiment la poursuite de politiques conservatrices. Les droites existent par leur image, par « ce qui se voit ». La pression électorale exercée par les partis conservateurs, la pénurie ou l'inflation engendrées par des groupes d'entreprises sont immatérielles, ne se voient pas. Une place publique, bien.

Argentine : mobiliser contre l'« héritage kirchnériste »

En Argentine, c'est à l'année 2008 que remontent les premières manifestations de la droite, avec le *lock-out* (grève patronale), un exercice de musculation que le secteur agricole utilisera pendant quatre mois afin de s'opposer au projet de loi modifiant le montant des prélèvements publics sur les exportations. Les protestataires eurent recours à l'interruption des approvisionnements et des activités, ainsi qu'au barrage des routes. D'autres revendications suscitèrent la mobilisation des classes moyennes urbaines au cours des années suivantes, comme la fin de la restriction de l'achat de devises ou l'élucidation de la mort du procureur Nisman. Les secteurs de droite n'ont cessé de durcir leur discours de classe, teinté de misogynie, durant le gouvernement de Cristina Fernandez de Kirchner.

Mais quelque chose a pourtant changé en Argentine le 1er avril 2017. La marche réalisée ce jour-là dans les rues de la capitale n'a pas été organisée par l'opposition, mais par le parti au pouvoir. Le fantôme du gouvernement antérieur revenait de manière lancinante dans la liturgie des manifestants : « *Ne revenez plus !* » et « *L'Argentine sans Cristina !* ». En dépit de ses appels à la fin des divisions et à l'union de tous les Argentins, le gouvernement de Mauricio Macri n'a eu de cesse d'attiser le climat de polarisation politique. Ce faisant, il a réussi à déplacer l'attention de l'opinion publique : c'est de la gestion passée, de l'héritage « kirchnériste », que parlent ses partisans, et non de la gestion actuelle[3].

Le gouvernement n'a néanmoins pas appuyé officiellement la manifestation, par crainte d'une faible mobilisation de ses partisans. L'appel à la marche, diffusé par le canal des réseaux sociaux et présenté comme « indépendant » et « en défense de la démocratie », a finalement dépassé les espérances de l'exécutif. Quel est ce danger contre lequel les manifestants voulaient « défendre » la démocratie ? La réponse est à chercher du côté de la multiplication, le mois précédent la marche, des manifestations des secteurs populaires contre les politiques néolibérales du gouvernement Macri et leurs répercussions sociales : augmentation du chômage, des prix du gaz et de l'électricité, ouverture aux importations et croissance de l'endettement.

3. L'usage politique de l'expression « kirchnérisme » permet d'assimiler les critiques de l'actuelle gestion aux membres ou sympathisants du gouvernement antérieur.

Le 6 mars 2017, les enseignants réclamèrent la convocation de la commission paritaire nationale, afin d'ajuster leur salaire au contexte d'inflation. Le lendemain, c'est la Confédération générale du travail (CGT), sous la pression de sa base, qui appela à une grève générale en défense de l'emploi, contre la chute du salaire réel et les licenciements. Le 8 mars, la célébration de la journée internationale de la femme prit des accents antigouvernementaux, suite à la fermeture des agences de protection des femmes victimes de violences familiales et au repositionnement du rôle de la femme que la coalition au pouvoir prône depuis plus d'un an. Le 22 mars, faute d'un accord, les enseignants se mobilisèrent à nouveau.

Le 24, jour de commémoration du dernier coup d'État, une bataille culturelle s'engagea logiquement contre une équipe gouvernementale mettant publiquement en doute le nombre de victimes du génocide et commuant les peines infligées aux oppresseurs. Enfin le 30 mars une nouvelle grève eut lieu, convoquée par les deux centrales des travailleurs argentins cette fois, réclamant l'arrêt des licenciements et un virage à 180 degrés en matière économique. Aucune de ces mobilisations n'a menacé la continuité de l'administration Macri, les revendications du mois de mars s'accordant parfaitement au jeu démocratique. Toutefois ces manifestations furent interprétées comme de nature putschiste par les cyber-organisateurs de la marche du 1er avril, qui inclurent parmi leurs slogans : « *Fous-nous la paix, Baradel*[4] » et « *Les enfants à l'école* ».

Cette marche s'est par ailleurs distinguée par son caractère générationnel. À la différence de la composition habituelle des manifestations dans le pays, la participation des jeunes a été faible. Elle a eu lieu un samedi après-midi, conformément à l'imaginaire des manifestants, qui désapprouvent les actions affectant la libre circulation du trafic, renforçant leur perception d'eux-mêmes comme « travailleurs ». La logique sous-jacente à la représentation de « ceux qui travaillent dignement » s'inscrit dans une vision xénophobe et élitiste opposant la population blanche, qui paie l'impôt, aux « noirs qui refusent de travailler ». C'est à ces derniers qu'est adressé le slogan : « *Il faut chanter, il faut chanter, les* piqueteros *au travail* ».

Heureusement surpris par le ralliement d'une fraction non négligeable de citoyens, Mauricio Macri célébra sur Twitter l'appui reçu,

4. Roberto Baradel est le secrétaire général du Syndicat unifié des travailleurs de l'éducation de Buenos Aires et de la Centrale des travailleurs d'Argentine à Buenos Aires.

dont il souligna le caractère spontané (« *sans transport collectif, ni sandwich* »). Cette démonstration de force a certainement légitimé le surcroît de répression envers les militants qui bloquèrent les autoroutes lors de la grève générale cinq jours plus tard, puis contre les enseignants qui tentèrent d'installer une école itinérante en face du congrès le dimanche suivant. L'Argentine répressive est en marche.

Brésil : un antipolitisme sélectif

Au Brésil, les classes moyennes et supérieures ont arpenté les rues des grandes villes brésiliennes en 2015 et 2016 pour réclamer la destitution de la présidente Dilma Roussef, (ré-)élue en 2014, et la fin de la corruption du système politique, attribuée au Parti des travailleurs (PT). L'appel à la mobilisation avait été lancé à travers les réseaux sociaux par des groupes de citoyens se présentant comme non partisans : le Movimento Brasil Livre, le Movimento VemPrarua, Revoltados Online et le Movimento Endireita Brasil[5]. Si chacun de ces groupes a son agenda propre, ils se sont retrouvés dans le rejet du gouvernement du PT et le soutien à l'intervention judiciaire dans la gigantesque affaire de corruption « Lava jato » (« Car wash »)[6].

Les manifestations de 2015 et 2016 étaient représentatives des classes moyennes et supérieures. Selon les estimations de l'institut de sondage *Datafolha*, 73 % des participants à la grande manifestation de mars 2016 avaient plus de trente-cinq ans et 77 % ont

5. Le Movimento Brasil Livre (Mouvement Brésil Libre), essentiellement composé de jeunes étudiants, défend la transparence des institutions, le marché libre et la fin des mesures favorables aux couches sociales les plus vulnérables. Méritocratiques, ses adhérents plaident pour la suppression des programmes sociaux et des mesures de discrimination positives destinées à améliorer la situation de groupes spécifiques tels que la population de descendance africaine, les femmes et la communauté LGBT. VemPrarua (Viens dans la rue) a originellement été créé lors de la campagne présidentielle de 2014, avec l'objectif de soutenir le candidat de la droite, Aécio Neves, du Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB). Notons que ce dernier parti est relativement modéré dans ses revendications, ses membres étant davantage tournés vers la lutte contre la corruption que vers l'appel à l'armée et à la destitution de la présidente. Endireita Brasil (Passe à droite, Brésil), défend l'arrêt de l'intervention de l'État dans l'économie. Il est également lié politiquement au PDSB. Enfin, Revoltados Online est le groupe le plus extrémiste, au sens où il promeut le retour des militaires et se donne comme référent le tristement célèbre député d'extrême droite Jair Bolsonaro (Parti progressiste – PP).

6. L'opération « Lava jato » est une enquête de la police fédérale brésilienne, entamée en 2014, sur un système de corruption tentaculaire impliquant des grandes entreprises nationales, dont la société publique Petrobras et des personnalités politiques de tous bords. Les investigations contribueront à la destitution de la présidente Dilma Roussef (août 2016) et déboucheront sur de nombreuses condamnations, dont celle, le 12 juillet 2017, de l'ancien président Luiz Inácio da Silva à neuf ans de prison.

déclaré être de couleur blanche. Détail important : 94 % ont affirmé ne pas appartenir à l'un des groupes organisateurs de la manifestation. Les principaux slogans arborés par les manifestants étaient « *Dehors Dilma* », « *Dehors le PT* » et « *Assez de corruption* », reflétant le sentiment des participants que les maux du pays étaient le produit de la gouvernance du PT. Il y eut cependant des messages dirigés contre la classe politique en tant que telle. Plusieurs politiciens appartenant à différents partis, le PSDB en particulier, étaient néanmoins présents dans les manifestations dans certaines villes, suscitant généralement l'adhésion.

Parmi les autres mots d'ordre les plus fréquents, citons celui d'*« Impeachement immédiat ! »*, ceux défendant l'enquête sur le « Lava jato » et sa figure la plus connue, le juge Sergio Moro, (« *Moro, nous sommes avec toi* »), ceux s'en prenant à l'impôt (« *Où vont nos impôts ?* », « *Moins d'État, moins d'impôts* ») et ceux exigeant une réforme politique. Le souhait d'un retour au pouvoir des militaires (« *Intervention militaire, oui* ») était également visible. La dimension « spontanée » de la participation à ces manifestations fut également mise en évidence, par opposition aux rassemblements progouvernementaux (« *Je suis venu gratuitement !* »).

Les manifestations de la droite cessèrent suite à la destitution de Dilma Roussef via la procédure d'*impeachment* et à la mise en cause d'une bonne partie du spectre politique, au-delà du PT, par les enquêteurs du « Lava jato ». La rue fut réoccupée le 26 mars 2017, mais le niveau de mobilisation fut notablement moindre. Alors que le remplaçant de Dilma Roussef s'attaquait aux travailleurs, aux populations indigènes, à l'environnement et aux systèmes d'éducation et de santé publiques, les revendications se focalisèrent sur le soutien à l'opération « Lava jato » et sur la fin de l'impunité de la classe politique, mais épargnèrent le gouvernement, pourtant lui-même objet de plusieurs accusations de corruption.

Colombie : le spectre du « castro-chavisme »

En Colombie, la mobilisation et la présence dans la rue sont au centre des stratégies de positionnement et de revendication de l'extrême droite depuis deux ans. L'objectif des manifestations récentes de l'« uribisme[7] » est en effet de placer une série d'événements dans

7. Courant politique conservateur se réclamant des politiques menées par Álvaro Uribe, président de 2002 à 2010.

la perspective des élections de 2018, en utilisant le désenchantement populaire suite au ralentissement économique comme tremplin. La première démonstration de force eut lieu le 2 avril 2016, durant la période délicate du « préaccord[8] ». La rhétorique du refus – « *Non* + » – est depuis lors devenue la synthèse des malheurs supposés des citoyens : « *Non à l'impunité* », « *Non à l'abandon du pays aux FARC* » et, pour la droite la plus extrême en association avec certaines factions des églises catholique et évangélique, « *Non à l'idéologie du genre* ».

La première manifestation a marqué les esprits et séduit plusieurs secteurs de la société colombienne, des ultraconservateurs aux mécontents de l'exécutif. La stratégie discursive a fait mouche, en alimentant la crainte des Colombiens de connaître un scénario à la Venezuela, un pays diabolisé par les médias colombiens, notamment ceux appartenant à l'ultraconservateur Ardila Lülle (*RCN Radio*, *RCN Télévision* et *NTN24*). L'impact de la marche a été amplifié par les réseaux sociaux, où une légion d'activistes s'est employée à déverser une cascade d'images, de vidéos et de comptes rendus de l'événement. Cette mobilisation de l'extrême droite fut suivie d'autres, qui attirèrent toujours plus de personnalités du conservatisme, comme le jour de la signature de l'accord de paix à Carthagène, où une manifestation d'opposition rassembla l'ancien et très controversé procureur général Alejandro Ordóñez, Álvaro Uribe et deux pasteurs célèbres des Églises évangéliques.

Le gouvernement a longtemps négligé ces séquences de musculation politique dans la rue, dont l'influence ne paraissait guère dépasser la sphère des réseaux sociaux. Il subit néanmoins un revers retentissant lorsque le Non l'emporta lors du plébiscite sur l'accord de paix conclu avec les FARC. Un résultat imprévu qui surprit jusqu'aux partisans d'Uribe. La nouvelle donne obligea l'extrême droite à ajuster son discours. « *Les partisans du Non souhaitent également la paix, mais nous pensons qu'il n'y aura pas de paix sans justice* » déclara Uribe dès l'annonce des résultats. Un repositionnement indispensable face à l'avalanche de critiques nationales et internationales. C'est à force de mensonges que les partisans du

8. En référence aux négociations entre le gouvernement Santos et les guérilleros des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), qui ont débouché le 26 septembre 2016 sur la signature d'un accord de paix historique.

Non, issus des couches les plus rétrogrades de la société colombienne, avaient travaillé l'opinion publique nationale.

L'affaire Odebrecht éclata à point nommé pour l'opposition. Si certaines figures notoires de l'uribisme étaient impliquées dans le scandale de cette entreprise brésilienne, le parti au pouvoir fut désigné comme seul responsable du niveau élevé de corruption dans le pays. Ce développement offrit l'opportunité d'une remobilisation des uribistes, le 1er avril 2017, « *contre la corruption* » cette fois. Depuis son fief politique de Medellin, Alvaro Uribe réclama la démission du président Santos, avant d'entraîner une nouvelle fois dans la rue une extrême droite vêtue de drapeaux colombiens et de chemises de la sélection de football.

Si la mobilisation n'a pas atteint les niveaux de l'année précédente, elle a néanmoins permis au mouvement conservateur de poser les axes discursifs qui baliseraient la campagne de 2018. Les symboles utilisés renforcent une conception particulière du patriotisme, qui permet aux participants de s'identifier comme les défenseurs de la souveraineté nationale contre l'« *invasion du castro-chavisme* » et de la moralité contre la corruption. Si cette stratégie a payé lors de la mise en discussion du processus de paix, rien n'indique qu'elle permettra un niveau de participation collective susceptible de peser sur le scénario électoral de 2018.

Équateur : rassembler au-delà de la droite contre l'État

En Équateur, les droites ont conquis de nouvelles positions depuis 2015. Elles sont parvenues cette année-là à orchestrer des manifestations de grande ampleur, essentiellement composées de citoyens des couches urbaines et favorisées de la société, contre les projets de loi sur l'héritage et la plus-value. L'opposition au gouvernement s'est construite sur des éléments culturels et discursifs qui réactualisent la longue tradition libérale équatorienne, ainsi que sur la critique du modèle économique promu par le président Rafael Correa.

Le débat économique sur les mesures visant à surmonter l'impact de la crise internationale a alimenté la contestation dirigée contre le parti au pouvoir. Il va de soi que les classes moyennes ne critiquaient pas une proposition de loi, dont les principaux destinataires étaient les entrepreneurs, pour elle-même, mais cette initiative fut amalgamée à d'autres griefs partagés par de plus amples secteurs de la société. Ce nouvel empiétement de l'État sur les

individus s'est commué en « un problème » pour tous, une nouvelle invasion des biens individuels engendrée par l'exercice de l'autorité présidentielle. Les expressions les plus visibles parmi les pancartes des manifestants étaient celles de « *confiscation* » et de « *vol* ». L'opposition joua habilement de cette mobilisation pour élargir son audience, traditionnellement limitée aux élites de la droite, et s'attirer des secteurs en délicatesse avec le gouvernement, en particulier les classes moyennes et les indigènes.

L'appel à participer « sans drapeaux » conféra à la mobilisation une dimension post-politique visant à évacuer les intérêts partisans et le conflit politique. Bien entendu ces mobilisations sont traversées par une discursivité politique profonde et expriment des intérêts particuliers, mais elles imposent une signification du politique qui limite ce dernier à l'État et présente l'opposition comme un « lieu vierge de politique ». Le mythe d'un État « Robin des bois » qui « te dévalise » active des peurs politiques profondes.

Les élections présidentielles et les tensions à propos des résultats du second tour ont permis une remobilisation de l'opposition, qui a à nouveau enfourché le cheval de la méfiance postmoderne et néolibérale à l'égard de l'État. La confirmation de la victoire du candidat de gauche, après recomptage des voix, n'a pas neutralisé cet imaginaire politique. Que du contraire, tout indique qu'il a de beaux jours devant lui.

Traduction de l'espagnol : Ignace Hecquet et François Polet

Brésil : la chute du Parti des travailleurs et la percée conservatrice[1]

Esther Solano Gallego[2]

Le Parti des travailleurs a emporté une grande partie de la gauche brésilienne dans sa chute. La destitution de Dilma Rousseff, qui libère le terrain aux forces conservatrices et néolibérales, a achevé une trajectoire de décrochage des secteurs sociaux à l'origine du parti, sur fond de ras-le-bol citoyen face à la corruption. Les forces progressistes devront se ressourcer auprès des nouveaux acteurs en lutte dans les quartiers populaires.

Quelques mois après la destitution de la présidente Dilma Rousseff, les principales composantes du scénario ayant bouleversé le fonctionnement démocratique du Brésil apparaissent plus nettement. Le premier carburant de ce processus réside dans l'attitude du gouvernement du Parti des travailleurs. Les mauvais résultats économiques et l'incompétence du cabinet de Dilma Rousseff face à la crise ont largement contribué à l'augmentation du mécontentement social envers l'exécutif. Dans un système hypercapitaliste, les performances économiques imprègnent la confiance démocratique de manière telle qu'en période de récession économique, les démocrates « ambivalents », ceux qui défendent le recours à des solutions autoritaires ou antidémocratiques pour sortir de la crise, gagnent du terrain.

---

1. Article paru dans *Nueva Sociedad,* n° 266, Buenos Aires, novembre-décembre 2016, sous le titre : « Brasil : la caída del PT y el ascenso conservador ».
2. Sociologue, professeure de relations internationales à l'Université fédérale de São Paulo (Unifesp, Brésil), spécialiste des conflits politiques et des mouvements sociaux.

L'inaptitude au dialogue de la présidente Rousseff, qui a toujours privilégié la technocratie, n'est un secret pour personne. Cette inaptitude est un problème particulièrement grave dans un système de présidentialisme de coalition caractérisé par une très forte fragmentation partisane (comme c'est le cas au Brésil), où il n'est pas possible de gouverner durablement sans un dialogue continu avec le parti lui-même, la base alliée et l'opposition. Ce dialogue n'ayant été mené avec aucun des trois acteurs, l'ancienne présidente est parvenue à irriter à la fois le Parti des travailleurs, la base alliée et l'opposition.

Le deuxième ensemble de raisons est lié aux décisions politiques du Parti des travailleurs. Rappelons que le parti qui a engagé le processus de destitution, le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB, centre), est un allié historique des gouvernements de Luiz Inácio Lula da Silva et de Dilma Rousseff (cette alliance s'est d'ailleurs concrétisée par la nomination de Michel Temer au poste de vice-président, d'où il s'est propulsé jusqu'au palais du Planalto[3]). Le lulisme a choisi la conciliation pour éviter de provoquer ruptures et confrontations avec les oligarchies économiques, politiques et médiatiques. Cette décision lui a permis de gouverner, mais à un prix qui s'est par la suite avéré très élevé.

Les alliances et les relations avec les groupes qui représentaient les pires aspects de l'ancienne politique ont fini par faire du PT un parti « comme les autres », qui a perdu son âme dans la logique du pouvoir de Brasilia. Ce faisant, le parti s'était détaché de la base sociale qui l'avait vu et fait naître. Il n'incarnait plus la lutte pour des valeurs progressistes face à la percée conservatrice et répressive ou aux groupes religieux fondamentalistes. Les femmes, les jeunes noirs des périphéries, les groupes LGBT et les autochtones s'étaient fréquemment sentis trahis par les politiques du gouvernement du PT.

Retour des élites au pouvoir

Enfin, le facteur le plus important pour comprendre le processus de destitution réside dans le désir de certains groupes politiques et économiques, qui ont été avantagés par les politiques du PT mais ne se sont jamais sentis représentés par ce dernier. En ce sens, ce processus comporte une composante de classe fondamentale.

3. Siège de la présidence.

Les politiques d'inclusion de millions de citoyens pauvres, mises en place par le PT via l'augmentation du salaire minimal et différents outils de redistribution des revenus (comme le fameux programme *Bolsa Família*) dérangeaient ceux qui souhaitent conserver leurs privilèges à l'intérieur d'une société inégalitaire, conservatrice et répressive. L'enquête réalisée en collaboration avec Pablo Ortellado dans les manifestations en faveur de la destitution a révélé la prégnance de tonalités classistes et racistes parmi les mécontents.

La mise en œuvre de politiques favorables aux plus pauvres a engendré un climat de tension entre les classes et la libération des discours de haine, très présents dans le quotidien politique et social : 70,9 % des manifestants ont déclaré que la discrimination positive dans les universités encourageait le racisme ; 60,4 % que le programme de redistribution des revenus de *Bolsa Familia* « finançait les paresseux » ; 86,4 % que la meilleure façon de ramener la paix dans la société était de durcir les peines infligées aux criminels et 70,4 % ont affirmé croire au discours de la méritocratie[4].

Avec la fragilisation de la gauche, le conservatisme fondamentaliste, répressif et rétrograde gagne du terrain. Des propositions de loi comme celles de la flexibilisation du port d'arme ou de la baisse de l'âge de la responsabilité pénale, et des initiatives comme la très controversée « École sans parti » (qui interdit les manifestations politiques des professeurs et des étudiants à l'intérieur des écoles) progressent rapidement parmi les protestations étudiantes.

Les premières mesures adoptées par le gouvernement de Michel Temer montrent clairement que son intention est d'introduire une gestion privée, de réduire les dépenses publiques et de réformer la législation du travail brésilienne de façon à « flexibiliser » le marché du travail. D'autre part, les tendances régressives et conservatrices, déjà apparues dans le gouvernement Rousseff, se renforcent, puisque les groupes parlementaires représentant les entrepreneurs, l'agrobusiness et les fondamentalistes évangéliques comptaient parmi les alliés de Temer lors du processus de destitution.

Nous savons tous qu'en politique, aucune alliance n'est gratuite : toutes ont un prix, et celui-ci fut élevé, en l'occurrence. Accompli le

4. Les détails complets de l'enquête menée pendant les manifestations pour et contre la destitution sont disponibles dans l'article « Pesquisa sobre os manifestantes pró e anti-impeachment », à l'adresse suivante : https://gpopai.usp.br/pesquisa/.

processus de rupture démocratique, le Brésil dispose à présent d'un cabinet ministériel d'hommes blancs et riches, représentants des forces conservatrices et régressives, dont l'objectif est d'introduire diverses coupes budgétaires dans les services publics (déjà très déficients), sans toucher aux structures qui maintiennent les privilèges dans le pays, entre autres la charge fiscale très inégale qui écrase les pauvres et épargne les riches. Avec l'affaiblissement du PT, le Congrès retombe aux mains des élites qui ont toujours dirigé le Brésil.

La destitution n'aurait jamais pu être menée à son terme sans le soutien fondamental de l'appareil judiciaire, avec l'opération « *Lava Jato* » (lavage express)[5], qui s'intéressait essentiellement aux dirigeants du PT, même si nous savons aujourd'hui que le PMDB et le Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB, centre-droit) ont également pris part à cette affaire de corruption. La presse hégémonique (oligopole qui sert de manière flagrante les intérêts de l'*establishment*) compte également parmi les soutiens essentiels ayant permis la destitution. La dramatisation des plaintes pour corruption contre les dirigeants du PT, les fuites sélectives successives vers la presse et la manipulation de l'opinion publique autour de l'idée que le PT serait « le parti le plus corrompu du Brésil » sont autant de facteurs qui expliquent l'adhésion d'une grande partie de la population au processus de destitution. La lutte contre la corruption (et, par conséquent, contre le PT) est devenue une bannière redoutable.

La chute du PT, dont le projet était hégémonique dans le camp progressiste, entraîne l'effondrement d'une grande partie de la gauche brésilienne. Les options progressistes au Brésil ont longtemps gravité autour de ce parti, fondé en 1980. Les syndicats et les mouvements sociaux sont restés dans son ombre et ont perdu une grande partie de leur autonomie, mais le parti s'est institutionnalisé, est monté au pouvoir et a dû, pour s'y maintenir, vendre son âme de parti de gauche rénovateur venu de la base. L'exemple le plus frappant du déclin du PT est le résultat édifiant des élections municipales d'octobre 2016. Le PT y a perdu 61 % des mairies qu'il dirigeait dans le pays, y compris les fameux bastions de la « ceinture rouge » de São Paulo, comme San Bernardo, où le parti a vu le jour en tant que formation politique basée sur la classe ouvrière.

5. Gigantesque enquête menée sur le détournement de millions de dollars par le biais de l'entreprise pétrolière publique Petrobras.

À São Paulo, où le maire, Fernando Haddad, se présentait pour un nouveau mandat, le candidat du PSDB, João Doria, n'a même pas eu besoin d'un second tour pour s'emparer de l'exécutif local, avec 53,3 % des voix.

La défaite de Fernando Haddad est lourde de conséquences, car il incarnait une véritable possibilité de renouvellement au sein du parti et comptait parmi les rares noms du PT à disposer de perspectives d'avenir. Étant donné qu'en politique il n'y a jamais de vide, cette défaite historique bénéficie essentiellement à deux acteurs : le PSDB, qui atteint un niveau record depuis 2000 et qui gouvernera 24 % de la population brésilienne, et un large éventail de petits partis qui ont récupéré les municipalités laissées par le PT, accentuant la fragmentation déjà considérable du système politique brésilien. Le PT a été balayé du panorama politique municipal du pays, non pas seulement métaphoriquement, mais en termes numériques bien concrets.

Ascension politique des Églises évangéliques

Le cas du maire de Rio de Janeiro mérite une attention particulière. Les élections de 2016 ont désigné comme vainqueur Marcelo Crivella, évêque de l'Église universelle du royaume de Dieu (néo-pentecôtiste) et candidat du paravent politique de cette formation religieuse, le Parti républicain brésilien (PRB). Marcelo Crivella est le neveu d'Edir Macedo, le très controversé évêque fondateur de l'Église universelle du royaume de Dieu, propriétaire d'un empire (incluant quelques médias) évalué à plusieurs millions d'euros et accusé de divers crimes financiers. Dans un livre publié il y a quinze ans sur son expérience de missionnaire dans différents pays africains, Crivella a écrit que l'homosexualité était un « comportement malsain » et qualifié les autres religions de « diaboliques ».

Cette victoire est extrêmement significative, car elle témoigne du pouvoir dont l'Église évangélique, dans sa version néo-pentecôtiste en particulier, jouit au Brésil (Oualalou, 2015), au point que l'Église universelle projette de faire élire le premier président évangélique de l'histoire brésilienne, et ce, en dépit du fait que le pays est un État laïc. Les premiers mots de Crivella dans son discours de victoire ont été dirigés contre la légalisation de l'avortement et contre toute possibilité de débat sur la dépénalisation des drogues, un problème crucial pour une ville comme Rio de Janeiro, où des jeunes noirs et

pauvres des *favelas* meurent et tuent tous les jours, en raison des trafics de drogues illégaux.

L'obsession d'une grande partie des groupes évangéliques représentés au Congrès, à savoir imposer les valeurs de la « famille traditionnelle » chrétienne, en écrasant les droits de la communauté LGBT et les droits des femmes en matière de procréation, fait de la victoire de Crivella une source d'inquiétude sérieuse pour tous ceux qui défendent les libertés contre les modèles de comportements moralistes et religieux.

Toutefois, il est important que la gauche se livre à une sérieuse autocritique et s'interroge sur les raisons pour lesquelles les églises évangéliques bénéficient d'une telle influence dans les périphéries brésiliennes. Bien que ceux-ci aient été à l'origine des noyaux du PT, les quartiers populaires se sont vus progressivement abandonnés par le parti et par d'autres tendances progressistes comme le PSOL, un parti qui dialogue avec les gauches universitaires de classe moyenne, mais peine à parler la langue des populations exclues. Tandis qu'une grande partie de la gauche se réduit au milieu universitaire, théorisant sur la lutte contre le capital, les églises évangéliques deviennent de puissants centres de sociabilité dans les périphéries, et leur « théologie de la prospérité » se traduit par des millions de votes.

D'un autre côté, alors que le pays doit discuter de propositions de programmes, l'opinion publique est crispée et peu disposée au débat. Le Brésil s'est habitué à vivre dans un état de fébrilité sociale permanente, rythmé par les « bombes politiques » qui explosent à des intervalles de plus en plus rapprochés. Dans cette situation névrotique, où la politique n'oppose plus des adversaires, mais des ennemis et où tous semblent se fermer au dialogue, aucune discussion sur les projets pour le pays, les modèles de société et les réformes nécessaires n'est possible. La fatigue et la frustration politiques envahissent une grande partie de la société, de plus en plus réceptive aux discours des figures populistes et démagogiques.

Parmi celles-ci : le populisme juridique du juge Sérgio Moro, qui a instrumentalisé la presse dans le processus juridique dont il a la charge à Curitiba dans le cadre de l'opération *Lava Jato* ; le populisme des programmes sensationnalistes auxquels des millions de personnes sont exposées tous les jours et qui laissent entendre que le discours de durcissement est le seul valable ; le populisme religieux qui souhaite transformer le Brésil en « Jésus-cratie », où

prévalent les valeurs familiales des hommes et des femmes de bien ; ou encore le populisme économique qui prêche qu'en temps de crise, il est nécessaire de procéder à des coupes dans les budgets de la santé publique et de l'éducation, sans toucher aux énormes privilèges fiscaux des riches.

Dans cette atmosphère délétère se détachent de sinistres personnages, comme l'ex-militaire et député fédéral Jair Bolsonaro, qui avec ses discours misogynes, homophobes, répressifs, racistes et pro-armes, a acquis une popularité inespérée, au point de se présenter aux élections présidentielles de 2018.

Refonder le Parti des travailleurs

Ces élections vont définir le scénario brésilien des deux prochaines années. La première inconnue concerne l'avenir de Lula. L'ancien président fait actuellement l'objet de plusieurs procédures instruites par le juge Moro. Sa condamnation en seconde instance le déchoirait de ses droits politiques et par conséquent du droit de se présenter aux élections de 2018. Elle impliquerait vraisemblablement la ruine définitive du PT, mais pourrait d'autre part mobiliser la population pour la défense de l'ancien président, puisque Lula jouit encore d'un grand capital politique.

Dans tous les cas, le PT devra passer par un processus de reconstruction long, pénible et douloureux, s'il ne veut pas devenir un parti parmi tant d'autres dans le spectre politique. Compte tenu du rythme effréné des événements, personne n'est en mesure de prédire, même à moyen terme, l'évolution de la situation, notamment, parce que l'opération *Lava Jato* se poursuit, et que chaque arrestation d'une figure importante provoque un cataclysme sur la scène politique (Eduardo Cunha lui-même, architecte du processus de destitution lancé contre Rousseff, a fini par être destitué et arrêté).

Tout ne sera pas évident non plus pour le gouvernement de Temer. Sa base alliée est extrêmement hétérogène et incohérente. Michel Temer ne contrôle même pas vraiment son propre parti, le PMDB, qui n'a jamais été une formation unifiée, mais plutôt un ensemble de caciques régionaux présentant de nombreuses divergences internes. Personne ne sait encore si le PMDB présentera son propre candidat, puisque la stratégie du parti depuis la démocratisation du pays consiste à rester aux côtés du pouvoir sans présenter de candidats, profitant du système électoral brésilien qui empêche en pratique les partis vainqueurs d'obtenir la majorité

parlementaire et les oblige à chercher des alliés. Et le PMDB, en bon « parti taxi », est toujours prêt à embarquer.

Certains alliés d'aujourd'hui, comme le PSDB ou le PRB lui-même, seront bientôt des ennemis électoraux. Le PSDB, opposant historique du PT, est également confronté à un défi majeur en interne, puisque ses trois grands noms, Aécio Neves (candidat à la présidentielle en 2014), José Serra (candidat à la présidentielle en 2002 et 2010 et actuel ministre des affaires étrangères) et Geraldo Alckmin (candidat à la présidentielle en 2006, gouverneur de São Paulo), se livrent une lutte fratricide pour la candidature *tucana* (référence au sigle du parti, le toucan).

La gauche est aujourd'hui confrontée au défi titanesque que constitue la refondation du PT. Cette refondation est pourtant essentielle pour que le parti retourne à ses origines et à son programme initial, et pour qu'il incarne à nouveau la gauche, la lutte pour les services publics, pour les droits des femmes, des jeunes pauvres qui meurent dans les *favelas* et des collectivités les plus vulnérables, sans oublier les semi-périphéries qui ne veulent pas perdre des possibilités de consommation récemment acquises.

Il est difficile de savoir si le PT sera capable de ce renouveau, qui implique également que les barons s'écartent pour laisser l'opportunité à de nouveaux leaders d'assumer la direction du parti. Dans le cas contraire, des alternatives pourraient apparaître sur l'axe progressiste. Peut-être un front qui rassemblerait des mouvements sociaux et des collectifs autour d'un projet politique. Peut-être le PSOL, qui se positionne comme « la gauche du PT » et a résisté au bras de fer contre l'Église universelle pour la candidature de Rio de Janeiro. Malheureusement, ce parti n'a toujours pas trouvé une formule de croissance électorale qui lui permettrait de briguer la présidence ou d'augmenter son nombre de députés.

Pendant ce temps, les discours antipolitiques se multiplient. Le candidat victorieux à la mairie de São Paulo, João Doria, doit lui-même sa victoire à des campagnes de marketing dont le message était : « *Je ne suis pas un politicien, je suis un gestionnaire* ». Les candidats qui se présentent comme « nouveaux » (même s'ils viennent en réalité de l'ancienne politique, patrimoniale et obscurantiste) ont de grandes chances de remporter les élections auxquelles ils se présentent.

Dans un pays habitué au vote obligatoire, les dernières élections ont vu le nombre d'abstentions, de votes blancs et de votes nuls

battre des records. Toutes ces questions sont préoccupantes, car nous savons déjà que les discours de négation de la politique sont très dangereux, qu'ils ouvrent la porte à toute sorte d'attitudes antidémocratiques. Inutile de chercher loin, il suffit d'observer le phénomène Trump aux États-Unis ou Bolsonaro au Brésil. Les discours de haine se nourrissent de ceux qui nient la politique et la démocratie.

Ce scénario est extrêmement compliqué pour la gauche brésilienne, mais elle ne peut se contenter de panser ses plaies, sans se livrer à une autocritique nécessaire et mettre en œuvre les changements requis pour offrir aux citoyens du Brésil des options progressistes. Dans un pays fortement inégalitaire, où le taux d'homicides est comparable à celui des pays en guerre, où des millions de personnes n'ont toujours pas accès à une éducation décente, à des services de santé convenables ou à la justice, les alternatives de gauche sont une question de survie pour de nombreuses personnes. La vérité est que le Brésil traverse une période conservatrice, marquée par une diminution des droits du travail et par des coupes dans les budgets sociaux, tandis que la gauche est totalement coincée par les grandes forces économiques qui ont toujours dominé Brasilia.

Depuis que Temer est arrivé pouvoir, son programme incarne manifestement une régression dans les domaines sociaux. Les projets législatifs visant à limiter les dépenses publiques, à réformer la législation du travail ou les départs à la retraite font résolument partie du programme du gouvernement. En outre, les groupes fondamentalistes religieux et répressifs, les fameuses « *bancadas de la Biblia et de la bala* » (les rangées de sièges de la bible et de la balle) au Congrès, commencent à réclamer le prix de leur vote lors de la destitution. Les projets de loi visant à réduire l'âge de la responsabilité pénale, à abroger la loi sur le désarmement ou à criminaliser l'avortement sont déjà sur la table.

La seule certitude est qu'il existe dans de nombreux secteurs sociaux un désir de se battre pour obtenir plus de droits. Au moment où nous écrivons cet article, plus de 1 000 écoles publiques sont occupées par des étudiants qui exigent une éducation plus digne. Beaucoup de collectifs féministes s'organisent pour s'opposer aux groupes évangéliques fondamentalistes, afin de revendiquer le droit de disposer de leur propre corps. Des groupes de jeunes noirs de la périphérie manifestent contre l'extermination de la jeunesse pauvre, majoritairement noire, par la police militaire. Ces jeunes pourraient

vraiment faire changer les choses, mais ils ne se reconnaissent pas dans les structures des partis qu'ils qualifient d'obsolètes, rigides et trop verticales.

Le défi consiste à mettre en dialogue la gauche institutionnelle avec ces nouvelles formes de mobilisation, plus jeunes et plus dynamiques, à réfléchir à la manière de se réengager dans les quartiers populaires et de reconstruire des rapports de confiance avec les personnes qui se sentent totalement mises à l'écart de la politique. Tous les regards sont tournés vers le PT et sur ses tensions internes entre partisans de la continuité et réformateurs. Il est nécessaire de prendre des mesures drastiques au sein du parti pour le rapprocher de la société et sauver ses positions progressistes. Jusqu'à présent, nul ne sait si leurs dirigeants sont disposés à adopter de telles résolutions ; s'ils préfèrent se sauver ou sauver un projet politique qui fut si important pour le Brésil.

Traduction de l'espagnol : Nicolas Thommes

Bibliographie

Oualalou L. (2015), « El poder evangélico en Brasil », *Nueva Sociedad*, n° 260, 11-12/2015.

Brésil : nébuleuse d'organisations ultralibérales sous influences états-uniennes[1]

Kátia Gerab Baggio[2]

La destitution en 2016 de la présidente Dilma Rousseff constitue le point d'orgue d'une contre-offensive idéologique adroitement orchestrée. À la manœuvre, une nébuleuse d'organisations ultralibérales qui ont surfé sur la vague anticorruption. Leur floraison est indissociable du prosélytisme d'un *think tank* états-unien. Quant à leur efficacité politique, indéniable, elle doit beaucoup à l'enthousiasme de l'establishment médiatique brésilien.

L'Atlas Network[3] est actif depuis 1981 dans la défense et la diffusion de thèses forgées par la droite ultralibérale. Son siège est à Washington, mais il dispose d'organisations partenaires sur tous les continents. Son fondateur et principal idéologue est Antony Fisher (1915-1988), un homme d'affaires britannique, défenseur des thèses de l'économiste autrichien Friedrich von Hayek et du Nord-Américain Milton Friedman. Fisher avait fondé en 1955 à Londres l'Institute of Economic Affairs (IEA), que Margaret Thatcher fréquenta. C'est dans les années 1970 qu'il s'était installé aux

1. Version réduite et actualisée d'un article paru dans *Anais da ANPHLA* (www.anphlac.fflch.usp.br), 2016-2017, sous le titre : « Conexões ultraliberais nas Américas : o think tank norte-americano Atlas Network e suas vinculações com organizações latino-americanas ».
2. Professeure d'histoire des Amériques et coordinatrice du Groupe de recherche Amérique latine à la faculté de philosophie et sciences humaines de l'Université fédérale de Minas Gerais (UFMG), Brésil.
3. L'appellation légale de ce *think tank* est Atlas Economic Research Foundation.

États-Unis, après un séjour de deux ans au Canada, où il dirigea le Fraser Institute, un autre think tank ultralibéral[4].

Une pieuvre ultralibérale

Pour ce qui est de son financement, l'Atlas Network ne reçoit, selon son site web, aucun subside public, ses bailleurs de fonds étant uniquement privés – entreprises, fondations et donateurs individuels. L'organisation est présentée comme sans but lucratif. Cependant, tous les dons effectués aux États-Unis sont déductibles d'impôts. Parmi les sponsors d'Atlas Network figurent les frères Koch, des milliardaires nord-américains à la tête d'entreprises du secteur pétrolier et gazier, notamment. Sa page web renseigne également que le *think tank* compte 485 partenaires répartis dans nonante-trois pays. Une majorité relative, soit 178, ont leur siège aux États-Unis, contre 138 en Europe et en Asie centrale et 85 en Amérique latine et aux Caraïbes.

En Amérique latine, on retrouve ces organisations au Mexique, dans les pays d'Amérique centrale et des Caraïbes, ainsi que dans la majorité des pays sud-américains. Les pays latino-américains où l'on retrouve le plus grand nombre d'organisations sont le Chili, qui en compte treize, puis l'Argentine et le Brésil, douze chacun. Viennent ensuite le Pérou, qui en abrite huit, la Bolivie, le Costa Rica et le Mexique, qui en comptent chacun cinq.

Outre les organisations nationales, une organisation internationale apparaît également comme partenaire de l'Atlas Network : Estudiantes por la Libertad (EsLibertad), qui est la branche latino-américaine de l'organisation états-unienne Students For Liberty (SFL). Basée à Washington, Students for Liberty a organisé son premier congrès en 2008, à la Columbia University, New York, et se présente comme « *la plus grande organisation estudiantine libertarienne du monde* ». Au Brésil, deux organisations se réclament de ce réseau international : Estudantes Pela Liberdade (Étudiants pour

4. Cette même année 1981 est celle de l'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan pour deux mandats, qui seront marqués par la défense du libre marché, la dérégulation de l'économie, les réductions d'impôts et les coupes dans les budgets des programmes sociaux. Un programme de réduction drastique des dépenses de l'État qui épargnera le budget de la défense, qui de son côté augmentera de manière significative dans les années 1980. En phase avec les conceptions ultralibérales, le gouvernement Reagan (1981-1989) a contribué pour une part importante au renforcement de la droite nord-américaine, non seulement en raison de sa politique économique, les « *Reaganomics* », mais aussi par la reprise de la course aux armements et le réveil d'un discours anticommuniste virulent.

la liberté), dont le siège se trouve à Belo Horizonte, et Students For Liberty Brasil basée à São Paulo.

Parmi les organisations partenaires de l'Atlas Network, les « principes », « valeurs » ou « missions » consistent, quasi invariablement, en la défense de la libre initiative, de l'économie de marché, de l'esprit d'entreprise, de la responsabilité individuelle, de la propriété privée, des libertés individuelles, de la méritocratie et de la limitation de l'action des gouvernements. Plusieurs de ces organisations ont pour objectif d'amener les individus à diffuser leurs principes et, dans certains cas, de former des dirigeants d'entreprise. Si les perspectives ultralibérales ne sont pas toujours explicites, elles transparaissent toutefois dans les activités et interventions publiques des organisations.

Les organisations partenaires d'Atlas Network au Brésil

Les membres de ces organisations ont généralement les profils suivants : des dirigeants d'entreprise, qui sont souvent ceux-là mêmes qui sponsorisent la structure, en tant que personnes physiques ou morales, mais aussi ceux qui sont classés comme « spécialistes » : économistes, journalistes, politologues, juristes, consultants. Ces personnes participent activement aux événements liés à ces organisations, en donnant des conférences, des cours, des interviews, et interviennent parallèlement dans les grands médias traditionnels, en général comme éditorialistes. Il suffit de parcourir les pages web de plusieurs de ces organisations, parmi lesquelles l'Institut Millenium – le *think tank* le plus directement lié aux grands groupes médiatiques brésiliens –, pour constater que les mêmes noms reviennent régulièrement.

Ces organisations convergent également au niveau national. Ainsi au Brésil, nombre de *think tanks* et d'instituts ultralibéraux se retrouvent dans le Rede Liberdade (Réseau liberté), qui se présente comme suit : « *Nous sommes un réseau national d'organisations libérales et libertariennes qui exerce une influence sur les politiques publiques à travers ses propres projets ou ceux de ses membres. Le Rede Liberdade coordonne ses membres de manière décentralisée et a pour objectif d'améliorer la diffusion et l'impact concret, parmi les leaders d'opinion, des idées et des initiatives qui visent à réduire l'intervention de l'État dans l'économie et la société* ».

Le Rede Liberdade rassemble vingt-huit instituts, ainsi que vingt groupes d'études ou « noyaux », situés dans les États de toutes les

régions du Brésil. Certains de ces instituts sont assez connus et mènent des activités dans leur ville respective depuis plusieurs années déjà, en particulier l'Institut de Estudos Empresariais, l'Institut Liberal et l'Institut Millenium. Outre ces instituts ayant pignon sur rue, le Rede Liberdade regroupe des organisations plus militantes, tel que le Mouvement Endireita Brasil, de São Paulo, qui a participé activement à la mobilisation nationale en faveur de l'*impeachment* de Dilma Rousseff, sur les réseaux sociaux et dans la rue.

La majorité de ces organisations sont apparues au cours des cinq dernières années, même si certaines d'entre elles ont été créées dans les années 1980. On constate donc un phénomène de prolifération d'organisations partisanes de l'État minimum et de coupes dans les dépenses publiques durant les gouvernements de Luis Inacio « Lula » da Silva (2003-2010) et de Dilma Rousseff (2011-2016).

Le Movimento Brasil Livre (Mouvement Brésil libre), ou MBL, une autre cheville ouvrière des grandes manifestations en faveur de la destitution de Dilma Rousseff est une émanation de Students For Liberty, une organisation internationale qui se donne pour « mission » de « *responsabiliser les jeunes étudiants libéraux* » ou les leaders étudiants « libertariens », et de la branche brésilienne des Students For Liberty, Estudantes Pela Liberdade, qui a son siège à Belo Horizonte. Les Students For Liberty ont des liens étroits avec l'Atlas Network, qui encourage la mise sur pied de programmes de formation, de cours et contribue financièrement à la formation de jeunes leaders du « mouvement pour la liberté » sur tous les continents.

Le premier congrès national du mouvement Brasil Livre s'est tenu en novembre 2015. À cette occasion ont été approuvées des propositions dans les domaines de l'éducation, de la santé, du développement durable, des réformes politiques, de l'économie, de la justice, des transports et de l'urbanisme. Toutes ces propositions ne pouvant être présentées ici, limitons-nous à en mettre une en exergue : la « Fin de la fonction sociale de la propriété. La propriété privée ne peut être relativisée. »

L'Institut Millenium, carrefour de l'ultralibéralisme brésilien

Le partenariat entre l'Institut Millenium et l'Atlas Network illustre les liens que le *think tank* nord-américain entretient avec les grands médias brésiliens. Parmi les sponsors de l'Institut se retrouvent

les groupes Abril et RBS, qui appartiennent au conglomérat Grupo Globo, le plus grand groupe audiovisuel d'Amérique latine, propriétaire entre autres de la *Rede Globo*, première chaîne télévisée brésilienne. Un autre groupe de presse, le groupe Estado, qui publie le journal *O Estado de S. Paulo*, figure parmi les « soutiens et partenaires » de l'Institut jusqu'en 2016. L'actuel président de l'Institut Millenium est Gustavo Franco, ex-président de la banque centrale brésilienne durant le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso (1995-2002).

L'organisation compte aussi avec le soutien de dirigeants de grandes entreprises, comme João Roberto Marinho, vice-président du Groupe Globo ; Jorge Gerdau Johannpeter, du groupe Gerdau[5] ; William Ling, du groupe Évora[6], un des fondateurs de l'Institut des études entrepreneuriales (IEE) et son premier président ; Armínio Fraga, autre ex-président de la Banque centrale durant la période Cardoso, et fondateur du fonds d'investissement Gávea Investimentos ; ainsi que d'autres dirigeants d'entreprises actives dans les secteurs les plus divers de l'économie. D'après le site de l'Institut, celui-ci a été fondé en 2005 sous le nom Instituto da Realidade Nacional par l'économiste Patrícia Carlos de Andrade et a été officialisé en 2006, pendant le Forum de la Liberté à Porto Alegre organisé par l'IEE.

Outre des économistes, des politologues et des intellectuels reconnus au sein des milieux académiques, les « spécialistes » de l'Institut Millenium comptent dans leurs rangs des journalistes et des éditorialistes ayant ouvertement défendu la destitution de l'ex-présidente Dilma Rousseff. L'un d'entre eux est Leandro Narloch, ancien éditorialiste de la revue *Veja* (Grupo Abril) de décembre 2014 à novembre 2016, une période qui coïncide avec la campagne pour l'*impeachment*. Depuis décembre 2016, il signe une chronique dans le quotidien *Folha de S. Paulo*. Figure aussi dans la liste de « spécialistes » José Nêumanne Pinto, un vétéran du journalisme, chroniqueur au quotidien *O Estado de S. Paulo* qui, à l'instar du journal qui l'emploie (cela transparaît clairement dans ses éditoriaux), militait également pour la destitution.

Le 10 mars 2016, le site de l'Institut reproduisit un article virulent de Nêumanne Pinto paru la veille dans *O Estado de S. Paulo*, soit

5. Premier groupe sidérurgique du continent américain.
6. Holding détenant des participations dans la foresterie, le plastique et l'emballage.

quatre jours seulement avant les grandes manifestations du dimanche 13 mars, en faveur de l'*impeachment*, intitulé « Le gouvernement contre la loi ». Dans celui-ci, Nêumanne Pinto écrit que les gestionnaires du pays depuis treize ans n'ont pas suivi « *les orientations marxistes-léninistes ou bolivariennes, comme le craignaient leurs adversaires* », mais se sont inspirés des leaders « *ayant un accès non contrôlé aux ressources publiques* » et ont comme réels modèles « *des bandits de droit commun* », la rhétorique populiste n'étant qu'un prétexte.

Est-il nécessaire de revenir ici sur le rôle absolument central des grands groupes médiatiques brésiliens dans la déstabilisation du gouvernement de Dilma Rousseff à partir de juin 2013, et plus particulièrement dans la campagne en faveur de la destitution de la présidente à partir du début de son second mandat en 2015 ? Dès 2013, des membres de ces organisations ultralibérales ont participé à des manifestations de rue, comme le montre l'enquête de Marina Amaral (2015).

La journaliste a interviewé des membres des mouvements Brasil Livre et Vem Pra Rua (Descends dans la rue), qui ont confirmé que leur participation aux actions de rue avait débuté en juin 2013, mais que la mobilisation n'avait pas décollé du fait de la diversité des agendas en présence. Selon les personnes interviewées, ce n'est qu'à partir de mars 2015 qu'elles ont pu afficher leurs mots d'ordre ultralibéraux dans les rues, notamment en exhibant des calicots sur lesquels on pouvait lire « *Menos Marx, Mais Mises* » (Moins de Marx, plus de Mises).

On soulignera aussi l'opportunisme du mouvement Brasil Livre qui, à l'évidence, s'est inspiré du nom du mouvement Passe livre (mouvement pour l'abonnement gratuit). Ce dernier mouvement, qui a joué un rôle déterminant dans le déclenchement des grandes manifestations antigouvernementales en 2013, avait un agenda progressiste – il réclamait des transports en commun plus performants et gratuits – en contradiction avec celui du mouvement Brasil Livre, défenseur du secteur privé et d'une intervention minimale de l'État. Si les membres du mouvement Brasil Livre avaient agi en tant qu'« Estudantes Pela Liberdade », la filiation idéologique avec Students For Liberty aurait été explicite.

Aux sources du mouvement Brasil Livre

Sur le site d'Atlas Network, un article sur Kim Kataguiri et le Mouvement Brasil Livre, publié le 1er avril 2015 sous le titre « Les Students For Liberty jouent un rôle important au sein du Mouvement Brasil Livre », décrit la connexion entre l'Atlas Network et le mouvement brésilien qui contribua à la chute de Dilma deux ans plus tard. « *À la tête du mouvement Brasil Livre se trouve Kim Kataguiri, étoile montante de la droite libertarienne, qui travaille avec les Estudantes Pela Liberdade, partenaire d'Atlas Network.* […] *De nombreux membres du mouvement Brasil Livre ont suivi le principal programme de formation d'Atlas Network, l'Atlas Leadership Academy, et ils sont maintenant en train d'appliquer ce qu'ils ont appris là où ils vivent et travaillent. L'Atlas Leadership Academy propose différentes formations centrées sur le développement de missions, la manière de toucher son public et l'importance d'avoir un impact sur lui, affirme Cindy Cerquitella, directrice de l'Atlas Leadership Academy : "C'était passionnant de travailler avec des défenseurs de la liberté au Brésil et dans nonante pays du monde et plus encore de les voir mettre en pratique ce qu'ils avaient appris".* »

Les Students For Liberty des États-Unis ont des liens non seulement avec les Estudantes Pela Liberdade – Brasil (EPL), les Students For Liberty Brasil (SFLB) et le mouvement Brasil Livre (MBL), mais aussi avec une autre organisation brésilienne dénommée Institut Ordem Livre (Institut ordre libre). Dans la rubrique du site d'Estudantes Pela Liberdade consacrée à la présentation de l'organisation, on peut lire que c'est « *en 2012, pendant l'Université d'été de l'Institut Ordem Livre organisée par Diogo Costa, Magno Karl et Elisa Martins* » qu'a été décidée la création d'Estudantes Pela Liberdade. Le site livre les informations suivantes sur la trajectoire de l'organisation estudiantine.

« *Ce petit projet a réalisé une avancée considérable en 2014, quand il a obtenu un impact dans tous les États du Brésil grâce à la participation de 600 leaders volontaires.* […] *Depuis sa fondation, l'organisation a déjà réalisé environ 650 rencontres dans des institutions d'enseignement publiques et privées* […]. *Nous avons déjà formé des étudiants de 357 universités et, sous la houlette de l'organisation, plus de 200 groupes de travail ont été créés dans des institutions d'enseignement. À travers nos projets, nous cherchons à promouvoir l'esprit d'entreprise auprès des jeunes étudiants, à susciter un débat pluraliste, et par le biais de la formation, nous*

cherchons à créer une génération de futurs leaders. Comme nous sommes une organisation qui se veut en dehors des partis, nous cherchons à développer des projets porteurs de changements dans le monde étudiant, sans l'implication d'intérêts tiers, en respectant toujours nos valeurs et notre mission ».

Sur le site d'Estudantes Pela Liberdade apparaît une liste de « sympathisants » : l'Institut Ludwig von Mises Portugal, Bunker Editorial (qui publie la collection Estudantes Pela Liberdade), les sociétés Pipedrive et Salesforce (dont les maisons-mères sont nord-américaines) et l'Atlas Network, son principal soutien. Le même site publie un audit portant sur la période de janvier 2012 à août 2016. Les informations disponibles dans le document montrent clairement qu'Estudantes Pela Liberdade a reçu des subsides venant de l'étranger, principalement des États-Unis (Atlas Network et Students For Liberty).

Les dépenses ont été multipliées par dix entre 2012, année où fut créé EPL, et août 2016, passant de plus ou moins 29 000 à plus de 300 000 réais, soit de 10 000 à plus de 100 000 euros. Vu les liens existant entre le mouvement Brasil Livre, l'Atlas Network, Students For Liberty et Estudantes Pela Liberdade, il est très probable que les fonds de l'Atlas Network aient servi au mouvement Brasil Livre, après avoir transité par Estudantes Pela Liberdade, pour être utilisés dans la campagne sur Internet et dans l'organisation des actions en 2015 et 2016 en faveur de l'*impeachment* de la présidente Dilma.

La journaliste Marina Amaral a interviewé Juliano Torres (président-directeur d'Estudantes Pela Liberdade) par téléphone dans le cadre de l'enquête évoquée précédemment. La reproduction des propos de Torres ne laisse aucune place au doute quant aux liens entre cette organisation et le mouvement Brasil Livre :

« *Quand il y a eu les manifestations pour le transport gratuit, en 2013, plusieurs membres d'Estudantes pela Liberdade voulurent participer. Seulement, comme on reçoit des subsides d'organisations comme Atlas et Students For Liberty, pour une question d'impôts sur le revenu, on ne pouvait pas mener d'activités politiques. Alors on a dit : les membres d'Estudantes pela Liberdade peuvent participer comme personnes physiques, mais pas comme organisation, pour éviter les problèmes. C'est pour ça qu'on a décidé de créer une marque, ce n'était pas une organisation, c'était seulement*

une marque, pour que les gens dans les manifestations puissent se vendre comme Movimento Brasil Livre.

Alors, moi, avec Fábio [Ostermann], *avec Felipe França, qui est de Recife et de São Paulo, plus quatre, cinq personnes, on a créé le logo, la campagne sur Facebook. Et après les manifestations, le projet s'est terminé. Et on cherchait quelqu'un pour reprendre, il y avait plus de 10 000 likes sur la page, des tracts. Et c'est là qu'on a rencontré Kim* [Kataguiri] *et Renan* [Santos]*, qui ont réussi à produire dans l'organisation un changement de cap incroyable, avec les ralliements contre Dilma et d'autres choses du genre. D'ailleurs, Kim est membre d'Estudantes pela Liberdade, donc il a aussi été formé par Estudantes pela Liberdade. Une bonne partie des organisateurs locaux sont membres d'Estudantes pela Liberdade. Ils interviennent en tant que membres du Mouvement Brasil Livre, mais ils ont été formés par nous, ils ont reçu des formations en leadership. D'ailleurs, Kim va participer maintenant à un tournoi de poker philanthropique que Students For Liberty organise à New York pour récolter des fonds. Il va donner une conférence.* »

Juliano Torres a été formé à l'Atlas Network, tout comme d'autres membres d'Estudantes pela Liberdade, d'Ordem Livre et du Mouvement Brasil Livre. Dans le secrétariat de Students For Liberty-Amérique du Nord, plusieurs Brésiliens sont associés ou coordinateurs des programmes de SFL au Brésil. Anthony Ling est le fils de l'homme d'affaires William Ling et il fait aussi partie de la liste de « spécialistes » de l'Institut Millenium. Elisa Lucena Martins est une autre Brésilienne qui joue un rôle important dans les organisations ultralibérales. Avec Diogo Costa et Magno Karl, elle a été une des organisatrices de l'Université d'été de 2012 de l'Institut Ordem Livre, à Petrópolis, un événement qui a été à l'origine de la création de Estudantes Pela Liberdade.

Diogo Costa occupe la présidence de l'Institut Ordem Livre et il est membre du Conseil associatif de Students For Liberty Brasil. Son nom figure aussi dans la liste des « spécialistes » de l'Institut Millenium. Formé en droit à l'Université catholique de Petrópolis, Costa a fait un stage au Cato Institute, un autre *think tank* nord-américain influent, qui soutient des organisations et des leaders dans plusieurs pays et est également un des plus importants partenaires d'Atlas Network.

Droite libérale contre droite autoritaire ?

Un autre nom qui apparaît fréquemment dans ces organisations est celui de Fábio Ostermann, qui a lui aussi fait des formations et participé aux événements d'Atlas Network aux États-Unis. Sur le site d'Atlas, on trouve cette description d'Ostermann, dans la section « Our People » : « *Fábio Ostermann est un politologue âgé de trente ans. Il est diplômé en droit et détenteur d'un master en sciences politiques. Ostermann a été diplômé par l'Atlas Leadership Academy et il s'est engagé en faveur des principales initiatives qui soutiennent l'économie de marché dans son pays, le Brésil, depuis qu'il s'est affirmé comme libertarien* ["liberal" dans la terminologie brésilienne]*, il y a plus de dix ans. Il est aujourd'hui membre du conseil du mouvement Brasil Livre, le principal groupe de la société civile qui s'oppose à l'actuel gouvernement [celui de la présidente Dilma] socialiste* [sic] *au Brésil.* ».

Fábio Ostermann a été le candidat du Parti social libéral (PSL) à la mairie de Porto Alegre en 2016. Il a obtenu 7054 voix, soit 0,99 % du total des votes valides, ce qui l'a placé en 6e position, mais il a pu ainsi mettre en avant des idées libérales et ultralibérales dans le débat électoral. En avril 2015, le président d'Atlas Network, Alejandro Chafuen, était au Brésil. Il a participé à la manifestation en faveur de l'*impeachment* de Dilma à Porto Alegre et a, par la suite, publié sur sa page Facebook une photo de lui, vêtu d'un tee-shirt de la Confédération brésilienne de football, en compagnie de Fábio Ostermann.

Les jours suivants, Chafuen participait en tant qu'invité au 28e Forum de la liberté organisé par l'IEE. Parmi les conférenciers, plusieurs des personnes déjà citées auparavant : Demétrio Magnoli, Diogo Costa, Hélio Beltrão, Kim Kataguiri et Rodrigo Constantino. D'autres figures connues participaient aux panels du forum : le sénateur Ronaldo Caiado (parti DEM[7] - État de Goiás), le député fédéral Marcel van Hattem (Parti progressiste[8] - État du Rio Grande du Sud) et Plinio Apuleyo Mendoza (journaliste et diplomate colombien, un des auteurs du *Manuel du parfait idiot latino-américain*, sorte de pamphlet satirique anti-gauche publié en 1996). Durant ce forum, le prix de la liberté de la presse a été attribué au journaliste William Waack, du Grupo Globo.

7. Droite conservatrice.
8. Droite conservatrice.

Concernant le mouvement Brasil Livre, il est important d'ajouter que, malgré ses défaites lors des élections majoritaires, il a déjà obtenu plusieurs victoires électorales. Sur le site du mouvement figurent en tant que parlementaires liés au mouvement, un député fédéral, Paulo Eduardo Martins (PSDB[9]) et huit conseillers municipaux. Trois d'entre eux sont issus de municipalités de l'État de São Paulo, deux du Rio Grande do Sul, deux du Paraná et un du Sergipe. Quatre d'entre eux appartiennent au PSDB, les autres au DEM, au PRB[10], au PV[11] et au PEN[12].

Il faut également évoquer l'Institut de formation de leaders de São Paulo, qui soutient la réalisation du forum Liberté et démocratie. Lors de sa troisième édition, qui s'est tenue à São Paulo le 22 octobre 2016, deux prix ont été attribués : Deltan Dallagnol, procureur du ministère public fédéral, a reçu le « Prix liberté » 2016, « *au nom du groupe de travail responsable de l'opération Lava Jato* ». Les preuves de la convergence entre l'opération Lava Jato et les intérêts des secteurs politiques et sociaux favorables à l'*impeachment* de Dilma sont innombrables. L'attribution de ces prix en est une de plus. Le second à avoir été primé lors de cet événement est Fernando Holiday, du mouvement Brasil Livre, qui a reçu le « prix Luís Gama 2016 », pour avoir été « *une des figures marquantes des mouvements de rue qui ont mené aux manifestations en faveur de l'impeachment, de plus de liberté, de moins d'intervention de l'État et de la fin de la corruption*[13] ».

On ne peut évoquer ce troisième forum Liberté et démocratie sans mentionner la participation du député fédéral Jair Bolsonaro (Parti social-chrétien[14]), invité à participer au premier panel sur « Le rôle de l'État au 21e siècle ». Celui-ci, candidat à la prochaine présidentielle (octobre 2018), est connu pour sa filiation idéologique assumée avec la droite autoritaire et pour ses discours misogynes,

9. Parti de la social-démocratie brésilienne, centre-droit.
10. Parti républicain brésilien, relais des milieux évangélistes.
11. Parti vert, écologiste.
12. Parti écologiste national, extrême droite.
13. Luís Gama (1830-1882), un noir de l'État de Bahia, était républicain à l'époque de la monarchie et membre du parti libéral. Il est surtout connu pour avoir été un des principaux militants de l'abolitionnisme au 19e siècle. Fernando Holiday, noir également, soutient difficilement la comparaison : conseiller municipal élu en 2016, il refuse de donner suite aux revendications historiques du mouvement noir du Brésil, parmi lesquelles la politique de quotas de postes réservés aux Noirs et aux indigènes dans les universités et lors des concours publics (quotas raciaux).
14. Droite conservatrice.

homophobes et racistes. Parmi les autres invités au débat, citons la sénatrice Ana Amélia Lemos (Parti progressiste[15]) et Fábio Ostermann, ce dernier au titre de représentant de la pensée ultra-libérale. Le médiateur de ce débat était Hélio Beltrão, de l'Institut Mises Brasil. D'emblée, lors de la présentation des membres du panel, le médiateur affirmait que le débat allait permettre de mettre à jour les « *différences entre la droite et les libéraux* », se référant ainsi clairement à Bolsonaro comme représentant de la droite.

Sans surprise, les thèmes les plus polémiques abordés dans ce panel ont tourné autour des déclarations de Bolsonaro, qu'il s'agisse de sa défense du régime militaire ou des propos qu'il avait tenus lors du vote, en séance plénière de la chambre, en faveur de l'admissibilité du processus de destitution de la présidente Dilma Rousseff, le 17 avril 2016. Lors de cette session aussi historique que lamentable, Bolsonaro avait déclaré : « *Ils ont perdu en 1964, ils ont perdu aujourd'hui en 2016. Pour la famille et pour l'innocence des enfants en classe, que le PT n'a jamais eus* [sic]*; contre le communisme; pour notre liberté; contre le Forum de São Paulo; pour la mémoire du colonel Carlos Alberto Brilhante Ustra, le bourreau de Dilma Rousseff; pour l'armée de Caxias; pour nos forces armées; pour un Brésil au-dessus de tout et pour un Dieu au-dessus de tous, mon vote est oui* ».

« 1964 » fait bien entendu référence à l'année du coup d'état militaire, qui installa une dictature férocement hostile aux forces progressistes. Quant au colonel Carlos Alberto Brilhante Ustra, il s'agit de l'ancien directeur du Détachement des opérations d'information-Centre des opérations de défense interne (DOI-CODI) de São Paulo, un organe de renseignement subordonné à l'armée, qui a été jugé coupable de torture sur des prisonniers politiques pendant la dictature militaire.

Au cours du débat, Ostermann a répété les positions des ultra-libéraux, en déclarant qu'« *un État efficace est un État diminué* » ou en critiquant les « *effets pervers de l'État-providence* ». Mais il a aussi tenu à marquer ses différences par rapport à Bolsonaro, en affirmant qu'il était honteux d'être « *fier de la dictature militaire* » et de « *défendre un bourreau* ». En invitant le député Bolsonaro, l'intention des organisateurs était précisément d'établir les différences entre la droite libérale et l'extrême droite, pour mieux légitimer la première.

15. Droite conservatrice.

Cependant, une tribune a été offerte au député, qui a reçu l'appui d'une partie significative de l'auditoire.

Par ailleurs la tonalité dominante n'était pas celle d'un rejet de la vieille droite autoritaire. Le modérateur du panel, Hélio Beltrão, ne s'est pas privé d'affirmer que les invités au panel étaient « *unis contre cette gauche des gouvernements les plus récents* » et de poser la question de « *ce qu'on peut faire ensemble* » pour éviter le retour au pouvoir « *de cette gauche qui est en train de vouloir revenir* ». Autrement dit, Beltrão et Ostermann ont marqué leur différence par rapport à diverses positions de Bolsonaro, sans pour autant écarter la possibilité d'une alliance entre la droite libérale et la droite autoritaire pour mettre en déroute « l'ennemi » principal, la gauche. Une alliance qui, du reste, s'est déjà réalisée en 2016 dans le combat politique pour le renversement de la présidente Dilma et du Parti des travailleurs.

Considérations finales

Les sources documentaires utilisées dans ce texte – les pages web des organisations et des *think tanks*, les interviews et les articles de leurs membres – permettent de montrer les liens étroits qui existent entre les organisations libérales et ultralibérales des États-Unis et du Brésil. On peut aussi constater que des réseaux se sont constitués entre ces organisations, qui rendent possibles non seulement la production et la circulation de textes et le débat entre ceux qui développent des idées libérales et ultralibérales, mais aussi un appui efficace à la création et au renforcement de nouvelles organisations dans un nombre croissant de pays et de villes. Ces réseaux se coordonnent également pour appuyer des actions politiques, bien que cela soit rarement explicite. Ces appuis se sont notamment concrétisés par la formation de nouveaux leaders, souvent âgés de moins de trente ans, et par des dons financiers (effectués de manière plus ou moins transparente).

Cependant, il ne faut pas surestimer la force politique de ces organisations ultralibérales au Brésil et dans les autres pays d'Amérique latine. Leur activisme, leur détermination à imprégner l'opinion publique, leur maniement habile des réseaux sociaux, ne compensent pas le fait qu'au final, leur projet s'oppose violemment aux intérêts du peuple majoritaire. Dans des pays où des pans aussi importants de la population ont besoin de services publics, la volonté d'appauvrir l'État, y compris dans des domaines aussi essentiels

que l'éducation et la santé, ne peut que provoquer des résistances considérables.

Cela étant, force est de constater une évolution à la hausse de leur influence, tant en termes de nombre d'organisations et de membres, qu'en termes de pénétration idéologique de la société brésilienne. Une force de frappe qui dérive pour une bonne part des liens privilégiés que ces organisations libérales et ultralibérales, nationales ou étrangères, entretiennent avec les grands groupes médiatiques brésiliens. Sans parler de leur maîtrise nouvelle dans l'art de mobiliser la rue, la relation organique qu'elles ont avec ces organisations qui ont impulsé les manifestations en faveur du soutien à la destitution de la présidente Dilma Rousseff, en 2015 et 2016. Ainsi le mouvement Brasil Livre se présente-t-il comme une sorte de filiale militante brésilienne de Students For Liberty-Amérique du Nord.

Dès le 6 septembre 2012, dans un article intitulé « L'Institut Millenium, les médias et les leçons de l'Histoire », publié dans la revue *Carta Capital*, le journaliste et ex-député fédéral PT de l'État de Bahia, Emiliano José, affirmait : « *Le Millenium accompagne une tradition de coup d'État, une tradition à laquelle participent nos médias traditionnels. L'Institut n'accepte pas, il ne peut pas avaler qu'un gouvernement, par la voie démocratique et avec des paramètres différents de ceux du néolibéralisme, soit en train de changer le Brésil. Et il fera tout pour faire capoter ce projet. Tout.* » Cet article a été écrit en septembre 2012, c'est-à-dire neuf mois avant ce qu'on a appelé les « Journées de juin » de 2013, ces manifestations contre la hausse du coût des services publics et la corruption, qui sonnèrent le début du processus d'affaiblissement et de déstabilisation du gouvernement de Dilma Rousseff.

Les initiatives dans le sens de la création d'organisations et de partis ultralibéraux, comme le Partido Novo (Parti nouveau) et Libertários (Libertaires), se sont multipliées au Brésil ces dernières années, en réaction essentiellement aux gouvernements sociaux-démocrates et réformateurs des présidents Luiz Inácio Lula da Silva et Dilma Rousseff, du Parti des travailleurs (PT) et plus généralement contre les politiques n'étant pas considérées comme « amicales » vis-à-vis de l'économie de marché et des intérêts particuliers des États-Unis. Même si elles représentent des conceptions minoritaires, ces organisations se sont renforcées.

Et elles ne se limitent pas à un travail d'opposition démocratique : elles ont activement participé à l'entreprise collective d'affaiblissement, de déstabilisation et finalement de renversement de ces gouvernements. Les mêmes organisations nord-américaines qui ont appuyé l'impeachment de Dilma Rousseff agissent en soutien aux secteurs politiques de la droite libérale et ultralibérale dans les autres pays latino-américains passés à gauche ces dernières années, comme l'Argentine, le Chili, l'Équateur ou le Venezuela, etc. (Amaral, 2016). En cela, la destitution de la présidente Dilma Rousseff peut être considérée comme la concrétisation d'une sorte de nouveau « modèle » de coup d'État, porté par une coalition d'intérêts politiques et économiques conservateurs et libéraux.

Traduction du portugais brésilien : Christian Pirlet

Bibliographie

Amaral M. (2015), « A nova roupa da direita », *Pública*, 23 juin.

Amaral M. (2016), « Movimento Brasil Livre - MBL e junho de 2013. Uma franquia americana depois do impeachment está presente no movimento Escola Sem Partido. Entrevista especial com Marina Amaral », *IHU On-Line*, Instituto Humanitas Unisinos.

Costa A. L. (2015), « Quem são os irmãos Koch ? », *Carta Capital*, 23 mars.

Fang L. (2017), « Sphere of influence : how american libertarians are remaking Latin American politics », *The Intercept*, 9 août,

MELO D. B. (2015), *A direita ganha as ruas : elementos para um estudo das raízes ideológicas da direita brasileira*, intervention lors du colloque « Marx e o Marxismo 2015 : Insurreições, passado e presente », Niterói, Universidade Federal Fluminense, 24-28 août 2015.

Mello P. C. (2014), « Inclinações da direita. Liberais, libertários e conservadores, univos. », *Folha de S. Paulo*, 5 octobre.

Villaméa L. (2016), « Como derrubar um governo », *Brasileiros*, 19 août.

Monde arabe et Turquie

Monde arabe : nationalismes, islamismes, djihadismes et crise du politique

Sarah Ben Néfissa[1]

L'islamisme est d'abord une réaction à la rupture des pactes fondateurs des « laïcités autoritaires » et à la crise des nationalismes arabes. La « salafisation » des esprits, puis l'essor du djihadisme dérivent des stratégies de (re-)légitimation des élites politiques, de la compétition entre puissances régionales et des interventions occidentales. Au grand dam de ses initiateurs, le printemps arabe a confirmé cette prégnance du langage communautaire.

La région arabe semble, plus que d'autres régions, concernée par la montée en puissance des mobilisations identitaires, des fondamentalismes religieux, des communautarismes et des ethno-nationalismes. Le paradoxe du phénomène est son développement au lendemain même du « printemps arabe », qui augurait pourtant du passage des sociétés de la région vers les valeurs universelles de la justice sociale, de la démocratie, de la dignité et du respect des droits humains.

À l'exception de la Tunisie, qui semble en voie de réussir sa transition démocratique, les autres pays de la zone sont non seulement traversés par des réactions nationalistes et populistes, notamment en Égypte, mais une partie des États de la région se sont effondrés, donnant lieu à des conflits armés et à des guerres civiles entre communautés, confessions et milices armées diverses. Le langage

1. Sociologue et politologue, directrice de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD) qu'elle représente en Égypte, Jordanie, Liban, Libye et Syrie, membre du conseil éditorial d'*Alternatives Sud* (CETRI).

politique a cédé la place à la violence et au langage communautaire des tribus, des régions, des ethnies et des confessions.

Cette crise du langage et de l'identité politique a des points communs avec la crise idéologique sur le plan mondial du fait de la mondialisation, du néolibéralisme et de la « crise du politique » en général, avec principalement la remise en cause des États comme foyers uniques, voire dominants, de la décision politique (Rosanvallon, 2000). La mondialisation, de par les pratiques qu'elle induit et de par les réactions qu'elle entraîne, perturbe les constructions de l'identité politique partout dans le monde. Elle conduit à la (ré-)émergence et à la construction de nouvelles identités communautaires, régionales, culturelles et religieuses et en parallèle à des réactions nationalistes et patriotiques (Banégas, 2017).

Mais la situation arabe se distingue également de la situation mondiale pour des raisons particulières à cette région du monde, aux contextes internes aux différents pays et au fait que la demande de démocratie, de liberté et de justice sociale révélée par le « printemps arabe » s'est faite dans le cadre d'un environnement régional qui lui est extrêmement défavorable, contrairement à ce qui s'est passé pour d'autres parties du monde. Les grands acteurs régionaux ont notamment favorisé les courants islamistes, Frères musulmans ou salafistes.

Ces derniers ont ainsi poursuivi leur combat de dépolitisation des luttes émancipatrices de ces sociétés pour en faire un combat identitaire contre l'Autre, qu'il s'agisse de l'Occident chrétien ou mécréant, du voisin chiite et copte ou bien même du concitoyen insuffisamment musulman car vivant dans la *jahiliyya* (l'ignorance préislamique). De même, les régimes autoritaires des pays de la région ont été des complices fondamentaux de ce processus de dépolitisation, qui a transformé les luttes pour la satisfaction des revendications sociales et politiques en lutte pour l'affirmation identitaire.

Le présent article mettra l'accent sur les causes premières de cette « conscience malheureuse » qui caractérise les sociétés de la région, liée aux multiples défaites qu'elles ont connues à partir de 1967 jusqu'à l'invasion américaine de l'Irak en 2003. Ces défaites ont entraîné des mutations idéologiques majeures, avec l'échec des nationalismes arabes et la montée en puissance de l'islamisme, qui ont eu pour conséquence de modifier le rapport à l'Autre, principalement l'Occident mais pas seulement.

Il montrera comment ces mutations idéologiques, considérablement renforcées et transformées par le jeu des acteurs étatiques régionaux (pays du Golfe, Iran, Turquie) et occidentaux (États-Unis), ont eu des impacts fondamentaux à l'intérieur même des pays, car elles se sont articulées à des raisons internes, à savoir la crise de « l'État social autoritaire » à la base du pacte fondateur des États dans la région. Les résultats politiques, à savoir les « printemps arabes », ont mis en exergue l'importance des acteurs issus du spectre islamiste au détriment des autres tendances idéologiques et notamment de la gauche arabe. Si cette dernière partage la crise de la gauche en général dans le monde, ses adversaires dans cette région du monde sont autrement plus puissants.

Nationalismes, islamismes et crise de l'État social autoritaire

Il est fondamental de rappeler que le nationalisme dans les pays du Sud n'a pas forcément la dimension négative qu'il peut avoir dans les pays occidentaux, où il est synonyme de repli sur soi et de refus de l'Autre. Pour les pays du Sud et notamment les pays arabes, les mouvements de libération nationale et les nationalismes historiques étaient d'abord et avant tout des réactions politiques contre les occupations coloniales, que l'on peut considérer comme l'un des premiers visages de la mondialisation. Cette réaction anti-colonialiste et anti-impérialiste faisait de la construction des États nationaux un des instruments principaux de l'émancipation et de la souveraineté des peuples.

Dans les années 1950 et 1960, les mouvements de libération nationale et les différents nationalismes portaient en leur sein les valeurs universelles d'égalité, de justice sociale et de dignité. L'islam était intégré dans cette construction idéologique et identitaire et n'apparaissait pas comme un obstacle à cette représentation d'un imaginaire politique universel. Ces nationalismes de la première heure, et notamment les nationalismes arabes, étaient portés par le premier moment du réformisme musulman, suite à l'irruption de la modernité dans ces pays (Droz-Vincent, 2004), qui était dans une posture d'ouverture aux idées nouvelles introduites par le contact avec l'Europe des lumières.

Ce réformisme posait la nécessité d'adapter, à partir de la raison, le legs islamique à ces changements, mais selon un mode syncrétique et non critique. En Égypte par exemple, les leaders du principal mouvement nationaliste, le Wafd, étaient animés autant

par des musulmans que par des coptes. De même, il est important de rappeler que parmi les activistes nationalistes tunisiens se trouvaient des juifs tunisiens, même si ces derniers ont plutôt investi les formations communistes.

Mais ces mouvements de libération nationale ont été également alimentés par la dimension religieuse islamique des populations, heurtées par une domination coloniale perçue comme « chrétienne », et donc par une sorte de djihadisme populaire. Ce n'est pas un hasard si les nationalistes algériens sont dénommés des « *moujahidins* » (combattants de la foi) et que le héros « laïc » du mouvement de libération nationale tunisien, Habib Bourguiba, ait été dénommé le « *Moujahid* suprême ». Rappelons également comment ce dernier, pourtant admiratif de l'Europe des lumières, a estimé qu'il ne fallait pas supprimer le voile des femmes avant l'indépendance du pays, car signe de l'identité nationale tunisienne. Il le fera après l'indépendance tout comme il supprimera certaines dispositions de la Loi islamique défavorables au statut de la femme et à l'égalité entre les sexes. De même, il posera la nécessité de changer les significations du djihad, pour en faire un combat contre le sous-développement.

Les élites historiques dirigeantes de ces pays issus des mouvements de libération nationale ont ainsi construit des sortes de « laïcités autoritaires » (Luizard, 2008), notamment dans les pays qui connaissent une forte diversification confessionnelle, comme en Irak et en Syrie, dans le but principalement de construire une idéologie nationale unitaire et de conforter la construction de l'État-nation (Dot-Pouillard, 2016). C'était le cas du nationalisme destourien en Tunisie, du nationalisme égyptien et arabe de Nasser, ainsi que des partis Baath en Irak et en Syrie. Il est significatif de noter que l'un des principaux idéologues du baathisme est un chrétien, Michel Aflak (Steuer, 2004). Tout se passe comme si la « nation arabe » avait pour objectif de « laïciser » la communauté des musulmans, la « Umma », en lui enlevant sa dimension religieuse islamique.

Ces laïcités autoritaires ont, en réalité, accompagné et conforté un processus de sécularisation, d'une ampleur considérable, qui avait déjà commencé depuis la fin du 18e siècle (Al-Azmeh, 1992). L'enseignement, le droit, la justice, la santé, la vie intellectuelle, n'étaient plus l'affaire exclusive des religieux. Toutefois, il s'agissait d'une sécularisation *de fait*, non accompagnée d'un discours clair de légitimation, bien au contraire. En effet, les élites dirigeantes

tenaient à ménager les « sentiments religieux » de leurs populations, majoritairement musulmanes, mais également les autres confessions religieuses, toute aussi vivaces car en situation de minorité.

La défaite de 1967 et la victoire d'un État qui se définit comme « juif » ont constitué un traumatisme majeur. Elle a d'abord signalé l'échec du nationalisme arabe et du panarabisme. Elle a entraîné également un « retour à l'islam » général des populations, qui a fait le succès d'une deuxième réaction réformiste, principalement celle des Frères musulmans. Elle se distingue de la première car, habitée par le « rêve califal » ou impérial, elle se situe dans le cadre d'un refus de toutes les idées et valeurs de progrès issues de l'Europe et de l'Occident. Elle prône un retour littéraliste au legs islamique censé résoudre tous les problèmes du monde arabo-musulman et lui faire retrouver sa puissance perdue depuis la chute de l'Empire ottoman.

Les idées d'Hassan El Banna, père fondateur des Frères musulmans, axées sur la réforme morale et religieuse de l'individu pour qu'il devienne un « vrai musulman », ont été considérablement renforcées et systématisées par la doctrine de Sayyid Qotb[2], père spirituel de l'extrémisme islamique, du djihadisme et de l'ensemble des mouvements qui pratiquent aujourd'hui la violence. Ce dernier excommuniera non seulement les pouvoirs politiques arabes qui ne respectent pas la loi islamique, mais également les sociétés qui se disent musulmanes (Qotb, 2009).

Les « vrais » musulmans sont les membres de l'organisation des Frères musulmans. Cette dernière représente l'élite, la minorité éclairée, l'avant-garde révolutionnaire en charge de guider et de ré-islamiser les masses. Il s'agit en effet d'une minorité composée de vrais croyants, car déjà réformés religieusement au sein de l'organisation. Cette avant-garde islamique doit « rompre émotionnellement » avec son environnement naturel pour se protéger, avant d'aller à la conquête du monde. Comme dernier élément de la théorie qotbiste, il importe de signaler la supériorité de l'islam par rapport aux autres civilisations, occidentales notamment.

Le projet islamiste, tel qu'explicité par Sayyid Qotb, s'adresse aussi bien aux « faux » musulmans en général qu'aux autres

2. Intellectuel égyptien à l'origine proche du libéralisme et du socialisme. Il a rejoint tardivement les Frères musulmans. Il sera pendu sous le régime de Nasser, car accusé d'avoir participé à un complot visant son assassinat.

sociétés qui vivent dans la *jahiliyya*. Ce projet consiste à rétablir la souveraineté absolue de Dieu (*al-hakimiyya*) à travers l'instauration de l'État et de la loi islamiques, pour libérer les croyants du matérialisme occidental. Cette culture d'enclave, qui n'est pas nouvelle dans l'histoire musulmane, devient très rapidement le socle politique du djihadisme contemporain (Mouline, 2016).

La révolution khomeyniste de 1979, qui a signifié le premier grand échec des États-Unis dans la région, a évidemment conforté le succès de cette idéologie. Mais bien avant cette date, cet islamisme a également été soutenu financièrement par les riches pays du Golfe et notamment par l'Arabie saoudite. Pour cette dernière, dans un premier temps, il s'agissait de contrer le nationalisme nassérien en s'alliant aux Frères musulmans chassés par Nasser. Par la suite, il s'est agi de contrer la montée en puissance de l'islam chiite dans la région. Il est vrai que l'idéologie officielle de l'Arabie saoudite, le salafisme wahhabite, a un socle commun avec les idées du fondateur des Frères musulmans, à savoir le retour au legs islamique et son application littéraliste (Rougier, 2008).

Cette mutation idéologique majeure vers l'islamisme en général a été d'autant plus loin qu'elle s'est articulée à des raisons internes à ces pays, à savoir la crise du pacte fondateur des États dans la région (Ben Néfissa, 2011). Cette crise a commencé dès les années 1970 avec les politiques néolibérales et le retrait de l'État de ses missions sociales. Le « printemps arabe » a révélé l'importance de cette crise, mais il l'a également considérablement renforcée.

En effet, partout dans les pays arabes, l'autoritarisme s'est incarné dans un État social qui a fait de la redistribution et de l'équité l'une des sources principales de la légitimité des régimes, que ce soit dans les républiques ou dans les monarchies (Kienle et Louër, 2013). Les droits sociaux ont ainsi été mis au centre des pactes État-société. La restriction des libertés politiques et publiques constituait une sorte de contrepartie à cet interventionnisme de l'État sur le plan social. Ce dernier s'exprimait dans les domaines éducatif et sanitaire, mais également par l'emploi public, les systèmes de sécurité sociale et les différents programmes d'assistance et de soutien à la consommation.

Cet équilibre a donc été remis en cause à partir des années 1970 et 1980 avec les mesures d'ajustement structurel. Certains régimes se sont alors appuyés sur les acteurs islamistes pour nuire aux courants idéologiques de gauche, mais également pour compenser les

réductions drastiques de leurs dépenses sociales. De ce point de vue, l'exemple égyptien est hautement significatif. C'est ainsi qu'à partir de la politique de l'*infitah* (libéralisation de l'économie) initiée par Sadate, les associations islamiques de bienfaisance ont été encouragées. Contrôlées notamment par les Frères musulmans, elles ont été l'un des instruments principaux de la constitution de leurs bases sociales, politiques et électorales (Ben Néfissa, 2000). Le rapprochement de ces derniers avec les pays du Golfe a été d'un apport incontestable, puisqu'une partie de leur direction historique réprimée par Nasser s'était réfugiée en Arabie saoudite ou elle a occupé les hauts postes, notamment dans le secteur éducatif et universitaire (Mouline, 2016).

Mais ce rapprochement avec les pays du Golfe a concerné plus généralement le régime égyptien, suite à son retournement d'alliance avec les pays de l'Est et son alignement sur la politique américaine. Il a entraîné une véritable révolution conservatrice (Haenni, 2005) qui a concerné plusieurs pans de la société égyptienne, avec une « salafisation » générale des mentalités, via notamment une salafisation des institutions de l'islam « officiel ». L'émigration massive des égyptiens dans les pays du Golfe a été un facteur adjuvant d'un tel phénomène. Il s'agit des résultats de la contre-offensive idéologique de la diplomatie religieuse wahhabite, considérablement renforcée par la rente pétrolière (Conesa, 2016).

Cette islamisation des esprits n'a pas concerné que l'Égypte. Les régimes de Bourguiba et de Ben Ali ont durement réprimé le mouvement Ennahda lié aux Frères musulmans et ce dernier n'a jamais pu bénéficier des espaces de liberté comme en Égypte. Toutefois, même dans ce pays, une salafisation générale des esprits s'est révélée sous l'impact des chaînes satellitaires arabes et notamment des chaînes religieuses qui ont contribué à renforcer la délégitimation des pratiques dites « populaires » de l'islam, à savoir l'islam soufi et le culte des saints. C'est ainsi, comme le dit Hamadi Redissi (2007), que l'islam sectaire est devenu l'islam dominant dans les sociétés arabes.

De même, il est significatif de noter comment le régime de Moubarak et, à un moment donné, le régime de Ben Ali ont encouragé les courants salafistes, car ils les percevaient comme non politiques. Il s'agissait de contrebalancer le poids politique grandissant des Frères musulmans. Ils ont été ainsi des acteurs de cette salafisation des esprits et des mentalités via leurs mosquées et

leurs prédicateurs[3]. Il n'est donc pas étonnant que suite au printemps arabe, ce soient les courants politiques islamistes qui sont arrivés au pouvoir en Tunisie et en Égypte, alors même qu'ils n'ont pas été initiateurs de ces soulèvements. En Égypte, le parti Liberté et Justice lié aux Frères musulmans et le parti salafiste Nour ont emporté l'écrasante majorité des voix lors des élections législatives de l'année 2011-2012. En Tunisie également, le parti Ennahda a gagné les élections de l'assemblée constituante de 2011 et il a fait deuxième aux élections législatives de 2014.

Le passage au pouvoir des Frères musulmans, même bref en ce qui concerne l'Égypte, a révélé que ces derniers n'étaient pas porteurs de programmes politiques alternatifs au néolibéralisme. Les quelques mesures qu'ils ont adoptées ont mis en lumière leur préférence pour une sorte de néolibéralisme islamique, corrigé par la bienfaisance et la bonne volonté des riches pour aider les pauvres (Tozy et Hibou, 2015). De ce point de vue, le refus des Frères musulmans égyptiens d'avaliser la loi permettant la création de syndicats indépendants est hautement significatif. Il s'agissait d'une des principales revendications des militants syndicalistes avant 2011. Elle avait pour objectif de remettre en cause la non-représentativité des travailleurs par l'Union générale des syndicats ouvriers, sous contrôle de l'État et de l'administration. Par contre, les Frères ont préféré placer leurs hommes à la direction de l'Union générale des syndicats ouvriers (Ben Néfissa, 2015). Les Frères musulmans tunisiens ont été guidés par les mêmes principes, avec notamment leur tentative de remettre en cause le poids de la puissante Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT)[4].

En réalité, le passage à la légalité et au pouvoir des Frères musulmans égyptiens et tunisiens a mis à la disposition des chercheurs de nouveaux matériaux, qui permettent de renouveler les analyses scientifiques qui ont été faites à leur propos. Ces derniers ont toujours été considérés par la recherche, française notamment, comme plus « politiques » que les autres courants de l'islamisme et notamment les salafistes. Ils visent en effet la conquête du pouvoir politique, notamment en Égypte, où ils ont participé aux différentes

3. La libération des prisonniers politiques consécutive à la révolution du 14 janvier a montré que près de 3 000 d'entre eux étaient des salafistes djihadistes.
4. Ces tentatives ont pris plusieurs formes : création de nouvelles structures syndicales et intimidation des cadres de l'UGTT, dont le point culminant a été la tentative de prise de force du siège de l'UGTT, le 4 décembre 2012, par les Ligues de défense de la révolution.

élections que ce pays a connues avant même la révolution du 25 janvier 2011. Ce n'était pas le cas des salafistes égyptiens, qui se distinguaient par leur légitimisme politique, à l'image des salafistes wahhabites saoudiens qui interdisaient la révolte contre les « princes ».

Toutefois, les nouveaux matériaux ont montré que leur organisation s'apparente plus à une secte religieuse qu'à une formation politique (Ben Néfissa et Abo Kassem, 2015). Sa principale activité est la fabrique du « vrai musulman » et de la vraie élite musulmane. La socialisation militante est principalement religieuse et très faiblement politique. Il semble plutôt qu'il s'agit là de la conséquence logique de leur vision de la réforme sociale et politique (Kandil, 2015). Cette dernière est conçue comme un *résultat* de la réforme religieuse de l'individu. Le refus d'accorder une autonomisation à leur propre activité partisane après la révolution du 25 janvier 2011 est significatif de ce point de vue. Le programme du parti Liberté et Justice inclut notamment la phrase suivante : « *Le parti s'engage à la réforme pacifique et graduelle sur une base islamique. Il se doit de réformer l'individu, la famille, la société et le gouvernement et à partir de là les institutions de l'État*[5]. »

En Tunisie, le parti Ennahda a déclaré à son dernier congrès qu'il séparait définitivement la prédication et la politique. Il serait important que la recherche s'intéresse aux modalités pratiques de cette séparation. Mais ce qui est certain, c'est que les Frères musulmans en général se distinguent par leur absence d'une vision positive de l'État capable de réformer et de réguler au profit d'une vision positive de l'individu. Dans son ouvrage sur l'échec de l'islam politique, Olivier Roy a noté que les islamistes se heurtent à la notion d'États, ces États qui existent de plus en plus et se solidifient (1999). De sorte que le panislamisme ou le rêve califal se transforme dans bien des pays en « islamo-nationalisme », comme en Iran par exemple, ou peut-être également en Turquie. Roy s'est appuyé sur ce dernier élément pour pronostiquer l'échec de l'islam politique.

En réalité, l'expérience égyptienne permet de poser l'hypothèse inverse. C'est peut-être l'incapacité des Frères musulmans égyptiens à intégrer et à récupérer à leur profit le nationalisme égyptien qui a constitué la source principale de leur échec. Le coup d'État du 3 juillet 2013 mené par l'armée contre le premier président élu

5. Le programme du parti Liberté et Justice (en arabe), 93 pages.

démocratiquement dans ce pays, Mohamed Morsy, a ainsi été légitimé sur le plan interne par la réactivation d'un nationalisme égyptien exacerbé et unanimiste. Ce dernier fait de l'État et notamment de l'armée l'assise même de la nation et de l'identité égyptiennes. Il n'est donc pas étonnant que le 3 juillet ait signifié d'abord et avant tout le retour à l'État, creuset de la nation égyptienne, sécuritaire et autoritaire.

Djihadismes, faillite des États et langage communautaire

L'observation des scènes politiques de la région suite au « printemps arabe » montre également que le passage à la légalité et au pouvoir des Frères musulmans n'a pas empêché le développement dans ces pays de groupements salafistes djihadistes à l'origine d'actions terroristes à l'intérieur des villes et des capitales, mais surtout dans les espaces géographiques oubliés par le développement et par les services de l'État, qu'il s'agisse du Sinaï en Égypte ou des régions frontalières en Tunisie. La remise en cause des appareils sécuritaires suite aux soulèvements de 2011 a évidemment favorisé un tel phénomène. Il n'est donc pas étonnant que ce soit dans les pays où les États centraux se sont effondrés que ces groupements se sont le plus développés, notamment en Libye mais également au Yémen et en Syrie.

Mais, en réalité, la fragilisation des États suite aux soulèvements de 2011 n'a fait que révéler l'ampleur d'un phénomène tout en le renforçant et en le transformant. Ce phénomène est également de nature idéologique. Il s'agit principalement du processus de radicalisation du salafisme et de son autonomisation par rapport à ses initiateurs idéologiques et financiers. Le djihadisme contemporain (Mouline, 2015) est issu d'une double filiation : les Frères musulmans et le salafisme wahhabite diffusé depuis l'Arabie saoudite (Mouline, 2015).

Cette hybridation entre ces deux tendances de l'islamisme contemporain a en réalité commencé dès la fin des années 1960, même si ses résultats ne sont apparus qu'ultérieurement. Dans un premier temps, cette alliance a eu pour impact de réduire considérablement la composante « nationaliste » des Frères musulmans égyptiens, héritière de la période coloniale et des guerres de Palestine, au profit de sa dimension strictement identitaire et religieuse, comme il a été démontré précédemment. Mais, inversement, la présence des Frères musulmans égyptiens exilés dans

les universités saoudiennes et le système d'enseignement transformera le salafisme wahhabite saoudien.

Alors que ce dernier se particularise traditionnellement par son légitimisme vis-à-vis de la monarchie saoudienne, une nouvelle tendance s'est affirmée pour légitimer la révolte contre les dirigeants sur une base évidemment religieuse. Elle débouchera sur des mouvements sunnites de contestation, avec notamment l'occupation de La Mecque en 1979 (Lacroix S., 2010), quelques mois après la révolution iranienne. Le déclenchement du djihad afghan contre les Soviétiques, financé par les Saoudiens et par les Américains, et les attaques du 11 septembre 2001 contre les tours new-yorkaises par Al-Qaïda ont constitué d'autres étapes importantes du succès du salafisme djihadiste, auprès notamment de la jeunesse de la région arabe du monde sunnite. Le djihad sunnite a bâti sa mythologie et son idéologie autour de l'Afghanistan des années 1980[6].

Ces étapes du djihadisme contribueront à disqualifier définitivement les mouvements révolutionnaires portés par les valeurs de la gauche et du marxisme-léninisme, notamment au sein de la jeunesse et du milieu étudiant. Elles consacreront la domination de l'islam comme cadre de référence pour l'engagement et l'action révolutionnaire. Ce nouveau djihadisme sera également enrichi d'une dimension nouvelle, avec le développement d'une rivalité sunnite-chiite pour la défense de l'islam. En effet, à peu près à la même époque, l'idéologie du chiisme militant révolutionnaire s'est construite à la suite de la révolution iranienne de 1978-1979. Si la révolution iranienne a consacré ce premier moment de la rivalité entre l'Iran et les pays du Golfe, les victoires du Hezbollah contre l'armée israélienne au Liban et l'invasion américaine de l'Irak en 2003, suite aux guerres du Golfe, auront consacré la montée en puissance du chiisme politique dans la région arabe.

C'est notamment en Syrie, en Irak et au Liban que se révélera cette rivalité entre le djihadisme sunnite et le djihadisme chiite, liée à l'échec du processus de paix israélo-palestinien. Cet échec alimentera une sorte de propagande djihadiste officielle de la part des régimes syrien et iranien prônant la résistance et qualifiant l'Autorité palestinienne d'institution illégitime (Rougier, 2017). Ce djihadisme

6. Lire l'entretien avec Bernard Rougier sur le site internet : www2.assemblee-nationale.fr/14/missions-d-information/missions-d'information-de-la-conference-des-presidents/moyens-de-daech/(block)/27568.

chiite d'État entraînera une radicalisation des milieux islamistes sunnites, qui chercheront à le concurrencer aussi bien dans les camps palestiniens au Liban que dans les couches défavorisées sunnites en Syrie[7].

La destruction-reconstruction de l'État et de l'armée irakienne suite à l'invasion américaine en 2003, au détriment des communautés sunnites, parachèveront cet antagonisme sunnite-chiite et consacreront la confessionnalisation des conflits dans ce pays. Une partie des sunnites irakiens et notamment les anciens fonctionnaires et militaires de l'armée de Saddam Hussein se sont alliés au nouveau salafisme djihadiste anti-chiite, tel que reformulé par Daech. Dotée d'une plateforme et d'un territoire au cœur même du monde arabo-musulman et d'une autonomie financière, Daech, à la fois héritière et concurrente d'Al-Qaïda, attirera une partie de la jeunesse arabe salafisée, mais pas seulement (Al-Naji, 2010).

La confessionnalisation rapide du « printemps syrien » se doit également d'être analysée à l'intérieur de cette division sunnite-chiite. À l'origine, il s'agissait d'un mouvement pacifique de la jeunesse syrienne habitée par des valeurs de liberté, d'égalité et de dignité sociale (Kachee et Maucourant, 2016). La terrible répression organisée par le pouvoir syrien allié à l'Iran et au Hezbollah contre ces premiers moments de la révolte et l'entrée dans le jeu des puissances régionales ont radicalisé définitivement le « printemps syrien », en l'imprégnant d'une dimension confessionnelle. Alors que les Saoudiens ont presque toujours joué la carte de la contre-révolution, en Syrie, la rivalité avec l'Iran a été la plus forte. Ils se sont rangés dans le camp des révolutionnaires.

Cette confessionnalisation des conflits dans la région alimente certaines thèses qu'il importe toutefois de nuancer. Pour certains chercheurs, à l'exception de la Tunisie et de l'Égypte qui ont connu un processus de centralisation initié dès le début du 19e siècle, la déstabilisation actuelle n'a fait que révéler la fragilité et l'illégitimité des États au Moyen-Orient, considérés comme des organes extérieurs à la société, fondés sur l'arbitraire et la prédation (Bozarslan, 2013). Les crispations identitaires à l'œuvre dénotent ainsi l'échec de la transformation des sociétés moyen-orientales en sociétés politiques où l'identification des individus peut se faire sur des lignes de clivage politiques ou idéologiques.

---

7. *Ibid.*

Cette thèse, qui conforte l'idée d'un soulèvement arabe « antiétatique », se doit d'être fortement nuancée, car il semble plutôt que c'est la nature autoritaire des régimes, leurs violences et le caractère fondamentalement coercitif de leurs actions – éventuellement au profit d'un clan familial, d'une communauté ou d'un groupe ethnique – qui ont été contestés (Catusse, 2016). De même, il est significatif de noter que les soulèvements populaires n'ont généralement pas posé la question des frontières des États, même si les conflits se sont internationalisés par la suite avec l'implication de puissances étrangères et/ou internationales comme en Libye, Syrie, Yémen et Bahreïn (Foucher, 2016). Le « printemps arabe » aurait donc moins signalé l'illégitimité profonde et intrinsèque des États, que la crise des pactes fondateurs entre les États et sociétés dans la région, aussi bien au Maghreb qu'au Machrek.

Si la « question sociale » est au centre même du pacte politique autoritaire dont il a été question dans la première partie de l'article, il est possible également de dire qu'elle est centrale dans le renouveau actuel de la question communautaire dans ces pays. Les identités communautaires, tribales, ethniques, religieuses et régionales ont été instrumentalisées par les régimes pour asseoir leur suprématie, et également par les différents groupes sociaux pour accéder à l'État et à ses ressources matérielles et symboliques. Les questions communautaires se sont exprimées à l'intérieur et autour des espaces étatiques. Leur politisation actuelle est en lien avec les perturbations liées aux soulèvements de l'année 2011, mais également au néolibéralisme et à la mondialisation (Corm, 2014).

La question communautaire se décline de plusieurs manières selon les pays. Ce n'est pas un hasard si le salafisme djihadiste sunnite a pénétré les milieux les plus marginalisés de la communauté sunnite en Syrie, provoquant une coupure au sein même de cette communauté. Cette dernière est divisée entre une bourgeoisie qui va bénéficier des avantages de la libéralisation économique sous Bachar Al-Assad et les couches prolétarisées des périphéries, des villes moyennes, des bourgs. Ces dernières ont perdu leurs modes d'accès à l'État avec la crise du parti Baath, qui, sous Hafez el-Assad, était capable de relayer des demandes sociales et de servir de courroie de transmission entre la société et le régime.

Les mêmes propos pourraient être reproduits pour les régions marginalisées de l'intérieur de la Tunisie qui ont été les fers de lance de la révolution tunisienne. Également en Tunisie, la chute du

régime de Ben Ali a été favorisée par la crise du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), qui n'était plus capable de jouer son rôle de médiation avec les populations locales, car il était lui-même victime de la prédation de la belle-famille de Ben Ali d'une part et des contraintes de la mondialisation d'autre part.

Le langage de type communautaire qui caractérise jusqu'à aujourd'hui les multiples mouvements sociaux, aussi bien en Tunisie qu'en Égypte, met l'accent sur une demande de renégociation des modalités de l'unité nationale de la part des régions oubliées par l'État « développeur ». Un tel phénomène révèle le processus d'érosion et d'effritement des discours nationalistes et unanimistes des régimes arabes, qui ont marginalisé, étouffé et perverti les multiples autres appartenances à l'avantage de certaines, proches des lieux du pouvoir et des centres de l'État.

Ce n'est pas un hasard si la Haute-Égypte est le terreau du mouvement islamiste en Égypte et si le Sinaï est le terreau du salafisme djihadiste. C'est en Haute-Égypte que se trouvent la pauvreté extrême, l'analphabétisme, la rareté des services et des équipements collectifs. Les mêmes propos peuvent être reconduits pour les populations du Sinaï, qui souffrent non seulement de la paupérisation, mais également des soupçons qui pèsent sur leurs allégeances à la nation égyptienne[8].

Conclusions

Le propos de cet article a été de tenter de comprendre pourquoi la région arabe semble plus que d'autres régions concernées par la montée en puissance des mobilisations identitaires, des fondamentalismes religieux, des communautarismes et des ethno-nationalismes. L'hypothèse centrale a été de dire que les luttes sociales et économiques, pour s'exprimer, ont utilisé le langage dominant, majoritairement disponible pour la majorité des populations, à savoir le langage de l'islamisme en général dans ses différentes variantes et hybridations.

8. Le Sinaï a été occupé par Israël après la guerre de 1967 et rendu à l'Égypte, quinze ans plus tard, en 1982, aux termes des accords de Camp David. Depuis, il a été victime d'une sorte de préjugé défavorable de la part du pouvoir égyptien qui était persuadé que les Israéliens y avaient laissé des informateurs parmi la population. Cette perception va avoir pour conséquence la discrimination des populations du Sinaï sur les plans économique, social et politique. C'est ainsi qu'elles sont très peu recrutées dans l'armée et les services de sécurité.

À son tour, ce langage à forte dose « performative » a perverti ces luttes en les transformant en combat de haine contre les Autres et en guerres civiles, non seulement entre sunnites et chiites, mais à l'intérieur même de l'islam sunnite. Les régimes autoritaires de la région et les puissances régionales ont été des acteurs fondamentaux de cette « grande transformation culturelle » (Kandil, 2015), au cœur même du projet de Hassen el Banna, mais pas uniquement.

Les puissances occidentales et principalement les États-Unis ont joué également un rôle déterminant dans cette crise du langage politique dans la région. Si le système des « deux poids deux mesures » concernant le conflit israélo-palestinien est central dans le sentiment d'injustice ressenti par les populations de la région, l'invasion américaine de l'Irak en 2003, sur la base d'un mensonge international, a été également d'une importance fondamentale pour faire du salafisme djihadiste la nouvelle utopie du 21e siècle, attirant dans la foulée une partie de la jeunesse occidentale. Le terrorisme islamique frappe aussi les pays occidentaux, alimentant également dans ces pays des réactions nationalistes et souverainistes.

D'une certaine manière, la crise des idéologies politiques de par le monde présente des traits convergents. Il s'agit là, également peut-être, de l'impact de la mondialisation sur le politique. Dans le seul pays du « printemps arabe » qui a pacifié ses luttes politiques pour qu'elles s'expriment par les urnes, le taux de la participation électorale effective subit une baisse continue. Les Tunisiens sont déçus. Ils ne perçoivent pas d'améliorations dans leur niveau de vie avec la période de Ben Ali. Une partie de la jeunesse, à l'instar des citoyens de l'Afrique subsaharienne, continue à mourir dans cette mer Méditerranée censée les conduire vers un autre monde. Mais cet autre monde leur est fermé.

Ce qui est certain également, c'est que la solution répressive pour remettre en cause le salafisme djihadiste n'apportera aucun résultat, bien au contraire, comme l'atteste ce qui se passe actuellement en Égypte. Les solutions politiques justes pour régler les grands conflits de cette région du monde, ainsi que des politiques sociales pour traiter la misère et le chômage de la jeunesse seront d'un apport incontestable, mais également insuffisant. Il faudra également une véritable révolution culturelle dans cette région… et cette dernière semble avoir commencé.

Aux « laïcités autoritaires » des régimes politiques arabes succède aujourd'hui un mouvement de laïcisation par le « bas » qui se

nourrit des réactions inquiètes et indignées vis-à-vis des pratiques des différents acteurs religieux, qu'il s'agisse des islamistes dits « modérés » ou des djihadistes salafistes. Le « printemps arabe » a exprimé une crise de l'autorité dans ses multiples aspects, y compris ceux pratiqués par les hommes des religions. Les pratiques de Daech ont renforcé un processus de « sortie » de la religion : recul de la pratique religieuse, déclin du port du voile dans certains quartiers, libération du langage, avec une tendance à briser les tabous les plus puissants de la religion musulmane, émergence d'un nombre impressionnant de personnes se déclarant ouvertement athées, conversions vers le christianisme en Tunisie, etc.

Bibliographie

Al-Azmeh A. (1992), *Al-Ilmaniyya min Manzour Mukhtalif (Secularism from a Different Perspective*), Beyrouth, Markaz Dirasat al-Wihda al-Arabiyya, réimprimé en 1998.

Al-Naji A. B. (2010), *Idârat al-Tawahuch : akhtar marhla satamor bihâ al-Umma* (*The management of slavery : the most critical stage through which the Umma will pass*), www.azelin.files.wordpress.com.

Banégas R. (2017), « Regains Nationalistes en Afrique », *Questions internationales*, n° 83, janvier-février.

Ben Néfissa S. (2015), « Les mouvements protestataires et la scène politique égyptienne après le 3 juillet 2013 », *Recherches internationales*, n° 104, juillet-septembre.

Ben Néfissa S. (2011), « Mobilisations et révolutions dans les pays de la méditerranée arabe à l'heure de l'hybridation du politique. Égypte, Liban, Maroc, Tunisie, » *Revue Tiers-Monde,* Hors-série.

Ben Néfissa S. (2000), « Citoyenneté et participation en Égypte : l'action vertueuse selon la Gamia Charia », *Maghreb-Machrek*, n° 167.

Ben Néfissa S. et Abo Kassem M. H. (2015), « L'organisation des Frères musulmans égyptiens à l'aune de l'hypothèse kotbiste », *Revue Tiers-Monde*, nº222, avril-juin.

Bozarslan H. (2013), « La notion de Moyen-Orient », www.lesclesdumoyenorient.com.

Catusse M. (2016), « L'État au péril des sociétés au Moyen-Orient », dans Bozzo A. et Luizard P.-J. (dir.), *Vers un nouveau Moyen-Orient ? États arabes en crise entre logiques de division et sociétés civiles*, Rome, Roma TrePress.

Conesa P. (2016), *Dr Saoud et Mr Djihad. La diplomatie religieuse de l'Arabie saoudite*, Paris, Robert Laffont.

Corm G. (2014), « Crise de légitimité de l'État dans le monde arabe », *Afkar/Idées,* printemps.

Dot-Pouillard N. (2016), « Sur les frontières : le Parti syrien national social entre idéologie unitaire et États-Nations », dans Luizard P.-J. et Bozzo A.-M., *Vers un nouveau Moyen-Orient ? États arabes en crise entre logiques de division et sociétés civiles*, Rome, Roma Tre-Press.

Droz-Vincent P. (2004), « Quel avenir pour l'autoritarisme dans le monde arabe ? », *Revue française de science politique*, n° 6, vol. 54.

Foucher M. (2016), « Sykes-Picot un siècle plus tard, mythes et réalités », *Telos*, 26 mai.

Haenni P. (2005)*, L'islam de marché, l'autre révolution conservatrice*, Paris, Seuil.

Kachee A. et Maucourant J. (2016), « La Syrie entre révolutions et ingérences », *Astérion*, n° 14.

Kandil H. (2015), « Inside the Brotherhood (part two) », interview par Margot Dazey, *Les Clés du Moyen-Orient*, www.lesclesdumoyenorient.com.

Kienle E. et Louër L. (2013), « Comprendre les enjeux économiques et sociaux des soulèvements arabes », *Critique internationale*, n° 61.

Lacroix S. (2010), *Les islamistes saoudiens. Une insurrection manquée*, Paris, Presses universitaires de France.

Luizard P.-J. (2008), *Laïcités autoritaires en terres d'islam*, Paris, Fayard.

Mouline N. (2016), *Le califat, histoire politique de l'islam*, Paris, Flammarion.

Mouline N. (2015), « Genèse du djihadisme », *Le Monde diplomatique*, décembre.

Qotb S. (2009), *Signes de piste* [Ma'âlim fî al-tarîq], Centre arabe des études et des recherches, Doha.

Redissi H. (2007), *Le Pacte de Nadjd. Comment l'islam sectaire est devenu l'islam*, Paris, Seuil.

Rosanvallon P. (2000), *La Contre Démocratie. La politique à l'ère de la défiance*, Paris, Seuil.

Rougier B. (2017), « Islamismes sunnites et Hezbollah », *Le Monde diplomatique*, janvier.

Rougier B. (2008), *Qu'est-ce que le Salafisme ?,* Paris, Presses universitaires de France.

Roy O. (1999), *L'échec de l'islam politique*, Paris, Le Seuil.

Steuer C. (2004), *Michel Aflaq et Sayyid Kotb, deux idéologues rivaux de la révolte arabe*, Mémoire de DEA, Université Lumière Lyon 2.

Tozy M. et Hivou B. (2015), « L'offre islamiste de justice sociale. Politique publique ou question morale ? », dans Bono I. et coll. (éds.), L'*État d'injustice au Maghreb,* Paris, Karthala.

Turquie : fabriquer l'illusion d'une souveraineté populaire[1]

Joris Leverink[2]

La résistance populaire contre la tentative de coup d'État de juillet 2016 est officiellement réinterprétée comme une mobilisation de la souveraineté nationale contre les ennemis de l'intérieur. Ce mythe qui suggère que « le peuple est au commande » polarise la société et légitime la gigantesque entreprise, lancée par les autorités, de mise à l'écart de tout qui ne suit pas aveuglément le président et son parti.

La Turquie d'après le coup d'État manqué du 15 juillet 2016 est le théâtre d'une grande célébration de la victoire du pays contre les putschistes ayant tenté de renverser le gouvernement. Le slogan « *hakimiyet milletindir* », qui signifie « la souveraineté appartient à la nation », est omniprésent – sur les innombrables banderoles et panneaux géants qui jalonnent les routes, dans la presse, à la télévision. Des drapeaux turcs d'un rouge brillant ornent les voitures, les devantures des magasins, les bâtiments publics. Durant plusieurs semaines, des gens se sont rassemblés toutes les nuits pour des « veillées démocratiques », effectuant des marches ottomanes, agitant des drapeaux et scandant des slogans religieux. Ces rassemblements avaient généralement pour toile de fond sonore un chant louant les qualités du président Recep Tayyip Erdogan.

---

1. Article publié sur www.roarmag.org le 28 août 2016 sous le titre : « Fabricating illusions of people power in post-coup Turkey ».
2. Analyste politique, écrivain et journaliste indépendant basé à Istanbul en Turquie, collaborateur du *ROAR Magazine*, d'*IPS News Agency* et du blog *Deciphering Disorder*.

La nuit du 15 juillet, alors que la tentative de coup était toujours en cours et que son issue était indécise, le président Erdogan est apparu à la télévision pour appeler la population à « *se rassembler sur les places* » pour « *protéger la démocratie* ». Ce fut là une démarche risquée, qui aurait pu se solder par des milliers de morts. Mais le pari du président a payé. L'appel, qui a été entendu par des millions de personnes, a fait basculer le cours des événements en sa faveur. Des dizaines de milliers de Turcs sont descendus dans la rue pour bloquer les militaires. Tant qu'Erdogan gardait la possibilité d'inviter ses partisans à se mobiliser, les putschistes n'obtiendraient pas l'appui populaire nécessaire à la prise de contrôle du pays, sans guerre civile. Malgré près de 250 décès parmi les civils lors de ces affrontements, « le peuple » a gagné.

Cette résistance contre la tentative de coup a depuis lors été érigée en un mythe national d'une population héroïque s'étant levée pour défendre la patrie. La polarisation à l'intérieur de la société, déjà forte avant l'événement, a atteint des niveaux sans précédent. Tout opposant au parti au pouvoir peut être considéré comme un ennemi de l'État et traité en tant que tel. Les dirigeants ont habilement exploité le récit d'une « victoire nationale contre le mal » pour poser les fondations d'un nouveau mode d'exercice du pouvoir, qui ne réserve rien de bon à ceux qui refusent de marcher au rythme de la musique présidentielle.

Combattre l'ennemi intérieur

« *La résistance turque au coup d'État est une deuxième guerre d'indépendance* » affirmait récemment en première page l'*Anadolu Post*, le journal en anglais de l'agence de presse officielle turque. La lecture de cette assertion prête à sourire. C'est pourtant bien de cette manière que les événements du 15 juillet sont présentés : le peuple turc a battu ses ennemis, brisé ses chaînes et consacré l'honneur de la nation. La première guerre d'indépendance, contre les forces d'occupation étrangères, a été dirigée par l'illustre Mustafa Kemal Atatürk, qui a par la suite fondé la République turque, en 1923. La « guerre » de 2016 a par contre été livrée contre des ennemis intérieurs : des traîtres et des opportunistes décidés à empêcher la réalisation du destin imaginé de la Turquie, devenir une superpuissance du 21e siècle.

L'identité de ces ennemis varie suivant vos interlocuteurs et le moment où vous les interrogez : les amis d'antan deviennent des

ennemis, les démons se transforment en partenaires – un scénario que l'on retrouve tout au long de l'histoire du Parti de la justice et du développement (AKP) d'Erdogan, de son arrivée au pouvoir à l'élargissement de son influence, jusqu'à l'imposition récente de son règne. Une grande partie des dizaines de milliers de fonctionnaires licenciés ou arrêtés dans la foulée du coup sont des soldats ou des policiers, ceux-là mêmes qui étaient loués il y a peu par le gouvernement pour leur rôle dans la lutte contre les militants kurdes ou la répression des dissidents.

Durant la mobilisation de Gezi à l'été 2013, Erdogan, toujours premier ministre à l'époque, avait qualifié l'intervention policière ultraviolente contre les manifestants pacifiques de « *saga héroïque* ». Aujourd'hui, nombre de ces agents de police sont victimes de mesures répressives. Ce qui montre combien il est facile de tomber en disgrâce dans la Turquie d'Erdogan : un jour vous êtes un héros, le lendemain vous êtes un ennemi de l'État.

Certaines parmi les milliers de personnes arrêtées lors des purges ont certainement eu des relations ou des sympathies avec le mouvement Gülen, dont le leader est accusé d'avoir orchestré le coup depuis son domicile, en Virginie – ce que lui-même réfute. Mais il y a bien peu de chance que l'ensemble de ces gens aient été impliqués dans le projet de renversement du gouvernement. La lumière doit encore être faite sur l'implication respective de Gülen et de ses partisans dans l'organisation du putsch. Certaines preuves pointent la responsabilité du mouvement au sens large, mais la vitesse et l'autorité avec lesquelles le gouvernement turc et les médias qui lui sont liés ont propagé cette version des faits, ne laisse pas d'espace à la controverse. En vérité, le simple fait d'exprimer un doute quant à la culpabilité d'un des individus mis en cause suffit pour être soit même marqué comme suspect.

Ce à quoi nous assistons est en réalité une mise à l'écart de ce que l'AKP perçoit comme étant ses ennemis intérieurs, c'est-à-dire de tous ceux qui n'ont pas adhéré aveuglément à la cause du parti. Or, au cours de ses années au pouvoir, l'AKP a collectionné les ennemis, certains plus réels que d'autres d'ailleurs : des séparatistes, de l'« État profond » et des *capulçus*[3] à un supposé « lobby du taux d'intérêt » international. Et depuis fin 2012, les « gulenistes » figurent

3. « Canailles » en turc, terme utilisé par Erdogan pour qualifier les personnes ayant participé au mouvement protestataire de 2013.

en bonne place sur cette liste. Ce que ces « ennemis de l'État » ont en commun, c'est la nature de leur dénomination, tout à la fois vague, ce qui permet de l'appliquer à toute une série de groupes et d'individus, et suffisamment précise pour instiller la peur et amener les gens à accepter des mesures sécuritaires qui amputent sévèrement les libertés civiles.

À qui appartient la souveraineté ?

Le slogan de la victoire contre la tentative de coup d'État – « *la souveraineté appartient à la nation* » – est un bon exemple du recours de l'AKP à la propagande pour manipuler la perception que la population a de la réalité sociale en Turquie. Ce slogan fait en réalité deux choses. Tout d'abord, il envoie le faux message à la population que c'est effectivement elle, par opposition à l'établissement politique et financier, qui contrôle la situation. Ensuite, il pose une distinction entre ceux qui appartiennent à la nation turque et les autres.

Le slogan implique que la nation turque a réussi à imposer sa volonté au pays, en tenant les comploteurs en échec. Il suggère que « le peuple » est aux commandes, que sans son aval, aucun changement politique n'est susceptible de passer. Il y a bien sûr un élément de vérité là-dedans – la tentative de coup n'a effectivement bénéficié que d'un soutien populaire très marginal. Et elle a été condamnée par l'ensemble des forces du spectre politique, du très à gauche HDP à l'ultranationaliste MHP. Mais tracer un signe d'égalité entre la résistance populaire contre le coup et le lieu de la souveraineté politique, c'est extraire les événements de leur contexte et donner une fausse image des rapports de force au sein du pays. La souveraineté n'appartient à la population que dans la mesure où cette dernière s'aligne sur les intérêts stratégiques de l'AKP. Mettre en avant les exemples où les deux coïncident n'est qu'un tour de passe-passe destiné à créer l'illusion que le parti est au service de la population.

L'AKP s'est tactiquement retenu de revendiquer la propriété des actions populaires qui ont contribué à l'échec du coup. Il promeut simplement le récit suivant lequel « le peuple » a répondu à l'appel du président à se lever pour « la démocratie ». Malgré le faible nombre de drapeaux et de symboles de l'AKP parmi ceux qui sont descendus dans la rue toutes les nuits pour participer aux « veillées démocratiques », la majorité de ces gens étaient des supporters du parti au pouvoir, comme une enquête l'a montré. À l'inverse, les

drapeaux, les écharpes et les pancartes à l'effigie du président étaient omniprésents et plus nombreux que les images de Kemal Atatürk. C'est un signal sans équivoque de la direction donnée au pays : avec l'AKP retiré de l'équation, restent « la population » d'un côté et le président de l'autre – un président se présentant lui-même comme l'incarnation de la « volonté nationale ».

Et suivant l'idée que rien dans le pays ne peut survenir qui ne soit sanctionné par « le peuple », il va de soi que tout ce qui se produit – qu'il s'agisse de la destruction de villages kurdes, de la construction d'un aéroport à Istanbul ou de la fermeture de médias critiques – est marqué du sceau du consentement populaire. Il s'ensuit aussi logiquement que la nation est libre de traiter les différentes questions à sa manière, ce qui instille la peur parmi les groupes minoritaires : Kurdes, Alévis, LGBT et militants de gauche. Les préoccupations de ceux qui sont aux marges ne sont pas reflétées par « la nation » et peuvent dès lors facilement être ignorées ou réprimées. Tout cela alimente l'idée suivant laquelle, dans la Turquie du 21e siècle, la démocratie est comprise comme la dictature légale de la majorité. Celui qui rassemble le plus de votes est libre de gouverner en ne rendant compte qu'à sa seule base électorale.

Servir et façonner la volonté nationale

L'un des atouts de l'AKP est qu'il a réussi, au cours des quinze dernières années, à s'attirer le soutien d'une constellation éclectique de groupes sociaux, religieux et ethniques : des nationalistes aux islamistes, des grosses sociétés aux pauvres urbains, des libéraux aux conservateurs et des Kurdes de Turquie aux millions de Kurdes de l'étranger. Chacun de ces groupes a fait l'expérience d'un visage différent de l'AKP, un visage familier et amical auquel ils ont fait confiance, qui s'est parfaitement adapté à leurs propres croyances religieuses, intérêts et visions du monde. Les Kurdes religieux ont vu un parti prêt à dépasser les frontières ethniques, avec lequel ils pouvaient trouver un terrain d'entente sur base d'une foi partagée. Les entrepreneurs ont apprécié l'orientation pro-marché et pro-business de l'AKP, convaincus qu'ils allaient cueillir les fruits de l'ouverture de la Turquie au monde. Les nationalistes ont reconnu dans l'AKP un parti déterminé à rendre la Turquie « à nouveau grande » et à en faire la première superpuissance islamique du monde.

Maintenant que l'AKP a fermement imposé son autorité et que le président a resserré son emprise sur l'État, le pouvoir est libre de se passer de certains des masques qu'il a précédemment utilisés pour obtenir adhésion et loyauté. Au fil des ans, le parti avait assuré pouvoir et autorité à ses membres, tout en octroyant faveurs et avantages à d'autres groupes, avec un message simple : ce qui est donné peut également être repris. La direction politique du pays a progressivement réalisé que la carotte et le bâton pouvaient être des outils appropriés pour domestiquer un appareil d'État rétif, mais qu'ils étaient de peu d'utilité pour gagner les cœurs. Un véritable mandat populaire ne peut être obtenu en recourant aux seules menaces.

Le parti et son leader se sont toujours présentés comme les incarnations de la « volonté nationale », une expression des rêves et des désirs de la nation. Mais cette revendication de représentation va de pair avec un investissement actif dans le façonnage de cette volonté. À travers le contrôle des médias et des contenus scolaires, l'AKP s'est assuré que la nation croit ce que le parti veut qu'elle croie et désire ce que le parti veut qu'elle désire. C'est à cet objectif précis qu'a servi le « rallye démocratique » du 7 août 2016, tenu à Istanbul trois semaines après la tentative de coup. Il a permis de prolonger et d'exploiter l'euphorie que les gens ont ressentie après avoir déjoué la conspiration, entretenant l'illusion que la population tirait les ficelles du pays. Les symboles partisans ont explicitement été interdits lors de cette manifestation, à laquelle les leaders du CHP et du MHP ont participé, tandis que les portraits du président étaient innombrables. L'idée de rebaptiser le pont du Bosphore et d'autres sites en l'honneur des « martyrs du 15 juillet » suit le même objectif sur le long terme.

Il résulte de ces pratiques que certains groupes à l'intérieur de la société turque se sentent habilités à remodeler leur environnement social en fonction de leurs préférences. L'espace public a été approprié par des supporters pro-gouvernementaux qui s'octroient le droit de le régenter à leur convenance. Dans la foulée immédiate du putsch raté, un certain nombre de groupes ont été intimidés ou même agressés : Kurdes, Alevis, femmes ne respectant pas le code vestimentaire islamique ou tout simplement individus refusant de prendre part à l'euphorie nationaliste. Si la plupart des veillées démocratiques ont cessé un mois après les événements, si, malgré les annonces d'arrestations de journalistes, d'universitaires et

de fonctionnaires, malgré les fermetures d'écoles et de facultés, la vie quotidienne paraît être revenue à la normale, quelque chose a fondamentalement changé en Turquie. Une partie de la population estime aujourd'hui que le pays lui appartient et qu'elle a donc la légitimité pour imposer ses règles. Les autres ont intérêt à marcher droit, penser droit, parler droit. Sans quoi la nation se rappellera volontiers à leur souvenir.

Traduction de l'anglais : François Polet

Afrique : fracture ethnique ou manipulation politique des ethnicités ?[1]

Amadou Sarr Diop[2]

L'explication ethniciste des conflits africains sous-estime la complexité des dynamiques sociologiques en jeu. Loin d'être des identités immuables, les ethnies sont des constructions sociales évolutives, sujettes à des manipulations par les groupes et individus en lutte pour l'accès à l'État et à ses prébendes. Pour autant le sentiment ethnique est une réalité avec laquelle il faut composer dans une logique de construction d'États-nations.

Le questionnement sur la conflictualité en Afrique est un lieu de discours où s'est construite une vision apocalyptique du continent, avec comme matrice d'analyse le paradigme de l'ethnicité dans sa version « afropessimiste ». Durant la décennie 1990, plus de soixante conflits armés ont été dénombrés en Afrique, qui ont fait près de 10 millions de morts dans onze pays. Depuis 2000, les chiffres sont encore plus effrayants : dix-sept pays sont concernés par les conflits armés, soit 20 % de la population africaine. Le continent héberge le tiers des réfugiés de la planète, environ 6 millions, et la moitié des déplacés, soit environ 25 millions de personnes. La panoplie des catastrophes est large et leur réapparition, à échéance régulière, renseigne sur l'évidence que les conflits sont loin de connaître un recul.

---

1. Article paru dans la *Revue de l'ISRA*, n° 19, Sénégal, décembre 2013, sous le titre : « Fracture ethnique ou manipulation politique des identités ? L'ethnicité en débat ».
2. Docteur d'État ès lettres en sociologie, chargé d'enseignement et de recherche à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar.

Dans leur mise en scène anthropologique, la plupart des travaux sur les conflits en Afrique ont eu recours au paradigme de l'ethnicité. Or, la durabilité et la complexité des conflits sur le continent noir, du fait de la variation des registres et de la nature des crises impliquant une pluralité d'acteurs, militent pour une remise en question de l'explication ethniciste des dynamiques conflictuelles. Les conflits en Afrique ont leur sociologie, c'est-à-dire qu'ils sont tributaires de contextes sociohistoriques, d'enjeux multiples et de causes multiformes.

Dans sa typologie, Ben Hammouda (1999) décline trois générations de conflits : les conflits interétatiques postcoloniaux (années 1950-1960), les conflits intraétatiques (années 1970-1980) et les conflits internes locaux d'après-guerre froide (années 1990-2000). Les conflits récents sont de nature plus complexe que ceux des deux premières générations, qui étaient marqués par des positionnements idéologiques et géostratégiques. La nouvelle conflictualité est alimentée par des rivalités politiques, mais elle dégénère, sous l'instrumentalisation des référents identitaires, en conflits armés « *devant l'incapacité de l'État à définir des mécanismes de négociation et de régulation pacifique de l'ordre politique* » (Samb, 2008).

Les conflits de la période post-bipolaire se déclinent sous divers registres, mais en dépit de leur diversité selon les contextes et les acteurs impliqués, leurs mécanismes d'engendrement se déroulent sous la dynamique d'une causalité multifactorielle. Ils peuvent en effet relever de revendications d'ordre identitaire, ethnoculturel (le problème de l'identité des sudistes au Soudan, des Tutsis au Rwanda, etc.), ethno-religieux, régionaliste et politique (Côte d'Ivoire), ethno-régionaliste (le cas de la Casamance au Sénégal), ethno-politique (la remise en cause de la légitimité du régime, notamment au Soudan, au Rwanda), économique (contrôle de la rente pétrolière au Congo, les mines de diamant en Angola) ou mafieux (Guinée Bissau).

À cette diversité de types de conflits, s'ajoutent l'hétérogénéité des acteurs collectifs (rébellions, factions, forces armées régulières, milices) et le caractère de plus en plus souvent civil de ces acteurs (enfants soldats, miliciens désœuvrés, trafiquants, mercenaires). Comme toute typologie, celle-ci ne rend pas pleinement compte de la nature des conflits, qui combinent régulièrement plusieurs facteurs et types d'acteurs. À l'analyse, l'approche centrée sur la causalité multifactorielle, partant de la conjonction de plusieurs variables

historiquement et sociologiquement situées, est la plus indiquée pour élucider les processus conflictuels. Elle a l'avantage d'éclairer sur le fait que les conflits en Afrique ne sont pas du seul ressort de la fracture ethnique. La variable historique ou, plus précisément, les formes d'historicité dans le cadre desquelles se sont structurées les formations sociales africaines ne sauraient être occultées.

Comme le soutient Bernard Calas, « *le conflit, n'échappant pas à la mise en récit, son analyse n'échappe pas à l'ordre du discours et à la mise en histoire* » (2011). C'est dans cette optique que s'inscrit cet article. Il ambitionne de cibler, parmi les multiples causes de conflictualité, la manipulation faite sur la variable ethnique. Ce faisant, il déconstruit la conflictualité récitée sous le prisme de l'affirmation des particularismes ethniques et des revendications identitaires et restitue la signification politique de la fracture ethnique comme forme d'expression de logiques d'acteurs déclinées par rapport à « *une crise identitaire sur fonds de décomposition institutionnelle et de fractionnement territorial* » de l'État en faillite (Hugon, 2007).

La fracture ethnique et le paradigme de l'ethnicité

La sociologie politique africaniste a construit ses postures analytiques autour du débat sur l'ethnicité. Pour mieux rendre compte de sa tournure et de ses implications, il faut procéder à un travail d'élucidation des concepts d'ethnie et d'ethnicité. Disons d'emblée qu'il existe une réelle difficulté à fixer avec certitude le sens du concept d'ethnie. Celui-ci est trop abstrait ; on ne rencontre pas l'ethnie comme une réalité concrète, mais plutôt la conscience ethnique qui se manifeste à travers des logiques d'acteurs dans des circonstances bien déterminées. Les anthropologues ont remarqué, comme l'écrit François Gaulme, que si « *un ensemble ethnique pouvait avoir une réalité incontestable, dans un temps donné, par opposition aux groupes qui l'entourent, les uns et les autres se considérant réciproquement comme distincts (sans que les noms employés soient toujours les mêmes), il n'en allait pas de même pour une réalité étudiée dans son aspect historique* » (2005).

L'ethnie est souvent identifiée à partir de la langue, des traits culturels, des coutumes, des origines généalogiques, historiques et géographiques ou encore à partir de caractères physiques. « *Au sens anthropologique courant, l'ethnie désigne un groupe humain caractérisé par une culture et une langue communes, formant un ensemble relativement homogène se référant à une histoire et*

un territoire partagé » (Leservoisier et Pottier, 2007). L'identité commune sur les plans culturel et linguistique n'est néanmoins pas synonyme d'ethnie, comme le montre l'exemple des Hutus et des Tutsis des Grands lacs qui, utilisant la même langue et partageant le même *ethos* culturel, se considèrent par ailleurs comme deux ethnies différentes.

Le concept d'ethnie, comme catégorie « ethnologique », est de plus en plus récusé au profit du concept d'ethnicité, qui renvoie à une réalité concrète : le sentiment ethnique ou le fait ethnique. L'ethnicité se définit, avant tout, comme la conscience d'appartenir à un groupe ethnique, à une communauté humaine donnée. Elle sous-tend une conscience d'être originaire d'un groupe ethnique par opposition à d'autres. L'ethnicité par conséquent recouvre un sens dont la signification première se décline dans l'altérité perçue sous l'angle de la différence ou de l'identification de soi par le sentiment de différenciation par rapport à l'autre. Ce qui nous ramène au sens primitif du concept d'ethnie avec sa connotation identitaire.

Dans le contexte spécifique de l'Afrique, la question de l'ethnicité alimente, depuis plus de trois décennies, un débat entre différentes approches. D'abord, il y a la théorie naturaliste de l'ethnicité, qui s'appuie sur le principe biologique. Elle circonscrit l'ethnicité comme un fait naturel antérieur à l'individu, comme un attribut biologique. Cette posture est dite approche primordiale, au sens où elle fait dériver l'identité ethnique de données biologiques, culturelles, religieuses ou linguistiques. La théorie sociale de l'ethnicité récuse la primauté accordée aux liens de sang et de parenté, en cherchant à démontrer que les individus se reconnaissent davantage proches par des références communes, par l'histoire. Dans ce cadre, l'ethnicité est observée comme un phénomène flexible qui prend la forme que lui donnent les acteurs sociaux. L'ethnicité cesse d'être un produit de la reproduction de différenciation naturelle des sociétés humaines pour devenir un produit différentiel de l'activité sociopolitique de l'homme.

Dans le contexte des sociétés africaines, c'est l'anthropologue Siegfried F. Nadel (1971) qui en a livré l'interprétation la plus illustrative, dans son étude sur le royaume des Nupe au Nigéria. En procédant à une déconstruction du concept d'ethnie, Nadel démontre que l'ethnie ou la tribu n'existe pas en vertu d'une quelconque unité ou ressemblance objective – phénomène biologique, lien de sang, descendance commune –, mais en vertu d'une unité idéologique et

d'une ressemblance acceptée comme dogme. La réflexion de Nadel nous éloigne ainsi, dans le contexte africain, de la vision objectiviste pour nous situer dans la vision subjectiviste. Dans cette posture, l'ethnicité est à la fois une catégorie subjective et un mode d'affirmation identitaire dans un contexte sociétal ou politique donné.

Si l'ethnie doit être considérée comme une construction intellectuelle et sociale historiquement située, force est de constater que le paradigme de l'ethnicité est une invention coloniale. Les défenseurs de cette ligne de pensée ont analysé l'ethnicité à l'époque coloniale dans le cadre du processus d'industrialisation et d'urbanisation. Pour eux, la création des centres urbains et autres lieux de concentration des colonisés a donné naissance aux réflexes identitaires, à la référence au lien de sang (biologique ou mythique). Dans cette même optique, signalons l'apport significatif de penseurs qui ont montré que l'ethnie devrait être appréhendée comme une création des administrateurs coloniaux et des ethnologues professionnels « *visant à interpréter la réalité africaine* » (Amselle, 1990).

Dans une autre perspective, le courant constructiviste met l'accent sur le caractère situé, évolutif et multiple des identités : ce sont moins les forces qui instrumentalisent les actions du groupe ethnique qui doivent être prises en compte que l'existence et l'identité du groupe ethnique qui se construisent par l'action des acteurs dans un contexte changeant. Ici, l'ethnicité est appréhendée à travers une pluralité de déterminants : la race, la langue, le religieux, le culturel, l'échange commercial, le politique ou la guerre. Ces éléments ainsi évoqués empêchent de réduire la compréhension de l'ethnicité à un seul aspect de la vie communautaire, et justifient la multiplicité des facteurs inclusifs de l'identité ethnique et sa manifestation dans le jeu des relations sociales.

C'est à ce propos que Jean-François Bayart soutient l'idée d'une pluralité de « *lignes d'identification* » (1996) du phénomène ethnique. L'ethnicité est saisie, par conséquent, comme une conscience historiquement construite dans une situation déterminée. Elle se redéfinit et se réaffirme de manière permanente dans la quotidienneté du vécu et dans des dynamiques relationnelles instables. Elle n'est plus perçue comme un invariant, mais la manifestation concrète d'une forme d'historicité dans un contexte sociétal.

Il y a enfin l'approche instrumentaliste, qui met en évidence l'exacerbation des différences et la manipulation des affiliations ethniques dans le cadre des conflits politiques. Ce paradigme

démontre « *combien l'ethnicité combine le lien affectif à la revendication politique et à la recherche du meilleur intérêt* » (Gasser, 2000). Ce courant a fortement marqué la science politique africaniste où le phénomène de l'ethnicité est appréhendé comme un des facteurs édificateurs et structurants de l'État en Afrique. C'est aussi dans cette optique que Bayart postule l'idée d'une « *réappropriation de l'État par les ethnies* » dans les sociétés africaines postcoloniales (1996). Ainsi, l'ethnicité serait le canal par lequel les individus et les groupes assoient leur capital social, qui les met dans une position marginale ou d'hégémonie dans la gestion du pouvoir et dans l'accaparement des prébendes. Cette vision appréhende l'ethnicité comme une idéologie de révolte, de conquête, d'exercice et de préservation du pouvoir.

L'instrumentalisation des particularismes ethniques

L'ampleur des conflits ethniques en Afrique a aujourd'hui « *redonné vigueur aux thèses primordialistes sur l'irréductibilité et l'immuabilité des ethnicités africaines, promptes à (re)fleurir dans certains discours politiques et médiatiques* » (Otayek, 1999). Beaucoup de théories sur l'Afrique postcoloniale ont jeté leur dévolu sur la récurrence des conflits et sur les violences qu'ils induisent dans les sociétés africaines. La plupart des grilles de lecture qui ont opiné sur les guerres et sur les faits politiques en Afrique ont polarisé leurs réflexions autour de cette problématique. Mais une articulation de l'ethnicité au champ politique, sous l'angle de l'éclairage sociologique, permet de relativiser les thèses surestimant l'ethnicité comme causalité des conflits en Afrique (Diop, 2010).

Max Weber lui-même dénonçait déjà l'usage abusif du paradigme de l'ethnicité. Ne se proposait-il pas de « *jeter par-dessus bord le concept général d'"ethnie" parce que c'est un terme fourre-tout inutilisable pour une recherche véritablement exacte,* [un] *phénomène présumé parfaitement homogène* […] *qui se volatilise lorsqu'on tente de le conceptualiser avec précision* » (Weber, 1971). Il soulignait la faiblesse de la notion de groupe ethnique en l'absence d'une analyse historique et sociologique concrète de la conscience qu'un groupe acquiert de lui-même à une époque et en un lieu donné. Les crises en Afrique sont vite assimilées à des manifestations purement ethniques, c'est-à-dire à des logiques de rejet identitaire entre ethnies partageant le même territoire étatique. Or, en réalité, l'ethnicité n'est qu'un mode de mobilisation identitaire

dont se servent les élites, de manière pernicieuse, dans les situations de compétition politique, exacerbant des clivages communautaires, ethnolinguistiques, religieux, territoriaux.

Une telle situation découle du fait que l'allégeance en politique dans le contexte des sociétés africaines est prédéterminée par l'appartenance communautaire, ce que j'appellerai le « groupe parental » (« *asakan* » en wolof), et à un niveau plus vaste par l'appartenance à une communauté sociologique, définie comme une somme d'individus liés par une origine culturelle, linguistique, territoriale. En Afrique, la personne humaine est verticalement enracinée dans sa famille et horizontalement liée à son groupe, à son ethnie, à son village et à son terroir.

La préférence exprimée à un parti ou à un groupe politique, est « *un supplément symbolique* » dont la fonction essentielle consiste à renforcer « *les territoires symboliques* » (N'Dione, 1994) et les liens de solidarité préexistants à l'intérieur de la communauté d'appartenance. L'ethnicité est l'une des formes d'expression les plus visibles de cette logique de manipulation soit à partir du vote identitaire, des tripatouillages de la constitution, soit à partir des fraudes électorales massives ou encore par l'exacerbation des particularismes pouvant déboucher sur des conflits violents. Ce qui fait dire à Jean-François Bayart que l'État en Afrique se maintient par « *des réseaux ethniques et clientélistes* » (1989).

Cette vision identifie l'ethnicité à une idéologie de conquête, d'exercice, de préservation, d'utilisation et de manipulation du pouvoir au profit de groupes sociaux se réclamant d'une même appartenance ethnique. L'ethnicité est donc un mode de mobilisation politique ; elle obéit à une manipulation du politique sur des bases ethniques, se manifestant par l'ethnicisation des oppositions au détriment de la mission régalienne de l'État. L'ethnie est ici « *le site primaire de l'engagement* » politique, expliquant en partie la « *réappropriation de l'État par les ethnies* » (Bayart, 1996) qui se traduit par une empreinte ethnocentrique, patrimonialiste, source d'accaparement de façon privative des moyens de l'État.

Dans beaucoup d'États africains, les responsables politiques se servent, de manière pernicieuse, des clivages ethniques pour la préservation ou la conquête du pouvoir. C'est donc moins le réflexe identitaire ethnique que la manipulation politique qui se trouve être la cause explicative de ces multiples conflits. Aussi bien pour ceux qui administrent que pour les opposants, le sentiment ethnique est

en Afrique une fibre sensible dont il est possible de se servir. Elle peut prendre, comme le reconnaît Bayart, « *une tournure identitaire radicale* », à l'image de ce qui s'est passé dans le génocide rwandais opposant Hutus et Tutsis. Les élites politiques africaines recherchent le contrôle du pouvoir et sa préservation par l'instrumentalisation de leur tribu ou des membres de la même religion.

Certes, personne ne peut nier le fait que le phénomène ethnique influence, de par ses implications multiples complexes, le politique dans le contexte des sociétés africaines actuelles. Le problème ethnique en Afrique n'est pas dépassé, il ne relève pas d'une curiosité tout au plus exotique. Le paradigme de l'ethnicité n'est certainement pas une grille d'interprétation récusable, mais il ne saurait être opérationnel s'il ne prend pas en compte d'une part, les mutations connues par le fait ethnique en Afrique postcolonial et d'autre part, les rapports complexes que ce fait ethnique entretient avec les autres facteurs explicatifs de la conflictualité dans les sociétés africaines. Les processus d'intégration et de déstructuration sont le fait de facteurs multiformes.

La conflictualité des identifications par les allégeances communautaires, sur fond de fragmentation ethnique, se décline sous plusieurs registres avec des spécificités inhérentes aux réalités de chaque localité et en rapport avec les logiques des acteurs individuels et collectifs concernés par les conflits. Il convient donc comme le soutient Young de donner « *une attention particulière aux valeurs sociales qui influencent la formation des identités et aux arènes politiques qui définissent leur mise en relief* » (1976).

La diversité ethnique n'est pas en soi source de conflictualité. Elle ne le devient que par rapport à des rapports historiques et politiques que les groupes ethniques entretiennent d'une part avec le pouvoir et d'autre part entre eux, dans « *les contextes de compétition et/ou selon des exigences d'alliance et de solidarité dans une adversité léguée* ». L'ethnicité n'est qu'un mode de mobilisation politique parallèle à tant d'autres ; la participation politique sur la base de l'ethnie constitue une simple option dont les fins restent plus ou moins perceptibles. D'aucuns en ont fait une conscience identitaire instrumentalisable et manipulable de manière pernicieuse à des fins de pouvoir et pour préserver des groupes d'intérêts.

Les tensions identitaires constituent rarement l'élément déclencheur du conflit, elles en présentent la variable amplificatrice. C'est dans cette perspective que Chabal et Daloz parlent d'une

« instrumentalisation du désordre » (1999), dont la manipulation ethnique constitue l'une des formes d'expression. Selon ces auteurs, la violence, les conflits, la désorganisation des sociétés africaines, l'inefficacité gouvernementale, la mauvaise gouvernance, le néopatrimonialisme, etc. participent d'une économie politique du désordre. Cette « instrumentalisation du désordre » résulte logiquement de la lutte pour l'accès à l'État et à ses ressources ; elle exprime la façon africaine d'être moderne. D'où le rejet d'une vision ethnologique du fait ethnique comme marque de l'ancestralité et facteur de violence identitaire.

L'ethnicité n'est pas la marque de l'ancestralité

L'autre grief que nous portons au paradigme de l'ethnicité, c'est son soubassement idéologique et ethnocentriste qui assimile l'ethnicité à un indice de « prémodernité », sinon de régression sociale ou d'archaïsme, dans le contexte de nos sociétés désignées de modernes, voire de postmodernes. Or, l'ethnicité n'est pas la négation de la modernité. Du moins, la modernité qui se décline dans le contexte des sociétés africaines, à travers ses configurations spécifiques, n'est pas forcément aux antipodes de l'existence de réseaux ethniques ni du sentiment de l'ethnicité. Le sentiment ethnique n'est pas forcément l'expression d'un comportement archaïque, condamné à être détruit ou atténué par l'urbanisation et l'intégration des sociétés africaines confrontées à une certaine modernité empreinte d'influences extérieures.

Il n'y a aucune antinomie entre la préservation de la solidarité ethnique et les valeurs modernes qui fondent les relations informelles de la modernité. Tout en assumant les relations professionnelles, d'amitié, de solidarité que dicte le contexte des sociétés modernes, l'individu africain peut pérenniser les liens familiaux, ethniques ou matrimoniaux qui l'enracinent dans une communauté identitaire. Ce qui n'est pas forcément un handicap pour l'émergence d'une modernité en Afrique.

L'erreur des pères fondateurs des États africains a été l'obsession de l'unité nationale, sans tenir compte de la diversité ethnique et tribale. Dans l'optique des pères de l'indépendance africaine, le facteur structurant de l'unité nationale se fonde sur l'hégémonie de l'ethnie dominante dont les représentants au niveau de l'espace politique procèdent à une appropriation étatique du social, de l'économique et de l'idéologique. Or, dans les contextes sociologiques où

la famille, le clan et l'ethnie sont, encore de nos jours, les premiers lieux de socialisation et de prise en charge de l'individu, la diversité ethnique devrait être saisie comme un constituant de la construction de l'État-nation en Afrique. Autrement dit, au lieu de saisir la diversité ethnique comme obstacle à la construction de l'État-nation, il faut plutôt sortir de la dérive nationaliste et repenser, voire refonder les nations africaines à partir des particularités ethniques.

Bibliographie

Amselle J.-P. (1990), *Logiques métisses – Anthropologie de l'identité en Afrique et ailleurs*, Paris, Payot.

Bayart J.-F. (1996), *L'illusion identitaire*, Paris, Fayard.

Bayart J.-F. (1989), *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard.

Ben Hammouda H. (1999), « Guerriers et marchands : éléments pour une économie politique des conflits en Afrique », *Africa Development* XXIV (3 & 4).

Calas B. (2011), « Introduction à une géographie des conflits… en Afrique », *Les Cahiers d'Outre-mer*, n° 255.

Chabal J. et Daloz P. (1999), *Africa Works : Disorder as Political Instrumen*t, Bloomington, Indiana University Press.

Diop A.S. (2010), « Conflictualité des pouvoirs et fragilisation de l'État en Afrique francophone : essai d'analyse sociologique », *Droit sénégalais*, n° 9.

Gasser G. (2000), *« Manger ou s'en aller » : Le conflit ethnorégional casamançais et l'État sénégalais*, Thèse de doctorat en science politique, Université de Montréal.

Gaulme F. (2005), « Mieux comprendre l'impact et les origines des conflits africains », *Afrique Contemporaine*, 3/2005, n° 215.

Guy N. (1972), « Crise de l'État et affirmation ethnique en Afrique contemporaine », *Revue française de science politique*, n° 5.

Hugon P. (2007), *Géopolitique de l'Afrique*, Paris, Armand Colin.

Leservoisier O. et Pottier R. (2007), *Les notions clés de l'ethnologie, Analyses et textes*, Paris, Armand Colin.

Mbembe A. (2004), « Essai sur le politique en tant que forme de la dépense », *Cahiers d'études africaines*, XLIV (1-2).

Nadel S.-F. (1971), *Byzance noire : le royaume des Nupe au Nigeria*, Paris, François Maspero.

N'dione E. (1994), *Réinventer le présent. Quelques jalons pour l'action*, Dakar, Enda Graf Sahel.

Otayek R. (1999), « La démocratie entre mobilisations identitaires et besoin d'État : y a-t-il une « exception » africaine ? », *Autrepart*, n° 10.

Samb D. (2008), « Conflits et crises en Afrique : étiologie, typologie, prévention et résolution », Leçon inaugurale de la rentrée académique de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis, 6 février.

Weber M. (1971), (1re éd. 1923), *Economie et Société*, Paris, Plon.

Young C. (1976), *The politics of cultural pluralism*, Madison, The University of Wisconsin Press.

Congo : mobilisation milicienne et tensions ethniques au Sud-Kivu

François M'munga Assumani[1]

L'analyse de la dynamique des conflits ethniques dans la plaine de la Ruzizi, dans l'est du Congo, dévoile combien les tensions identitaires sont enchâssées dans un réseau complexe d'enjeux fonciers et de pouvoir coutumier. De l'échelon local au niveau national, les acteurs politiques et militaires s'avèrent incapables de désamorcer la crise. Quand ils ne l'entretiennent pas à leur avantage.

En République démocratique du Congo, depuis l'époque coloniale, la gestion foncière coutumière est liée aux pratiques propres à chaque ethnie, ce qui donne une importance particulière aux rapports entre la terre, l'identité et les appartenances ethniques. Cette gestion foncière ethnique entre régulièrement en contradiction avec la gouvernance foncière étatique. Cela étant, il se pose un problème d'incapacité de l'État congolais à apporter des réponses appropriées à la crise foncière et identitaire qui sévit dans le pays, ce qui engendre des escalades meurtrières entre les communautés (Nyenyezi, Karubara et Ansoms, 2014).

Dans la province du Sud-Kivu, les tensions interethniques autour des ressources foncières, des références identitaires et du pouvoir coutumier n'ont cessé de se complexifier ces dernières décennies, prenant une tournure violente. Les ethnies s'appuient sur des

1. Diplômé en développement, environnement et sociétés, assistant à la Faculté des sciences sociales de l'Université évangélique en Afrique – UEA (Bukavu, RD Congo), auteur de *Pratiques locales d'acteurs et sécurisation foncière au Sud-Kivu* (Université de Louvain, 2017).

milices pour se défendre contre la menace que constituent à leurs yeux les autres ethnies (Mathys et Vlassenroot, 2016). Derrière ces conflits se profile une histoire complexe, associant l'ethnicité aux luttes de pouvoir, d'identité et d'accès à la terre (Vlassenroot, 2013).

Les pressions militaires destinées à affaiblir les mobilisations miliciennes à caractère ethnique sont rares et contre-productives, car les militaires et les policiers sont parfois manipulés par les ethnies dans leur quête d'accès aux ressources naturelles, au pouvoir local et à la protection de l'identité ethnique. Cette incapacité de l'armée nationale donne aux milices à caractère ethnique l'opportunité d'exercer un contrôle politique et économique sur leurs fiefs locaux, en protégeant les intérêts de leurs communautés respectives (Stearns, Verweijen et Eriksson Baaz, 2013), dans un contexte où les réseaux militaires, politiques et économiques qui soutiennent clandestinement les milices ethniques ne sont pas poursuivis et punis par les autorités au pouvoir (Verweijen et Iguma Wakenge, 2015).

Conflits interethniques dans la plaine de la Ruzizi

La plaine de la Ruzizi au Sud-Kivu est un foyer de tensions interethniques depuis la période coloniale. En 1928, les colonisateurs belges avaient divisé le territoire d'Uvira en trois chefferies, attribuées aux principaux groupes ethniques qu'étaient les Bavira, les Bafuliru et les Barundi. Les Barundi s'étaient de la sorte vu octroyer un droit à la terre et au pouvoir coutumier. Les Bafuliru avaient contesté cette décision et s'étaient révoltés en 1929 pour manifester leur contrariété. Bien qu'ils soient arrivés dans la Plaine à la fin du 19e siècle, soit plus tard que les Barundi, ils considéraient que la Plaine leur appartenait depuis leur installation sur les moyens et hauts plateaux du territoire d'Uvira.

Ce différend entre les deux ethnies a rapidement mobilisé le registre de l'autochtonie, du fait que les Barundi, d'origine burundaise, ne sont pas entièrement intégrés au sein des autres communautés locales autochtones. Il s'agit donc d'un problème de non-reconnaissance de la nationalité congolaise des Barundi issus du Burundi et des Banyamulenge (Banyarwanda) issus du Rwanda. Les changements successifs dans les conditions d'attribution de la nationalité congolaise, puis zaïroise, ainsi que le favoritisme dans l'attribution des postes politiques, contribuèrent à accentuer le sentiment de vulnérabilité et les peurs réciproques entre communautés.

Des stéréotypes se développèrent de part et d'autre. Les Barundi et les Bwanyarwanda se sentirent discriminés par l'État congolais du fait de leur situation minoritaire. Pour les Bafuliru, l'État congolais ne prenait que des demi-mesures, alors que toutes ces populations non autochtones devaient être déclarées étrangères.

La prise du pouvoir par l'AFDL en 1997 avait donné à la communauté des Banyamulenge une suprématie sur les populations considérées autochtones de la plaine de la Ruzizi. Le nouvel ordre politique devait directement décréter la nationalité congolaise des ressortissants d'origine burundaise et rwandaise. Les communautés qui se considéraient autochtones, à l'instar des Bafuliru, se constituèrent en milices réactionnaires d'autodéfense, afin de protéger l'intégrité de leur territoire ethnique.

Sources de tensions multiples

Actuellement, trois facteurs peuvent être distingués dans la dynamique d'exacerbation des tensions entre les communautés de la plaine de la Ruzizi : la non-reconnaissance du pouvoir coutumier des Barundi par les Bafuliru, la remise en cause de l'identité et/ou de la nationalité congolaise des Barundi et des Banyamulenge par les ethnies autochtones et la compétition autour des ressources foncières.

Le défi des Barundi est de conserver leur pouvoir coutumier, source d'autorité en matière de gestion des ressources foncières. Un notable récemment interrogé dans la plaine de la Ruzizi s'exprimait de la sorte : « *C'est moi qui suis le notable légitimé par les Bafuliru, tandis que l'autre est légitimé par les Barundi. Nous avons catégoriquement refusé d'être dirigés par les Barundi que nous qualifions d'étrangers sur le sol congolais*[2]. » De leur côté, les Bafuliru militent pour transformer la chefferie de la plaine de la Ruzizi administrée par les Barundi en nouvelle entité administrative, afin de récupérer le pouvoir local. L'État congolais ne peut ni garantir la coexistence pacifique entre les ethnies, ni dire l'interdit entre ces ethnies, alors qu'il devrait inventer sa légitimité sur sa capacité de réconcilier ces communautés.

Le discours de l'une des autorités barundi de la plaine de la Ruzizi illustre clairement les tensions entre ces deux ethnies autour des enjeux identitaires : « *J'avais été enlevé par les milices*

2. Entretien mené par l'auteur en novembre 2017. Idem pour les trois citations suivantes.

des Bafuliru pour avoir lutté contre l'exclusion des Barundi et des Banyamulenge de la nationalité congolaise. Les milices des Bafuliru voulaient organiser des actions violentes pour nous chasser de la plaine de la Ruzizi. » Les conflits identitaires dans la plaine de la Ruzizi se radicalisent par la contestation de la nationalité des Barundi et des Banyamulenge, la revendication de nouvelles entités administratives, l'instrumentalisation de ces ethnies par l'élite politico-militaire et l'implication clandestine des États des pays voisins qui soutiennent certaines ethnies d'origines burundaise et rwandaise.

La dynamique milicienne se nourrit aussi de la compétition autour de l'usage des ressources foncières, avec d'un côté les agriculteurs bafuliru et babembe et de l'autre les éleveurs banyamulenge et barundi pratiquant la transhumance. Les premiers, qui se perçoivent comme autochtones, mobilisent les milices Maï-Maï pour protéger leurs champs du passage des troupeaux de vaches. Les agressions dont ils s'estiment victimes amènent les éleveurs à activer leurs propres milices armées, les Twigwanehos. Les enjeux d'accès au pouvoir local, à l'identité nationale et aux ressources naturelles sont donc profondément imbriqués.

Des milices manipulées… et manipulatrices

Les milices d'autodéfense sont donc manipulées par les communautés ethniques dans leurs stratégies de sécurisation de leurs ressources et leur quête d'accès à la terre et au pouvoir local. « *Nous avons recouru aux milices pour protéger nos champs, vendus par le notable des Barundi, parce que les autorités gouvernementales ne veulent pas les sécuriser alors que nous leur avons envoyé beaucoup de lettres.* » De même, les forces régulières ont tendance à être instrumentalisées par les familles ou communautés désireuses de se protéger de potentielles spoliations par les milices des ethnies d'en face.

On constate parallèlement un phénomène de politisation et de militarisation des tensions interethniques autour des ressources foncières et du pouvoir coutumier. Les acteurs politiques locaux initient ou soutiennent la mobilisation armée, pour se pérenniser au pouvoir en contrôlantl'affectation de la ressource foncière, ce qui incite les gens à prendre les armes ou leur permet de justifier leur décision de le faire. L'importance de la manipulation politique se reflète dans les propos d'un habitant de la plaine de la Ruzizi : « *Les autorités congolaises et les députés cherchent à profiter de*

ce conflit en créant des tensions intercommunautaires par le discours diffamatoire et destructif pour se légitimer au pouvoir. Ces politiciens congolais mobilisent aussi leurs communautés en ayant recours aux hommes armés pour défendre leur identité sanctionnée par la possession d'un territoire. »

De leur côté, les groupes armés essaient d'exploiter ces conflits et de leur donner de l'ampleur, afin de mobiliser un soutien populaire et l'appui des élites, en affirmant qu'ils représentent les intérêts de telle ethnie en conflit. Ils influent dès lors délibérément sur le déficit de cohabitation entre les communautés locales. S'ils entretiennent des rapports avec les élites existantes et se font facilement entraîner dans leurs conflits, ils tentent aussi d'imposer leurs propres règles. Les groupes armés sont donc un élément clé de la politique de pouvoir local.

Dans ce contexte, les pressions militaires destinées à affaiblir les groupes armés sont rares et contre-productives. Certains groupes exercent un large contrôle politique et économique sur leurs fiefs locaux et sont peu enclins à abandonner ce pouvoir. Ils multiplient dès lors les alliances, notamment avec des hommes politiques nationaux, des chefs militaires et des représentants de l'État congolais. Ainsi, il semble que la durabilité de l'activité milicienne à l'est du Congo est à la fois fonction de facteurs locaux multiples – identitaires, économiques et politiques –, mais aussi de l'incapacité ou de la compromission de l'État congolais, ainsi que des jeux du pouvoir entre factions régionales et nationales.

Bibliographie

Mathys G. et Vlassenroot K. (2016), *« Pas juste une question de terres » : litiges et conflits fonciers dans l'est du Congo*, Londres, Rift Valley Institute.

Nyenyezi Bisoka A., Karubara D. et Ansoms A. (2014), « Dynamique de conflits fonciers et processus de réforme foncière en RDC : Repenser l'insécurité foncière à partir de l'approche de la Political Ecology », *Conjonctures congolaises 2013*, Paris, L'Harmattan.

Stearns J., Verweijen J. et Eriksson Baaz M. (2013), *Armée nationale et groupes armés dans l'Est du Congo. Trancher le nœud gordien de l'insécurité*, Londres, Rift Valley Institute.

Verweijen J. et Iguma Wakenge C. (2015), *Comprendre la prolifération des groupes armés dans l'est du Congo*, Londres, Rift Valley Institute.

Vlassenroot K. (2013), *Sud-Kivu - Identité, territoire et pouvoir dans l'est du Congo*, Londres, Rift Valley Institute.

Index

Afghanistan 135
Afrique 8, 9, 17, 18, 19, 27, 139, 153, 154, 155, 156, 158, 159, 160, 161, 162
Allemagne 10, 44, 45, 46, 56, 61, 66
Amérique latine 8, 14, 27, 28, 30, 66, 87, 88, 108, 111, 119
Angola 154
Arabie saoudite 14, 27, 130, 131, 134
Argentine 9, 15, 88, 90, 92, 108, 121
  Confédération générale du travail (CGT) 91
Asie 8, 10, 12, 22, 27, 50, 72, 108
Bahreïn 137
Bangladesh 24
Birmanie 9, 12, 24, 27, 82
Bolivie 14, 15, 108
Brésil 9, 14, 15, 17, 23, 24, 25, 27, 28, 61, 88, 92, 97, 98, 100, 101, 102, 105, 106, 108, 109, 110, 113, 115, 116, 117, 118, 119, 120
  Atlas Network 29, 107, 108, 109, 110, 113, 114, 115, 116
  Église universelle du royaume de Dieu 101, 104
  Estudantes Pela Liberdade 108, 110, 112, 113, 114, 115
  Estudiantes por la Libertad (EsLibertad) 108
  Institut de Estudos Empresariais 110
  Institut Liberal 110
  Institut Ludwig von Mises Portugal 114
  Institut Millenium 109, 110, 111, 115, 120
  Institut Ordem Livre 113, 115
  Libertários 120
  Mouvement Endireita Brasil 110
  Movimento Brasil Livre 28, 92, 110, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 120
  Movimento Endireita Brasil 92
  Movimento VemPrarua 92
  Movimento VemPrarua, 92
  Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB) 100, 101, 104
  Parti des travailleurs (PT) 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 106
  Partido Novo 120
  Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB) 98, 100, 103, 104
  Parti progressiste (PP) 92
  Parti républicain brésilien (PRB) 101, 104
  PSOL 102, 104
  Rede Liberdade 109, 110
  Revoltados Online 92
  Students For Liberty 108, 109, 110, 112, 113, 114, 115, 120
  Students For Liberty Brasil 109, 113, 115
  Vem Pra Rua 112
Burundi 164
Cambodge 12
Caraïbes 108
Chili 15, 108, 121
Colombie 15, 93
  Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) 94
Congo 154
Costa Rica 108
Côte d'Ivoire 154
Égypte 18, 24, 27, 75, 125, 127, 131, 132, 134, 136, 138, 139
  Frères musulmans 27, 126, 129, 130, 131, 132, 133, 134
  Liberté et Justice 132, 133
Équateur 14, 16, 88, 95, 121
Espagne 66
États-Unis 28, 29, 40, 105, 108, 113, 114, 116, 119, 120, 127, 130, 139
  Students For Liberty (SFL) 108
Éthiopie 18
Europe de l'Est 66
Guatemala 15
Guinée Bissau 154
Honduras 15
Hong-Kong 61
Inde 9, 11, 12, 23, 24, 27, 39, 41, 42, 43, 44, 46, 47, 48, 50, 52, 53, 55, 56, 57
  Akhil Bharatiya Vidyarti Prashid (ABVP) 57
  Hindu Mahasabha 44
  Parti du congrès 40, 43, 44, 48, 49, 50, 51, 52, 53
  Parti nationaliste hindou (BJP) 27, 39, 40, 41, 46, 47, 49, 50, 51, 52, 54, 55, 56
  Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS) 27, 39, 40, 41, 44, 45, 46, 47, 49, 50, 51, 52, 54, 55, 56, 57
  Shiv Sena 39, 50, 51
  Vishva Hindu Parishad (VHP) 27, 39, 41, 52
Indonésie
  Front de défense des musulmans 31
  Front des défenseurs de l'Islam (FDI) 27
Irak 18, 126, 128, 135, 139
Iran 127, 133, 135, 136
Italie 10
Kenya 18
Liban
  Hezbollah 135, 136

Libye 134, 137
Malaisie 9, 12, 24
Mexique 108
Monde arabo-musulman 18, 129, 136
Al-Qaïda 18, 135, 136
Daech 18, 136, 140
Nigéria 156
Ouganda 18, 24
Pakistan 12, 27, 41
Paraguay 15
Parti de la justice et du développement (AKP) 145, 146, 147, 148
pays du Golfe 127, 130, 131, 135
Pérou 15, 108
Philippines 8, 10, 11, 24
République centrafricaine 18
République démocratique du Congo 18, 163, 167
Russie 8
Rwanda 154, 164
Sénégal 154
Somalie 18
Soudan 154
Sri Lanka 9
Syrie 18, 128, 134, 135, 136, 137
Taïwan 61
Tournesol 61
Thaïlande 9, 13, 25, 61, 62, 65, 66, 67, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 78
Alliance populaire pour la démocratie (PAD) 61, 64, 65, 67, 68, 78, 79, 80
Comité démocratique du peuple pour la réforme (PDRC) 61, 62, 65, 67, 68
Dao Din 81, 82
Front national uni pour la démocratie et contre la dictature (UDD) 62, 66, 69, 80, 81
Krating Daeng 69
Mouvement pour la nouvelle démocratie 81
Parti communiste de Thaïlande (CPT) 72, 76, 78, 79
Parti démocrate 63, 64, 65, 68
Parti du peuple 71
Parti Thai Rak Thai (TRT) 63, 64, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 78, 79
Pheu Thai 65
Village Scouts/Luksuea Chaoban 69
Tunisie 125, 128, 132, 133, 134, 136, 137, 138, 140
Ennahda 131, 132, 133
Frères musulmans 131
Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD) 138
Turquie 8, 61, 127, 133, 143, 144, 145, 146, 147, 149
Gülen 145
HDP 146
MHP 146, 148
Venezuela 14, 61, 88, 94, 121
Yémen 18, 24, 134, 137

Alternatives Sud

Vol. XII (2005) 3 : Prostitution : la mondialisation incarnée
Vol. XII (2005) 4 : Le miracle chinois vu de l'intérieur
Vol. XIII (2006) 1 : Objectifs du millénaire pour le développement
Vol. XIII (2006) 2 : Changements climatiques : impasses et perspectives
Vol. XIII (2006) 3 : Expansion du tourisme : gagnants et perdants
Vol. XIII (2006) 4 : État des résistances dans le Sud, 2007
Vol. XIV (2007) 1 : Évasion fiscale et pauvreté
Vol. XIV (2007) 2 : Explosion urbaine et mondialisation
Vol. XIV (2007) 3 : Coalitions d'États du Sud
Vol. XIV (2007) 4 : État des résistances dans le Sud, 2008
Vol. XV (2008) 1 : Territoires, mondialisation et développement
Vol. XV (2008) 2 : L'aide européenne
Vol. XV (2008) 3 : Déforestation
Vol. XV (2008) 4 : État des résistances dans le Sud, 2009
Vol. XVI (2009) 1 : Contre le travail des enfants ?
Vol. XVI (2009) 2 : Retour de l'État. Pour quelles politiques sociales ?
Vol. XVI (2009) 3 : La Bolivie d'Evo
Vol. XVI (2009) 4 : État des résistances dans le Sud. Monde arabe
Vol. XVII (2010) 1 : Le Brésil de Lula. Un bilan contrasté
Vol. XVII (2010) 2 : Racisme : entre exclusion sociale et peur identitaire
Vol. XVII (2010) 3 : Pressions sur les terres. Devenir des agricultures paysannnes
Vol. XVII (2010) 4 : État des résistances dans le Sud. Afrique
Vol. XVIII (2011) 1 : Agrocarburants : impacts au Sud ?
Vol. XVIII (2011) 2 : La Chine en Afrique : menace ou opportunité pour le développement ?
Vol. XVIII (2011) 3 : L'Inde : une modernité controversée
Vol. XVIII (2011) 4 : État des résistances en Amérique latine
Vol. XIX (2012) 1 : (Re-)construire les États, nouvelle frontière de l'ingérence
Vol. XIX (2012) 2 : Le « printemps arabe » : un premier bilan
Vol. XIX (2012) 3 : Emprise et empreinte de l'agrobusiness
Vol. XIX (2012) 4 : État des résistances en Asie
Vol. XX (2013) 1 : Économie verte. Marchandiser la planète pour la sauver ?
Vol. XX (2013) 2 : Industries minières : extraire à tout prix ?
Vol. XX (2013) 3 : Narcotrafic. La « guerre aux drogues » en question
Vol. XX (2013) 4 : État des résistances dans le Sud. Les mouvements paysans
Vol. XXI (2014) 1 : Protection sociale au Sud
Vol. XXI (2014) 2 : Zapatisme : la rébellion qui dure
Vol. XXI (2014) 3 : Agroécologie : Enjeux et perspectives
Vol. XXI (2014) 4 : Luttes syndicales : État des résistances dans le Sud
Vol. XXII (2015) 1 : Migrations internationales : un enjeu Nord-Sud ?
Vol. XXII (2015) 2 : L'économie sociale et solidaire, levier de changement ?
Vol. XXII (2015) 3 : L'aggravation des inégalités
Vol. XXII (2015) 4 : État des résistances dans le Sud : Mouvements de femmes
Vol. XXIII (2016) 1 : Sport et mondialisation
Vol. XXIII (2016) 2 : Obsolète, le clivage Nord-Sud ?
Vol. XXIII (2016) 3 : Changer le modèle ?
Vol. XXIII (2016) 4 : État des résistances dans le Sud : Afrique
Vol. XXIV (2017) 1 : Entre terre et mer. Quel avenir pour la pêche ?
Vol. XXIV (2017) 2 : ONG : Dépolitisation de la résistance au néolibéralisme ?
Vol. XXIV (2017) 3 : Accords de libre-échange
Vol. XXIV (2017) 4 : État des résistances dans le Sud : Amérique latine

alternatives sud

Accords de libre-échange

Cinquante nuances de marché

Points de vue du Sud

TRIMESTRIEL - 3e TR. 2017

CentreTricontinental

SYLLEPSE

alternatives sud

ONG

Dépolitisation de la résistance au néolibéralisme ?

Points de vue du Sud

TRIMESTRIEL, 2e TR. 2017

CentreTricontinental

SYLLEPSE

alternatives sud

État des résistances dans le Sud

Amérique latine

TRIMESTRIEL - n° 59, 2017

CentreTricontinental

SYLLEPSE